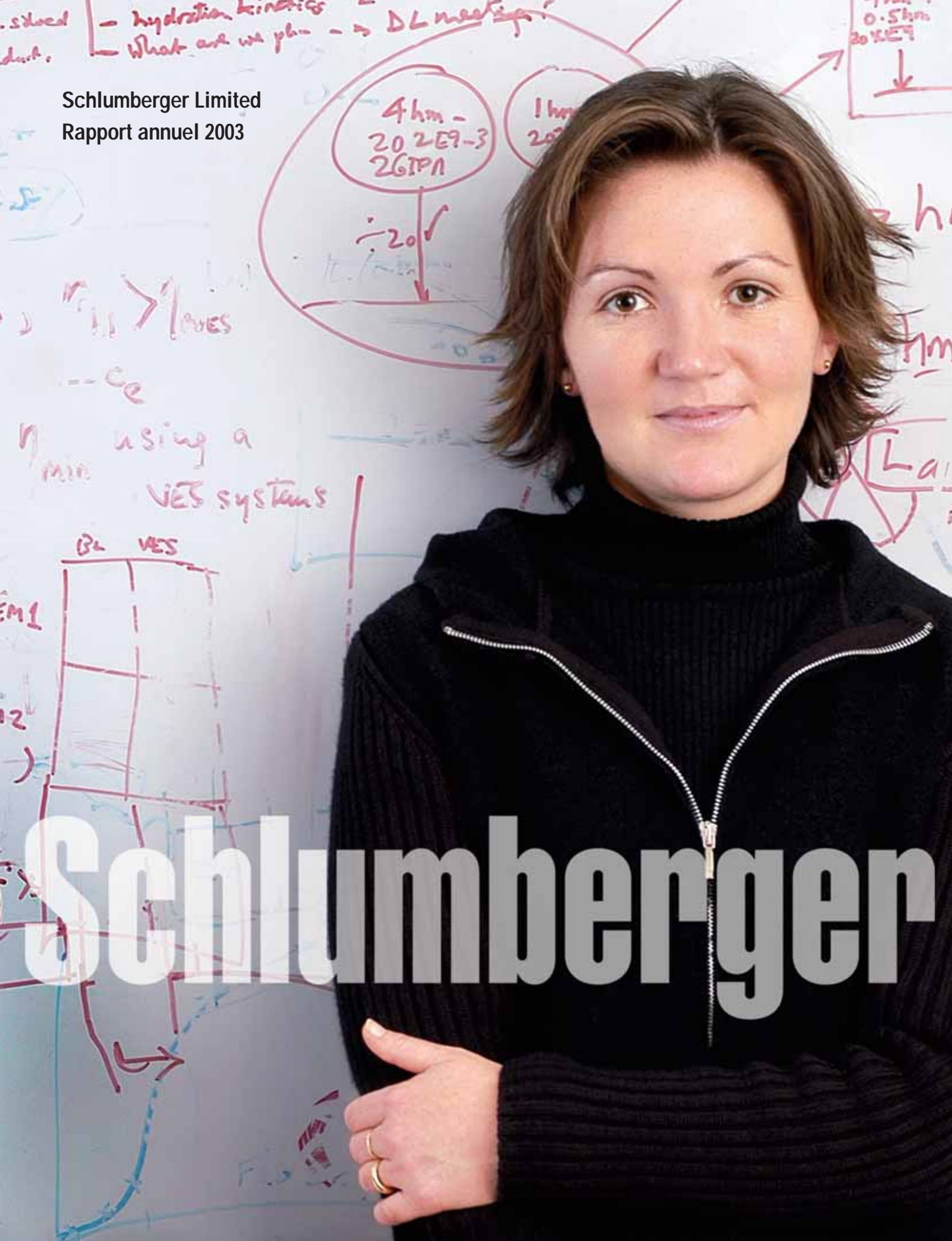


Schlumberger Limited
Rapport annuel 2003



Schlumberger



Sommaire

Lettre du Président	2
Principales données financières	5
L'atout des GeoMarkets*	6
Résultats financiers	13
Conseil d'administration	3ème de couverture
Direction et Informations générales	3ème de couverture

Schlumberger, leader mondial des services pétroliers, fournit des technologies, de la gestion de projets ainsi que des solutions d'information pour permettre à l'industrie pétrolière et gazière d'optimiser ses performances.

La Société compte aujourd'hui plus de 50 000 collaborateurs de plus de 140 nationalités, dans près de 100 pays.

Schlumberger propose des technologies pour l'évaluation des formations, le forage directionnel, la cimentation et la stimulation des puits, la complétion et la productivité des puits, ainsi que du conseil, des logiciels et des services de gestion de l'information et d'infrastructure informatique pour les processus opérationnels clés.

WesternGeco, détenu conjointement par Schlumberger et Baker Hughes, est la plus grande société mondiale de sismique et fournit des services avancés d'acquisition et de traitement des données.



Schlumberger mobilise l'esprit d'innovation de ses collaborateurs et les connaissances technologiques les plus avancées au service des industries de l'énergie.

Chaque collaborateur de Schlumberger s'engage à assurer, en permanence et partout dans le monde, les meilleures performances possibles. Fortes de leur diversité culturelle, nos équipes créent de nouveaux standards d'excellence qui vont au-delà des attentes de nos clients.

Chez Schlumberger, l'excellence est une priorité.



Lettre du Président

Pour Schlumberger, l'année 2003 a été marquée par la décision majeure de se recentrer sur ses métiers de base dans les services pétroliers. Notre démarche s'est fondée sur un constat simple : comme les besoins énergétiques mondiaux d'une bonne partie du prochain demi-siècle seront couverts essentiellement par des hydrocarbures extraits de gisements vieillissants, des investissements considérables vont être nécessaires pour garantir le niveau de production d'aujourd'hui et répondre à la demande de demain. Les technologies sont donc appelées à jouer un rôle clé pour relever ce défi dans de meilleures conditions de rentabilité et de respect de l'environnement. Dans un tel contexte, l'avenir de Schlumberger est extrêmement prometteur.

Les Services pétroliers ont enregistré des résultats solides et ont progressé dans toutes les régions. L'activité a été particulièrement forte sur les GeoMarkets Mexique, Indonésie, Inde, Caspienne et US Land (territoire continental des États-Unis). La plupart des segments technologiques affichent une croissance à deux chiffres, dont Forage et mesures et Services de données et de conseil qui atteignent des niveaux records. Pour une grande partie des technologies, l'accroissement de leur taux de pénétration du marché découle de la demande d'amélioration des performances de production des gisements parvenus à maturité, afin d'en gérer le déclin. Deux de nos technologies ont rencontré un succès particulier : les systèmes rotatifs orientables qui permettent de définir avec précision la trajectoire des puits pour exploiter les poches d'hydrocarbures non encore récupérés, et les outils d'évaluation par logging en puits tubé qui servent à analyser ces zones.

L'année a été caractérisée par plusieurs faits marquants au plan technique et commercial. Gestion intégrée de projets (IPM) a continué de progresser, en particulier au Mexique où notre palmarès de projets menés avec succès nous a valu l'attribution du contrat de Chicontepec, le plus important projet mexicain de développement pétrolier de ces vingt dernières années. En Malaisie, nous avons signé un contrat avec PETRONAS Carigali Sdn. Bhd. pour réaliser le redéveloppement du gisement de Bokor mis en production dans les années 80. Ce gisement, qui se compose d'un empilement de plus de 165 couches de grès et compte plus d'une centaine de colonnes de production, a été modélisé à l'aide des techniques les plus récentes, et son redéveloppement fait appel à une multiplicité de segments technologiques. Des projets de ce type soulignent la valeur ajoutée qu'apporte notre organisation en GeoMarkets, unique en son genre.

En décembre, nous avons annoncé un accord sur l'acquisition progressive de PetroAlliance, la plus grosse société russe indépendante de services pétroliers, cet accord débutant par l'achat d'une participation minoritaire en 2004. PetroAlliance a été constitué en 1995 dans le but de fournir une large gamme de services d'exploration et de développement de niveau international. En Russie, l'échelle et les possibilités d'activités sont immenses : cet investissement bénéficiera aussi bien à Schlumberger qu'à l'industrie pétrolière russe désireuse d'accéder à des technologies répondant à ses besoins spécifiques de croissance soutenue.



Le défi le plus difficile peut-être que nous nous sommes lancé au début de 2003 a été de remettre WesternGeco sur le chemin de la rentabilité durable. Il s'agissait d'une véritable gageure, étant donné la persistance d'une surcapacité sur les marchés des données de sismique terrestre et marine comme des données multichiens. Notre démarche visait un triple objectif : abaisser les capacités de production et les coûts à des niveaux appropriés, ramener la banque de données sismiques à sa valeur comptable réelle, et poursuivre l'introduction vigoureuse de la technologie propriétaire Q* dont le marché a continué de s'accroître à un rythme rapide.

L'été dernier, nous avons réalisé pour Statoil la première campagne Q de sismique marine répétée dans le temps, à 200 km de la côte occidentale de la Norvège. Vingt et un mois se sont écoulés entre les deux campagnes. Les premiers résultats, fournis onze jours seulement après l'acquisition des données, ont permis à Statoil de réviser les plans d'un nouveau puits et de forer moins profond de façon à éviter la surface de contact huile-eau. La réussite de cette opération permet aujourd'hui à ce puits de produire sans présence d'eau. La fiabilité et la répétabilité extrêmement élevée de la technologie Q-Marine* ont joué un rôle crucial dans ce résultat. Dans d'autres applications, un système Q a été mis en œuvre au Moyen-Orient en fin d'année, et Q-Seabed* a subi des essais couronnés de succès en mer du Nord comme au Moyen-Orient.

Lors du choix qui a présidé à la vente d'activités de SchlumbergerSema, nous avons maintenu notre engagement en faveur du domaine en expansion que constituent les solutions informatiques pour les secteurs pétrolier et gazier. La fusion logique des activités de logiciels et de gestion de l'information de Schlumberger avec l'activité de conseil et d'infrastructures de réseau de SchlumbergerSema a débuté en octobre. À la fin de l'année, l'organisation était en place dans tous les GeoMarkets. Nous avons choisi de conserver pour cette activité élargie l'appellation Solutions informations Schlumberger. Notre objectif est d'aider les clients à tirer davantage de valeur ajoutée de leurs processus opérationnels de base en mobilisant nos connaissances spécialisées à la fois en technologies de l'information et en exploration-production (E-P).

Début 2003, nous nous étions assigné des objectifs financiers précis. À la fin de l'année, nous avons accompli des progrès notables dans leur réalisation. Au quatrième trimestre, le rendement des capitaux engagés s'élevait à 12,8 % soit le double du taux enregistré pour la même période de 2002, ce qui coïncide parfaitement avec notre intention d'atteindre un chiffre avoisinant 15 % à plus long terme. Au cours du même trimestre, la marge d'exploitation après impôts de Services pétroliers atteignait 14,2 % du chiffre d'affaires, soit un niveau beaucoup plus conforme à nos résultats des cycles antérieurs. L'endettement net a été ramené à 4,2 milliards de dollars, résultat qui, à cause d'une évolution défavorable des taux de change, est cependant légèrement en deçà de l'objectif de 4 milliards de dollars que nous nous étions fixé.



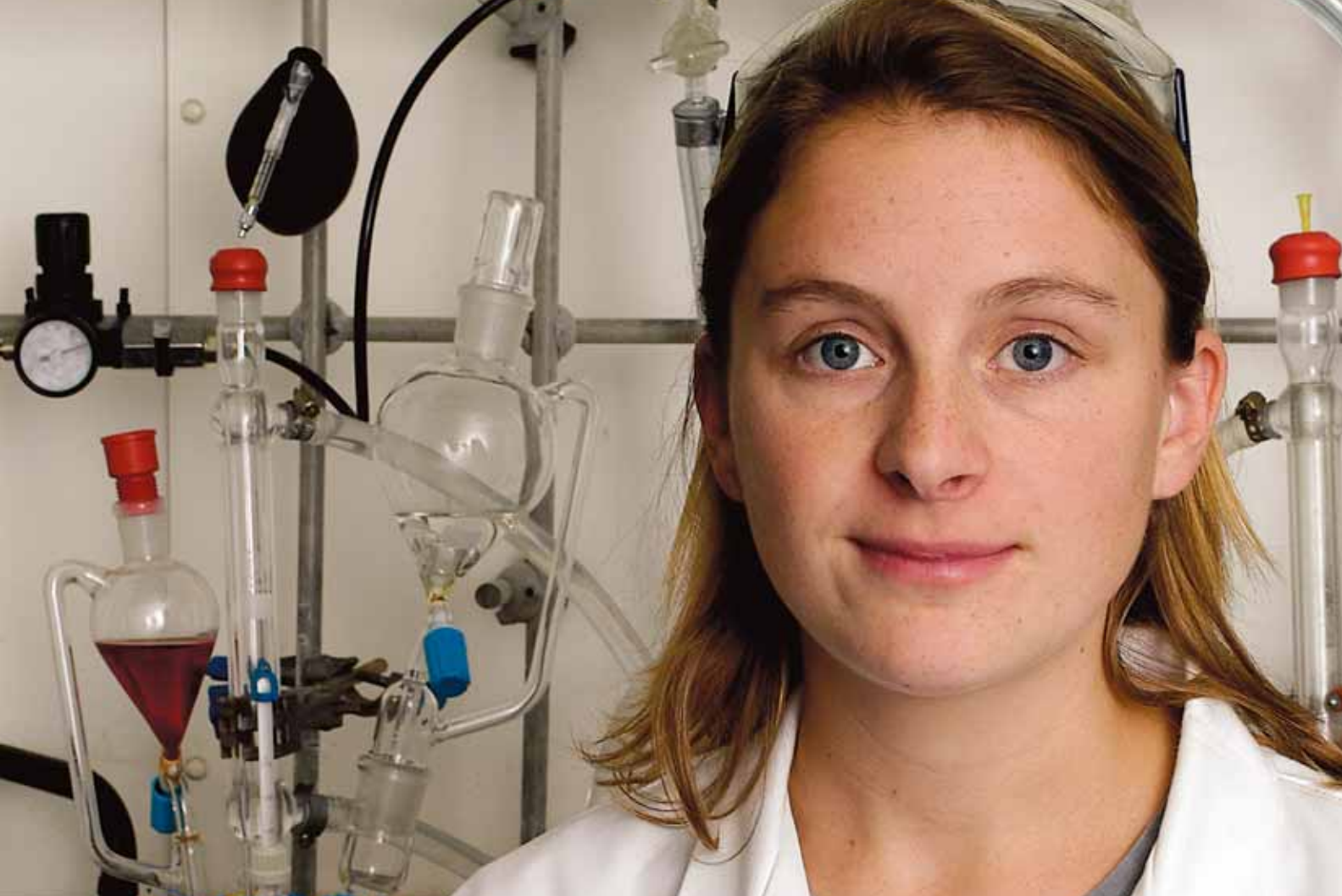
En janvier 2004, nous avons conclu la vente de la majorité des activités de SchlumbergerSema à Atos Origin et réduit à 14,5 % la participation que nous avons reçue dans le capital de cette société. Le total des produits de cette cession en numéraire et en actions s'élève à 1,1 milliard de dollars. Avec la conclusion des cessions des activités de comptage de l'électricité en Amérique du Nord, Business Continuity, Infodata et les Progiciels pour les télécommunications, nous espérons ramener l'endettement net sous la barre des 3 milliards de dollars d'ici le milieu de 2004. Par la suite, la seule cession importante restante consistera en l'introduction en Bourse d'Axalto, l'activité cartes à puce de Schlumberger, lorsque les conditions du marché le permettront.

Je souhaite saisir l'occasion qui m'est ici offerte pour souligner l'importance que nous attachons à une culture proactive qui place la qualité, la santé, la sécurité et l'environnement (QHSE) au premier rang des priorités de la direction comme des collaborateurs. Les accidents de la route étaient devenus, au fil des années, la première cause de dommages corporels, et même de décès : nous avons donc dépensé beaucoup de temps et d'énergie pour remédier à ce problème. J'ai le grand plaisir d'annoncer qu'en 2003 nous n'avons enregistré aucun accident routier mortel, alors que nos collaborateurs parcourent près de 20 millions de kilomètres par mois.

J'ai fait observer ailleurs que la reprise de la croissance économique et les tensions qui pèsent sur l'offre et la demande du fait de l'accélération du déclin de la production nécessiteront une réaction en termes d'investissement d'E-P. À court terme, des signes positifs semblent indiquer que cette analyse commence à être prise en compte.

Je ne voudrais pas terminer sans de nouveau adresser mes remerciements à nos clients et à nos collaborateurs pour leur soutien sans faille.

Andrew Gould
Président-directeur général



Principales données financières

Schlumberger Limited

(en millions de dollars, sauf pour les montants par action)

Au 31 décembre

	2003	2002
Chiffre d'affaires d'exploitation	\$13 893	\$13 118
Résultat net - activités en exploitation, hors charges	\$ 913	\$ 693
Résultat net - activités en exploitation, charges comprises	\$ 473	\$(2 417)
Résultat par action avant dilution - activités en exploitation	\$ 0,81	\$(4,18)
Résultat par action après dilution - activités en exploitation	\$ 0,81	\$(4,18)
Dividendes déclarés par action	\$ 0,75	\$ 0,75
Rendement des capitaux engagés - activités en exploitation, hors charges	10 %	6 %
Marge d'exploitation - activités en exploitation, hors charges	7 %	5 %
Rentabilité des capitaux propres - activités en exploitation, hors charges	16 %	9 %
Endettement net	\$ 4 176	\$ 5 021

Performance de Services Pétroliers en matière de sécurité

Taux d'accidents automobiles - nombre d'accidents/1 000 conducteurs	5,0	7,4
Taux d'incidents entraînant une perte de temps - nombre d'incidents/1 000 employés	4,6	6,2



erger

L'atout des GeoMarkets

Schlumberger répond aux besoins de ses clients via un réseau unique de GeoMarkets qui réunissent des connaissances profondes du métier et une compréhension très étendue de la culture, de la géologie et de la géographie propres à chaque pays et chaque région. Ce réseau présente un double atout : il permet à la fois de déployer à l'échelle locale des solutions novatrices, fruits des travaux de développement menés par les lignes de produits réparties sur tous les continents, et de mettre en œuvre une démarche globale cohérente en matière de qualité du service, de santé, de sécurité et de respect de l'environnement.

Développement et déploiement des technologies

Pour comprendre l'apport du réseau de GeoMarkets, prenons l'exemple du succès rencontré par le nouvel acide viscoélastique sélectif VDA*. Ce système acide sélectif sans polymère accroît la production d'hydrocarbures dans les formations rocheuses carbonatées. Des technologies telles que le système VDA prennent une importance grandissante dans la gestion des gisements vieillissants en déclin car l'amélioration du taux de récupération permet d'en prolonger la production au meilleur coût. Le développement du VDA, qui a nécessité la création d'une molécule entièrement nouvelle, est le fruit d'une collaboration de

trois ans au sein du Centre Produits de Houston, appuyée par des travaux de chimie fondamentale menés au centre de recherche Schlumberger de Cambridge.

À la différence de tous les systèmes antérieurs d'acidification, le VDA possède des propriétés qui lui permettent de cibler les zones d'un puits qui ont le plus besoin de traitement, ce qui évite les injections inutiles dans des zones perméables propres, source de gaspillage des acides ordinaires utilisés pour la stimulation des puits. Cette différence simple mais capitale fait de la technologie VDA une découverte novatrice pour les marchés mondiaux de la stimulation.

Pour introduire cette technologie, nous avons opté pour une nouvelle stratégie de déploiement par étapes, qui a amplement tiré parti des caractéristiques du réseau de GeoMarkets. Un GeoMarket regroupant l'Arabie Saoudite, le Koweït, Bahreïn et le Pakistan a été choisi car il réunissait à lui seul les besoins géologiques et commerciaux jugés les plus susceptibles de favoriser l'acceptation de cette nouvelle technologie. Le nouveau système a tout d'abord été mis en œuvre au Koweït par un opérateur qui s'était déclaré prêt à le tester. Après des résultats positifs début 2002, les spécialistes des réservoirs du client et ceux de Schlumberger ont identifié dans la



même zone d'autres puits où mettre en œuvre le VDA.

Au cours des mois suivants, ce nouveau système a enregistré des performances exceptionnelles dans plus de 30 puits de tous types – puits nouvellement forés, puits anciens insuffisamment productifs, puits horizontaux, puits à haute température et haute pression. Dans tous les puits traités, la production a augmenté d'au moins 30 %, et la plupart des puits affichent une augmentation de plus de 300 %.

À la suite de cette expérience, il était logique d'introduire ce nouveau système auprès d'autres clients de ce même GeoMarket, dont les réservoirs présentaient des caractéristiques identiques. Les résultats du système testé en Arabie Saoudite ont été immédiats : tous les puits traités par le VDA ont connu une augmentation de leur production dépassant toutes les espérances. Depuis les premiers succès enregistrés au milieu de 2002, nombre d'opérateurs en Arabie Saoudite ont abandonné les fluides de stimulation à base de polymère au profit du système VDA qui n'endommage pas la formation.

La technologie VDA a ensuite été introduite dans le GeoMarket voisin qui couvre les Émirats arabes unis, le Yémen, le Qatar et

Oman. Les nouveaux succès remportés dans ces pays ont conduit à introduire le VDA dans le GeoMarket Afrique de l'Est et Méditerranée orientale où sa mise en œuvre a confirmé la stratégie du développement mondial conjointement à un déploiement local. Une formulation spéciale du VDA a été mise au point par le Laboratoire de support clients de la région pour remédier aux problèmes liés à la matrice de la roche. Après avoir été testée et approuvée par le Centre Produits de Houston, cette formulation a été mise en œuvre dans trois puits dans le but d'accroître la production durable du gisement de plus de 8 000 barils de pétrole par jour.

À ce stade, il ressortait clairement que les similitudes entre GeoMarkets permettaient de diffuser et d'utiliser des produits VDA à un rythme beaucoup plus accéléré que s'ils avaient été mis en œuvre à l'échelle mondiale, sans bénéficier des expériences locales. De surcroît, l'expérience acquise dans divers pays et divers types de formations a permis d'étendre la gamme des utilisations du VDA et de gagner de nouveaux marchés. Par exemple, l'expérience acquise en Arabie Saoudite a montré que l'application de la technologie VDA pouvait être étendue aux opérations suivantes : pour la fracturation hydraulique, cette technologie fournit un acide pour contrôler la filtration sans endommager les formations, pour les opérations de complétion, elle





fournit un agent de contrôle de filtrat jusqu'à 177°C (350°F).

Grâce au réseau de GeoMarkets, nombre de clients Schlumberger ont bénéficié des avantages croissants de la technologie VDA, et ils en ont encouragé l'adoption en lui apportant leur soutien dans des forums de l'industrie pétrolière. Début 2003, les GeoMarkets qui utilisaient le système VDA comptaient désormais les États-Unis et le Canada, l'Indonésie, l'Afrique de l'Ouest, le Kazakhstan, la Russie et le Venezuela. En outre, l'éventail des formations pouvant être traitées par ce procédé s'était élargi et sa mise en œuvre dans des opérations de « coiled tubing » était devenue une pratique courante. La pénétration de nouveaux marchés s'est traduite par une augmentation correspondante des recettes générées par ce système et, fin 2003, la technologie VDA avait été mise en œuvre avec succès dans tous les grands bassins carbonatés du monde.

L'interface clients

Le fait que le réseau de GeoMarkets rassemble à la fois un savoir global et des expériences et expertises locales offre désormais à nos clients des possibilités nouvelles que les lignes de produits à elles seules ne permettent pas d'envisager.

À défaut de trouver une autre solution pour accéder à des réserves supplémentaires, un opérateur de la mer de Java se trouvait contraint d'agrandir à grands frais une plate-forme existante pour assurer l'exploitation d'un nouveau puits. Schlumberger avait déjà été sélectionné pour fournir les différents services nécessaires au puits prévu – forage, cimentation, logging et complétion – services qui devaient être assurés par les différents spécialistes du GeoMarket. Mais grâce à l'étroite collaboration instaurée entre le client et l'équipe du GeoMarket, Schlumberger a été en mesure de proposer une solution originale : la première complétion intelligente jamais réalisée dans le monde sur un puits multilatéral de niveau 6. L'opération consistait à forer dans le réservoir deux dérivations latérales indépendantes à partir d'un puits unique en utilisant la plate-forme existante, ce qui évitait d'avoir à construire une extension coûteuse. Non seulement cette solution était financièrement avantageuse, mais elle améliorait la valeur actuelle nette (VAN) du gisement ainsi que la récupération des hydrocarbures grâce à la gestion anticipative des performances du réservoir.

L'élaboration de solutions technologiques de ce type a conduit Schlumberger à regrouper les GeoMarkets autour de thèmes



communs. C'est ainsi qu'il existe désormais une communauté de GeoMarkets spécialistes des opérations en eau profonde, qui contribuent au développement des services dans le monde en mettant en commun leur expérience locale.

Les projets en eau profonde sont toujours délicats à mener, mais rarement aussi difficiles que le puits de développement mis en production dans le golfe du Mexique en 2002. D'une complexité technique et logistique pratiquement sans précédent, le projet nécessitait la complétion de 16 zones dans six puits dont deux atteignaient un record mondial avec 2 200 m de profondeur d'eau. Or, les six puits, répartis en deux gisements, ont été raccordés au même réseau d'oléoducs pour assurer le transfert de la production vers une installation située sur le plateau continental à près de 100 km.

En tant que coordinateur du projet, Schlumberger a fourni une équipe de 35 personnes et employé toute une série de technologies de pointe qui n'avaient jamais été mises en œuvre ensemble dans le cadre d'une seule opération. Nos ingénieurs se sont chargés de réunir l'expertise nécessaire pour fournir à l'opérateur une assistance et un service sans faille tout au long du projet. Le résultat de ces efforts s'est traduit pour le client

par d'importantes économies de temps et pour Schlumberger par une augmentation de ses recettes. De surcroît, le projet qui a totalisé 70 000 heures de travail n'a connu aucun incident qui aurait pu entraîner une perte de temps, que ce soit en matière de santé, de sécurité ou d'environnement.

L'organisation en GeoMarkets est-elle pour quelque chose dans ce succès ? « Incontestablement », affirme Graham Watson responsable du projet. « Elle nous a permis de constituer, dans les bureaux mêmes du client, un point de contact fixe entre lui et notre équipe afin d'assurer une réponse coordonnée, quel que soit le problème à traiter. Nous avons utilisé notre structure en GeoMarkets pour coordonner les divers segments Schlumberger, ce qui nous a permis d'apporter une réponse homogène à ses besoins ».

SONDE SHOP
探头维修室



Une approche intégrée

Les marchés des services pétroliers sont en mutation, tout comme les solutions offertes par les sociétés de services parapétroliers. Une nouvelle approche est nécessaire pour les marchés en expansion tels que la Russie, certaines ex-Républiques soviétiques, et la Chine qui s'ouvre peu à peu. Ceci s'applique tout particulièrement aux opérations de Gestion intégrée de projets (IPM). IPM est un service Schlumberger qui mobilise technologies, personnels et processus pour assurer l'efficacité et la rentabilité de projets aussi divers que les puits d'exploration stratégique situés dans des régions éloignées, le développement d'un gisement, ou l'intégralité de sa réhabilitation. Tout en fournissant les technologies et l'expertise, Schlumberger travaille souvent avec des sous-traitants locaux de façon à exploiter au mieux les connaissances et l'expérience locales.

Le projet de Burgos sur le GeoMarket Mexique offre un exemple de gestion IPM du développement d'un gisement, pour la septième année consécutive. Schlumberger a assuré la complétion de 237 puits, ce qui représente plus de 700 000 m de forage. Aux différents stades, les travaux ont nécessité un large éventail d'opérations telles que sismique tridimensionnelle, caractérisation des réservoirs,

conception de puits, ingénierie et construction, stimulation, ainsi que conception et mise en place des installations de production. Pour le client, les avantages sont notamment une accélération de la production, une réduction des dépenses d'investissement et un accroissement de l'efficacité. De surcroît, la relation à long terme entre l'opérateur et Schlumberger a favorisé une connaissance approfondie des besoins locaux, ce qui a débouché sur des opérations analogues sur d'autres gisements mexicains.

Ce type de solution intégrée aurait été pratiquement impossible avant la réorganisation en GeoMarkets. En effet, les différentes lignes de produits travaillaient auparavant de façon indépendante. Aujourd'hui, les équipes Schlumberger sont sensibilisées à cette démarche intégrée qu'elles mettent en œuvre sans compromettre l'excellence du service dans leurs spécialités technologiques respectives.



Un atout durable

La formation des générations présentes et futures d'ingénieurs et de chercheurs de toutes nationalités est une priorité dans un monde confronté au défi passionnant de devoir couvrir tous ses besoins énergétiques. Employer des collaborateurs appartenant à une pluralité de cultures présente incontestablement des avantages parce que cette diversité crée des affinités avec notre base multinationale de clients et constitue en soi une source féconde d'innovation et de créativité. Pour pérenniser cet atout, Schlumberger parraine activement plusieurs actions de formation, distinctes mais complémentaires, qui sont toutes axées en priorité sur la promotion des sciences et des techniques dans les pays en développement économique.

Tout d'abord, Schlumberger entretient des liens étroits avec des universités du monde entier dans le cadre du Programme Schlumberger d'ambassadeurs universitaires. Le personnel des GeoMarkets forme une composante essentielle de ce programme en assurant souvent le lien entre les universités et Schlumberger. Pour renforcer la collaboration scientifique et technique, les centres de recherche Schlumberger et leurs annexes sont situés à proximité des centres universitaires de Boston, Cambridge, Beijing, Moscou et

Dharan, et la Société fait don de logiciels à des campus aussi distants les uns des autres que l'Institut de technologie de Bandung en Indonésie et l'Imperial College de Londres. Les échanges avec le corps professoral sont encouragés et des chercheurs de Schlumberger prennent un congé sabbatique comme enseignants dans des universités telles que l'Universidade Agostinho Neto de Luanda ou l'École des mines du Colorado. Au Kazakhstan, plusieurs actions visant à développer des compétences universitaires locales ont été récompensées par l'attribution au GeoMarket de cette région d'un Prix du Président pour services rendus dans le domaine de l'éducation.

Ensuite, la Fondation Schlumberger axe l'essentiel de ses activités sur la promotion et le renforcement de la formation et des carrières scientifiques et technologiques, en particulier pour les étudiants et les professeurs d'université des pays en développement. Les contributions de la Fondation misent sur les opportunités recensées et encouragées par les GeoMarkets.

Autre initiative de la Société : le programme d'aide à l'éducation SEED (Schlumberger Excellence in Educational Development), qui vise les 10-18 ans. Organisation à but non lucratif créée en 1998,



SEED propose des programmes d'aide financière et technique pour connecter à Internet des établissements scolaires dépourvus de moyens dans des pays en développement, ainsi que pour offrir un accès aux chercheurs et ingénieurs Schlumberger via son service scientifique en ligne. Ces programmes ont débouché sur des projets en collaboration tels que le Projet SEED pour l'eau, et sur une aide sur le terrain à des éducateurs et des élèves dans le but de développer l'enseignement des sciences et l'utilisation des technologies de l'information. Les bénévoles, issus des personnels des GeoMarkets et de leurs familles, ainsi que les membres de la communauté scientifique Schlumberger, jouent un rôle primordial dans le succès de ce programme.

Le service scientifique SEED, site Internet public proposé en sept langues, offre un outil aux jeunes du monde entier pour poser des questions scientifiques sur leur domaine de spécialité à des experts de Schlumberger. Chaque mois, ce sont ainsi plus de 120 000 visiteurs qui consultent le site et 500 questions qui sont posées par des élèves.

Le programme SEED d'aide à la connexion a connecté à Internet 112 écoles dans 31 pays. En Équateur, par exemple, où seulement 8 % de la population a accès à une ligne téléphonique et moins

de 2 % possède un ordinateur, les bénévoles Schlumberger ont raccordé à Internet plus de 4 000 enfants. Résultat : des écoles situées dans certaines des régions les plus reculées de l'Amazonie équatoriale disposent désormais d'un accès Internet, ce qui, au dire des enseignants comme des élèves, a transformé leur vie.

Enfin, les GeoMarkets sont emblématiques de la politique de Schlumberger en faveur de la formation de responsables dans tous les pays où la Société opère. Leur réseau appuie la réalisation de deux objectifs clés pour Schlumberger : s'intégrer à l'environnement de façon à faire de chaque lieu du monde un véritable « pays d'origine », et tirer le meilleur parti de l'avantage concurrentiel que donne l'affinité culturelle avec les clients dans la vente de services et de technologies complexes.

Résultats financiers

Commentaires et analyse des résultats financiers par la direction

En 2003, Schlumberger se composait de quatre pôles : Services pétroliers, WesternGeco, SchlumbergerSema et Autres activités. Les commentaires et l'analyse des résultats financiers sont à rapprocher des états financiers consolidés.

(en millions)

	2003 ²	2002 ²	Variation %
SERVICES PÉTROLIERS			
Chiffre d'affaires d'exploitation	\$ 8 823	\$ 8 171	8 %
Bénéfice d'exploitation avant impôts ¹	\$ 1 536	\$ 1 278	20 %
WESTERNGECO			
Chiffre d'affaires d'exploitation	\$ 1 183	\$ 1 476	(20)%
Bénéfice d'exploitation avant impôts ^{1,3}	\$ (20)	\$ 71	- %
SCHLUMBERGERSEMA			
Chiffre d'affaires d'exploitation	\$ 2 677	\$ 2 409	11 %
Bénéfice d'exploitation avant impôts ¹	\$ 61	\$ 17	249 %
AUTRES ACTIVITÉS ⁴			
Chiffre d'affaires d'exploitation	\$ 1 480	\$ 1 334	11 %
Bénéfice d'exploitation avant impôts ¹	\$ 109	\$ 18	505 %

1 Représente le bénéfice avant impôts et intérêts minoritaires, hors produits et frais financiers, et amortissement des actifs incorporels.

2 L'exercice 2003 exclut une charge nette de 49 millions de dollars se rapportant à la constitution d'une provision pour dépréciation d'une participation et la plus-value de cession d'un billet ; 167 millions de dollars de frais liés à l'extinction de dettes ; une charge de 421 millions de dollars afférente à des provisions pour dépréciation et d'autres charges/crédits. L'exercice 2002 exclut une charge totalisant 30 millions de dollars liée à la crise financière/économique en Argentine.

3 L'exercice 2003 exclut une charge de 398 millions de dollars afférentes à la banque de données multiclients et une charge de 54 millions de dollars liée à des navires. L'exercice 2002 exclut une charge de 184 millions de dollars afférente à la banque de données multiclients et des charges de licenciement et autres de 117 millions de dollars.

4 Comprend principalement les activités Axalto (Cartes à puce et Terminaux de point de vente) et Compteurs d'électricité. Comprend aussi les activités Continuité d'activité, Infodata, Produits logiciels de télécommunications, Services pour l'eau, Essentis et Publiphones.

Services pétroliers

La demande pétrolière mondiale est montée en flèche en 2003 sous l'effet de la forte croissance économique enregistrée en Amérique du Nord et en Chine. L'augmentation de la demande dans ces deux régions du monde est à l'origine de près des deux tiers de la croissance totale de la demande mondiale. L'accroissement de la production mondiale a couvert plus que largement la croissance de la demande. La production pétrolière non-OPEP a représenté un tiers de la croissance, du fait de l'augmentation de la production dans la CEI. La production OPEP s'est accrue malgré des interruptions au Venezuela et au Nigeria, et la perte de la production irakienne pendant et après la guerre. Les prix pétroliers sont restés élevés tout au long de l'année, le prix moyen du West Texas Intermediate (WTI) étant supérieur de près de 20 % à celui de l'année dernière.

Selon les prévisions, en 2004, la demande de pétrole devrait connaître, à l'échelle mondiale, un taux de progression analogue à celui de 2003 et elle pourrait augmenter fortement dans les pays en développement et baisser dans les pays de l'OCDE. La production non-OPEP devrait enregistrer des taux de progression globalement analogues à ceux de 2003, malgré l'incertitude accrue quant à l'offre dans la CEI et aux

États-Unis. La production OPEP, elle, devrait être ajustée de façon à maintenir le prix du panier de brut de l'Organisation dans la fourchette de variation qu'elle a fixée entre 22 et 28 dollars par baril.

En 2003, la demande de gaz en Amérique du Nord n'a guère évolué par rapport à 2002 et elle ne devrait pas varier notablement en 2004. Toutefois, le maintien de l'offre de gaz pour couvrir la demande reste un défi car le déclin de la production qui est déjà très marqué devrait encore s'accroître. En 2003, le prix annuel moyen du gaz naturel des États-Unis a considérablement augmenté par rapport à 2002, ce qui a stimulé l'augmentation du nombre d'appareils de forage en activité en Amérique du Nord.

Le niveau relativement élevé du prix des hydrocarbures et une augmentation de la production ont généré des flux de trésorerie importants dans les secteurs pétrolier et gazier, et provoqué un accroissement du nombre moyen d'appareils de forage en activité. Sous réserve que la demande reste forte et que l'OPEP réussisse à maintenir les prix pétroliers dans la fourchette de variation qu'elle s'est fixée, les dépenses d'exploration-production (E-P) devraient s'accroître en 2004.

Résultats 2003

Le chiffre d'affaires de 8,8 milliards de dollars est en hausse de 8 % par rapport à 2002 grâce surtout à l'Amérique du Nord, où il a augmenté de 14 %, puis à l'Amérique latine et à la zone Moyen-Orient et Asie, toutes deux en progression de 9 %, et enfin à la zone Europe/CEI/Afrique de l'Ouest, où il s'est accru de 4 %. Le bénéfice d'exploitation avant impôts, de 1,54 milliard de dollars, est en augmentation de 20 % par rapport à 2002. Cette progression est due surtout à la forte demande des clients, qui ont accru leurs dépenses d'E-P et ont réservé un accueil favorable aux nouvelles technologies telles que les systèmes rotatifs orientables PowerDrive*, le laitier de ciment très basse densité LiteCRETE*, la suite de services d'analyse derrière le cuvelage ABC*, le système avancé d'acidification VDA* mettant en œuvre un acide viscoélastique sélectif, et le fluide de fracturation sans polymère ClearFRAC*. Les économies de 67 millions de dollars de frais généraux réalisées grâce aux efforts de restructuration et de rationalisation, principalement en Europe/CEI/Afrique de l'Ouest ainsi qu'en Amérique du Nord et du Sud, ont aussi contribué à l'accroissement de la rentabilité au cours de l'année.

Services pétroliers a débuté l'année avec un niveau de chiffre d'affaires qui est resté relativement inchangé au premier trimestre puis qui a progressé légèrement mais de façon continue durant les trois autres trimestres grâce à de nouveaux contrats, à l'introduction de nouvelles technologies et à un accroissement de la demande de services de Gestion intégrée de projets (IPM) et de Solutions informations Schlumberger (SIS). Les résultats ont bénéficié d'une reprise dans le secteur du forage de gaz naturel en Amérique du Nord et d'une augmentation de l'activité au Mexique, en Russie et au Moyen-Orient, en partie neutralisée par une grève d'ampleur nationale au Venezuela et par des troubles ethniques au Nigeria.

Toutes les lignes de produits technologiques ont contribué à la hausse du chiffre d'affaires. Les niveaux records atteints par Services pour les puits et par Forage et mesures ont représenté plus de la moitié de l'augmentation du chiffre d'affaires de Services pétroliers. Les Services de données et de conseil ont remporté plusieurs contrats de modélisation du réservoir, de planification du développement de gisement et d'optimisation de la production. SIS a connu une forte demande, en particulier en Europe, en Asie et au Moyen-Orient. IPM a enregistré de hauts niveaux d'activité grâce surtout à l'Amérique latine.

En décembre, Schlumberger a annoncé un accord d'acquisition progressive de PetroAlliance, qui débutera par l'acquisition d'une participation minoritaire en 2004. PetroAlliance est la plus grosse société indépendante de services pétroliers de Russie et elle fournit une large gamme de services d'exploration et de développement dans toute la Russie et la région Caspienne.

Amérique du Nord

Le chiffre d'affaires de 2,6 milliards de dollars a progressé de 14 % par rapport à 2002. Cette progression est due surtout à un accroissement d'activité sur le territoire continental des États-Unis ainsi qu'au Canada dont le chiffre d'affaires a augmenté de 31 % pour atteindre 410 millions de dollars. Ces deux marchés ont été stimulés par le prix élevé des hydrocarbures résultant de la faiblesse record des stocks de gaz due à la forte demande hivernale de 2003. En revanche, dans le golfe du Mexique, l'activité a globalement stagné par rapport à l'année précédente. Une combinaison de facteurs a concouru aux performances médiocres des activités en mer, notamment une hausse des coûts de découverte et de développement sur le plateau continental, des opérations d'exploration en eau profonde non suivies de succès, et des conditions météorologiques défavorables qui ont nui à l'efficacité des services de forage et de complétion sur plusieurs projets en eau profonde.

Le bénéfice d'exploitation avant impôts de 365 millions de dollars a progressé de 33 % par rapport à 2002, en raison surtout de la répercussion positive d'une meilleure utilisation de l'équipement sur le territoire continental des États-Unis, par suite d'une rationalisation des actifs et d'une maîtrise des coûts. Cette amélioration de la rentabilité s'explique aussi par une augmentation de la demande de services de Forage et mesures, de logging en puits tubé, et de solutions de fracturation hydraulique, liée à la complexité accrue du développement de nouvelles réserves de gaz sur le territoire continental des États-Unis.

Amérique latine

Le chiffre d'affaires de 1,4 milliard de dollars a augmenté de 9 % par rapport à 2002, en raison surtout de progressions importantes au Mexique, au Brésil et en Argentine, partiellement neutralisées par un recul marqué au Venezuela. Des contrats de gestion pour des projets de grande envergure ont considérablement contribué à la croissance de l'activité au Mexique. Au Brésil, la croissance a été alimentée par une forte augmentation de l'activité d'exploration de Petrobras, et l'Argentine a bénéficié du prix élevé du pétrole.

Si la crise politique qui a secoué le Venezuela en début d'année a considérablement affecté les résultats dans ce pays, les efforts déployés pour restaurer la production ont eu toutefois une incidence positive sur le chiffre d'affaires au second semestre. L'augmentation des dépenses d'E-P au Mexique s'explique par la nécessité impérieuse de satisfaire la demande intérieure en gaz naturel, d'accroître la production de brut léger, et de renforcer le potentiel de production pétrolière. Parmi les principaux contrats qui ont contribué à l'augmentation du chiffre d'affaires figurent un contrat, d'une durée de quatre ans et d'un montant de 500 millions de dollars, pour la gestion d'un projet de services pétroliers intégrés, qui constitue le plus important projet mexicain de développement pétrolier depuis 20 ans, ainsi qu'un contrat de gestion de l'information, d'une durée de deux ans et d'un montant de 60 millions de dollars.

Le bénéfice d'exploitation avant impôts de 221 millions de dollars a progressé de 31 %, toutes les zones, à l'exception du Venezuela, ayant contribué à l'amélioration de la rentabilité. Le Mexique a connu des niveaux records de contrats de Gestion intégrée de projets, et une répercussion positive sur le chiffre d'affaires marginal a été enregistrée en Argentine et au Brésil.

Europe/CEI/Afrique de l'Ouest

Le chiffre d'affaires de 2,6 milliards de dollars a augmenté de 4 % par rapport à 2002, essentiellement en Russie grâce à la croissance des dépenses d'E-P et à une expansion continue du marché cible, ce qui a suscité un accroissement des opérations de fracturation, des ventes importantes de pompes pour la production assistée, et l'adoption de technologies de forage plus perfectionnées. La CEI a enregistré un chiffre d'affaires record de 629 millions de dollars, en hausse de 22 %. Un accroissement du nombre de sociétés d'E-P entrant sur le marché du développement pour des projets en eau profonde sur le GeoMarket Afrique de l'Ouest et du Sud au second semestre de 2003, et un projet gazier en mer Méditerranée ont aussi contribué à l'amélioration générale de l'activité dans la zone, surtout pour les technologies de Complétions et productivité des puits, et de Services pour les puits. Ces résultats ont été en partie neutralisés par une baisse de l'activité d'exploration des grandes compagnies pétrolières de mer du Nord et par des arrêts de production, dans la région du delta du Niger au Nigeria, imputables à une agitation socio-politique.

Le bénéfice d'exploitation avant impôts de 460 millions de dollars a augmenté de 20 % grâce surtout aux réductions de coûts réalisées en début d'année, et à l'accroissement des activités en Afrique de l'Ouest et du Sud, les opérations en eau profonde étant entrées dans une phase de développement plus lucrative. L'appréciation des devises par rapport au dollar des États-Unis a en partie neutralisé ces résultats qui ont accusé une baisse de 4 millions de dollars plus tard dans l'année.

Moyen-Orient et Asie

Le chiffre d'affaires de 2,1 milliards de dollars a progressé de 9 % par rapport à 2002, plus de la moitié de cette croissance étant assurée par l'Arabie Saoudite/Koweït, l'Égypte et l'Indonésie. Malgré les incertitudes géopolitiques qui ont précédé la guerre en Irak et le relatif fléchissement en Asie, imputable pour l'essentiel à l'épidémie de SRAS, le chiffre d'affaires affiche une amélioration très sensible en raison surtout de la demande accrue de technologies de Forage et mesures, de Logging et de Complétion et productivité des puits en Égypte, en Arabie Saoudite/Koweït et en Indonésie, en partie neutralisée par une réduction de l'activité en Malaisie/Brunei/Philippines imputable au report d'un projet d'opération de développement en eau profonde par suite d'un différend entre la Malaisie et le Brunei quant à une zone de plateau continental. En fin d'année, les fortes améliorations en glissement annuel enregistrées dans toute la région ont été atténuées par une réduction de l'activité des appareils de forage en Arabie Saoudite, après une accélération des dépenses des clients pendant les trois premiers trimestres.

Le bénéfice d'exploitation avant impôts de 509 millions de dollars a augmenté de 12 %, sous l'effet surtout d'une progression du chiffre d'affaires sur la plupart des GeoMarkets résultant pour l'essentiel d'un accroissement de l'activité dans le Kalimantan oriental en Indonésie, et de ventes de services de stimulation et de production assistée des puits en Afrique de l'Est.

Résultats 2002

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2002 s'est établi à 8,2 milliards de dollars, contre 8,4 milliards de dollars en 2001, du fait d'une réduction de l'activité en Amérique du Nord et en Amérique latine, en partie compensée par un accroissement de l'activité en Europe/CEI/Afrique de l'Ouest et dans la zone Moyen-Orient et Asie. Le bénéfice d'exploitation avant impôts de 1,3 milliard de dollars a diminué de 19 % en raison surtout d'une réduction des marges sur le logging et les services pour les puits, provoquée par la baisse d'activité en Amérique du Nord.

Le recul marqué du chiffre d'affaires en début d'année est lié au fléchissement de l'activité en Amérique du Nord, qui est restée faible durant le reste de l'année, ainsi qu'aux incertitudes politiques et économiques en Amérique latine. Aux deuxième et troisième trimestres, la vigueur de l'activité en Europe/CEI/Afrique de l'Ouest, et les signes d'une possible reprise en Asie se sont traduits par une progression du chiffre d'affaires, atténuant les effets de la faible activité de forage en Amérique du Nord. Toutefois, cette tendance n'a été que de courte durée car le ralentissement de l'activité hors Amérique du Nord, dû essentiellement à des influences saisonnières associées à des réductions budgétaires, s'est soldé par une baisse du chiffre d'affaires au quatrième trimestre. Les GeoMarkets Caspienne, Russie et Mexique ont enregistré la plus forte croissance à deux chiffres du chiffre d'affaires en glissement annuel, progressant respectivement de 89 %, de 62 % et de 48 %.

Pour ce qui est des technologies, les meilleures performances ont été enregistrées par l'activité complétions et productivité des puits dont les systèmes d'acquisition et d'essai, les systèmes avancés de complétion et les technologies de production assistée ont gagné des parts de marché.

En cours d'année, Schlumberger a fait l'acquisition de A. Comeau & Associates Limited, un des leaders de la fourniture de produits et services d'ingénierie électrique pour les puits activés. Cette acquisition, associée à l'intégration réussie des technologies Sensa et Phoenix dans le portefeuille de services de production assistée de Schlumberger, a contribué à un accroissement des ventes en 2002, en particulier dans l'hémisphère oriental. Le segment technologique Forage et mesures a aussi enregistré une solide croissance de son chiffre d'affaires, essentiellement grâce à la pénétration soutenue du système rotatif orientable PowerDrive 475* sur de nouveaux GeoMarkets.

Schlumberger a fait deux autres acquisitions au cours de l'année pour étoffer son portefeuille de services de gestion du réservoir en temps réel. En janvier, la Société a acquis Inside Reality AS, fournisseur norvégien de systèmes de réalité virtuelle 3D qui créent un environnement puissant, unique en son genre, au service de la planification interactive des puits, du pilotage géologique et de l'analyse géophysique en temps réel. Schlumberger a également acquis l'activité logiciels et services de Technoguide AS, un des leaders de la modélisation des réservoirs.

Amérique du Nord

Le chiffre d'affaires de 2,3 milliards de dollars a reculé de 19 % par rapport à 2001. En début d'année, la morosité persistante du secteur du forage et des conditions météorologiques anormalement douces pour la saison ont provoqué une forte baisse du chiffre d'affaires. Les niveaux d'activité étant restés déprimés durant tout le reste de l'année, le chiffre d'affaires a globalement stagné en 2002. Parmi les autres facteurs ayant concouru à son recul figurent la baisse d'activité des services non liés aux appareils de forage, qui a eu pour effet une réduction du chiffre d'affaires de Logging, Services pour les puits et Complétions et productivité des puits ; les effets de tempêtes tropicales au troisième trimestre ; et la lenteur de la reprise de l'activité au Canada après la fonte des neiges du printemps.

Le bénéfice d'exploitation avant impôts de 274 millions de dollars a diminué par rapport à 2001 où il s'élevait à 637 millions, en raison de pressions sur les tarifs de l'ensemble des services, en particulier de Services pour les puits et Complétions et productivité des puits.

Amérique latine

Le chiffre d'affaires de 1,3 milliard de dollars a diminué de 9 % par rapport à 2001. Les incertitudes politiques et économiques qui pesaient sur la région ont continué d'affecter les conditions d'activité, en particulier au Venezuela et en Argentine. Cette situation a retenti tout particulièrement sur les résultats du premier semestre. En revanche, le second semestre 2002 a connu une solide croissance en partie du fait d'un accroissement de la demande de technologies de Forage et mesures, et de Complétions des puits, lié à des contrats sur le bassin de Burgos. En outre, au quatrième trimestre, l'achèvement d'un projet de Gestion intégrée de projets (IPM) comportant la vente d'installations de production en Équateur pour 26,5 millions de dollars a contribué à la hausse du chiffre d'affaires en fin d'année.

Le bénéfice d'exploitation avant impôts de 169 millions de dollars a baissé de 8 % par suite du recul de l'activité au Venezuela et en Argentine.

Europe/CEI/Afrique de l'Ouest

Le chiffre d'affaires de 2,5 milliards de dollars a progressé de 17 % par rapport à 2001. Il a fortement progressé durant les trois premiers trimestres du fait d'un surcroît d'activité et de gains de parts de marché, notamment sur les GeoMarkets Caspienne et Russie pour les technologies de production assistée et de forage. Le segment technologique Complétions et productivité des puits, en hausse de 27 %, a enregistré la plus forte croissance, suivi de Forage et mesures, en augmentation de 24 %. Cette progression a été en partie atténuée par une forte baisse du chiffre d'affaires au quatrième trimestre, due à des conditions météorologiques hivernales exceptionnellement sévères en mer du Nord et en Russie, qui ont affecté tous les services, en particulier les services de fracturation. Ce recul est également imputable à des réductions budgétaires des opérateurs sur le GeoMarket Nigeria et à la réorientation de décisions d'investissement au Royaume-Uni.

Le bénéfice d'exploitation s'est établi à 383 millions de dollars avant impôts, contre 385 millions de dollars en 2001 : ce très léger recul est imputable à un fléchissement des prix vers la fin de l'année et à une restructuration opérée dans la région pour réduire les infrastructures logistiques afin de les ajuster au ralentissement de l'activité.

Moyen-Orient et Asie

Le chiffre d'affaires de 1,9 milliard de dollars a augmenté de 8 % par rapport à 2001. Après un recul en début d'année, qui s'explique par les ventes exceptionnelles de services de production assistée vers la fin de 2001, le marché asiatique a montré des signes de reprise dont témoigne la forte croissance du chiffre d'affaires affichée au deuxième trimestre. Sur l'année, les GeoMarkets Inde et Malaisie/Brunei/Philippines ont enregistré la plus forte progression grâce à un accroissement de l'activité dans ces pays. En outre, les segments technologiques Logging et Services pour les puits ont connu la plus forte croissance, en hausse respectivement de 14 % et de 10 %. Toutefois, ces résultats ont été en partie neutralisés au second semestre de 2002 par un ralentissement de l'activité, imputable à l'achèvement imminent de plusieurs grands projets et à une baisse des ventes d'équipements.

Le bénéfice d'exploitation de 453 millions de dollars avant impôts a progressé de 9 % par rapport à 2001.

Résultats 2001

Le chiffre d'affaires de 8,4 milliards de dollars a progressé de 22 % par rapport à 2000. L'accroissement de l'activité non liée aux appareils de forage et la hausse des tarifs ont contribué à cette croissance. Les résultats du premier trimestre reflètent le maintien d'une forte activité en Amérique du Nord et un accroissement de la demande mondiale, mais au troisième trimestre, un fléchissement de l'activité de forage en Amérique du Nord a neutralisé les effets de la croissance mondiale. Les gains de parts de marché, la hausse des tarifs, et l'introduction de nouvelles technologies ont contribué à la forte progression des segments technologiques Forage et mesures, et Complétions et productivité des puits. Il a été procédé à trois acquisitions clés au cours de l'année : Baker Jardine (outils logiciels, conseil en technologies de l'information et solutions intégrées qui aident les opérateurs à accroître la production de pétrole et de gaz), Sensa (technologies de mesure à fibre optique), et Phoenix (technologies et techniques d'optimisation de la production des puits activés). Le bénéfice d'exploitation avant impôts de 1,59 milliard de dollars a progressé de 49 %.

Amérique du Nord

Le chiffre d'affaires de 2,8 milliards de dollars a augmenté de 17 % par rapport à 2000. La forte progression du chiffre d'affaires au premier trimestre de 2001 a marqué un palier en milieu d'année, en raison du ralentissement économique et de la baisse des prix du gaz naturel, qui ont entraîné en fin d'année une réduction d'activité. Ce sont les GeoMarkets Alaska et Golfe du Mexique qui ont enregistré la plus forte croissance du chiffre d'affaires grâce à l'augmentation de la demande de technologies de Forage et mesures, Services pour les puits, et Logging. Le bénéfice d'exploitation avant impôts de 637 millions de dollars a augmenté de 69 % en particulier grâce à la forte demande de technologies de Services pour les puits.

Amérique latine

Le chiffre d'affaires de 1,5 milliard de dollars a augmenté de 31 %, le surcroît d'activité pour tous les services contribuant à une croissance à deux chiffres sur les GeoMarkets de la zone. Cette croissance a été tirée par les GeoMarkets Pérou/Colombie/Équateur et Amérique latine Sud, en raison de l'activité accrue de Forage et mesures, Services pour les puits et Complétions des puits. Le bénéfice d'exploitation avant impôts de 183 millions de dollars a augmenté de 131 %, en raison surtout de la progression des services de Gestion intégrée de projets et de Logging.

Europe/CEI/Afrique de l'Ouest

Le chiffre d'affaires de 2,1 milliards de dollars a augmenté de 36 %. La croissance modérée enregistrée par l'ensemble de la zone a été stimulée par une demande élevée de services de Complétions des puits au Nigeria, ainsi que par une forte croissance des services de Forage et mesures et de Logging en Russie. La croissance du GeoMarket Afrique de l'Ouest et du Sud est attribuable en partie à un projet d'installations de production anticipée, mené par IPM. Le bénéfice d'exploitation avant impôts de 385 millions de dollars a augmenté de 60 % en raison surtout du segment Complétions et productivité des puits, en forte croissance sur la plupart des GeoMarkets.

Moyen-Orient et Asie

Le chiffre d'affaires de 1,8 milliard de dollars a augmenté de 16 %. La quasi-totalité des GeoMarkets de la zone affichent une forte croissance à deux chiffres, tirée par les activités Forage et mesures, et Services pour les puits sur le GeoMarket Malaisie/Brunei/Philippines, et alimentée par les nouveaux contrats remportés sur le GeoMarket Golfe. Le bénéfice d'exploitation avant impôts de 416 millions de dollars a augmenté de 34 % sous l'effet essentiellement d'une progression des segments technologiques Forage et mesures, et Complétions et productivité des puits.

WesternGeco

Résultats 2003

Le chiffre d'affaires est de 1,2 milliard de dollars contre 1,5 milliard de dollars en 2002, soit un recul de 20 %. Cette baisse est due surtout à une réduction de l'activité des équipes de sismique terrestre à la suite du retrait du marché nord-américain, et à l'achèvement d'un certain nombre de contrats au Moyen-Orient. Elle reflète également la diminution des ventes de données multiclients surtout en Amérique du Nord et du Sud, en partie compensée par un accroissement de l'activité de sismique marine en Europe, dans la région Caspienne et au Moyen-Orient. Q-Marine* a continué de conquérir de nouveaux clients avec un taux d'utilisation des navires de 75 % dans le cadre de contrats passés avec des tiers au troisième trimestre, et avec la première campagne "Q-on-Q" de sismique répétée dans le temps, en mer du Nord, dont les premiers résultats traités étaient disponibles au bout de 11 jours. La fin de l'année a enregistré un retour du chiffre d'affaires des services multiclients à son niveau habituel en cette saison, en partie grâce à la signature d'un contrat commercial à long terme avec une grande entreprise d'énergie, qui porte sur la concession de la licence sur une partie de la banque de données de WesternGeco, ainsi que sur des activités conjointes de recherche-développement et de formation concernant les nouvelles technologies de traitement des données sismiques.

Si l'on tient compte des pré-engagements pour les services multiclients, le carnet de commandes à la fin de 2003 atteignait 408 millions de dollars, grâce à plusieurs contrats de sismique terrestre au Moyen-Orient et à un accord sur un volume précis de données multiclients signé au quatrième trimestre. Courant 2003, Q-Marine a continué de pratiquer des marges élevées compte tenu de la valeur ajoutée apportée par le produit proposé. Pour les autres segments, les tarifs sont restés inchangés à l'exception de ceux des activités classiques de sismique marine, sismique terrestre et traitement des données, contraints de baisser face à la surcapacité persistante du secteur. La décision de la Société de ne procéder qu'à des campagnes multiclients substantiellement préfinancées, et celle de réduire la dotation aux amortissements suite à la provision pour dépréciation comptabilisée en 2003 ont permis à la ligne de produits multiclients de bénéficier d'une situation considérablement assainie en fin d'année. La pénétration de Q-Marine s'est poursuivie à un rythme soutenu, multipliant par deux le chiffre d'affaires de Q par rapport à l'année précédente.

La perte d'exploitation avant impôts a été de 20 millions de dollars, contre un bénéfice de 71 millions de dollars en 2002 (hors provision pour dépréciation des services multiclients et autres charges pour ces deux années); la raison de cette perte tient surtout aux dotations aux amortissements des services multiclients nettement plus élevées en réaction à la baisse des ventes, et à une politique d'amortissement plus prudente compte tenu de la conjoncture. La baisse des ventes est à imputer en priorité au moindre intérêt porté par les grandes compagnies pétrolières au golfe du Mexique, conjugué à une réduction moyenne des tarifs d'environ 30 % au cours de l'année. Cette détérioration des résultats des services multiclients a été en partie compensée par une embellie de la sismique terrestre et marine à l'issue du programme de restructuration lancé au quatrième trimestre de 2002 et par la fourniture de meilleurs services.

Au troisième trimestre, ont été comptabilisées une provision de 398 millions de dollars avant impôts pour la dépréciation de la banque de données sismiques multiclients, et une charge de 54 millions de dollars avant impôts pour les navires Western Trident et Western Monarch.

Résultats 2002

Le chiffre d'affaires de WesternGeco de 1,5 milliard de dollars a diminué de 13 % par rapport à l'année précédente en raison surtout du fléchissement d'activité en Amérique du Nord et en Europe/CEI/Afrique de l'Ouest, en partie compensée par des progressions en Amérique latine et au Moyen-Orient et dans la zone Moyen-Orient et Asie.

Le ralentissement de la sismique s'est poursuivi pendant toute l'année 2002, provoquant une baisse importante des niveaux d'activité, une réduction des ventes de données sismiques multiclients, et des pressions extrêmement fortes sur les tarifs de tous les services étant donné la forte surcapacité du secteur. Au quatrième trimestre de 2002, il a été procédé à d'importantes réductions d'effectifs à la suite de la décision d'arrêter les activités de sismique terrestre dans les 48 États continentaux des États-Unis et au Canada.

Le bénéfice d'exploitation, de 71 millions de dollars, a chuté de 68 %, à cause surtout d'une baisse importante des ventes de données multiclients, d'une réduction des activités en Amérique du Nord, et de pertes sur des contrats de sismique terrestre au Mexique et de sismique marine en Inde, toutes deux liées à des reports de décisions en matière de production.

Résultats 2001

La joint venture WesternGeco a été créée le 30 novembre 2000. En 2001, le chiffre d'affaires était de 1,7 milliard de dollars et le bénéfice d'exploitation avant impôts de 221 millions de dollars. Les meilleurs résultats étaient enregistrés sur les GeoMarkets Malaisie/Brunei/Philippines, Alaska, Golfe du Mexique et Afrique de l'Ouest et du Sud. Les ventes de données sismiques multiclients, d'un montant de 654 millions de dollars dans un environnement tarifaire favorable, ont aussi contribué au niveau élevé d'activité tout en étant le principal moteur de la progression du bénéfice d'exploitation.

SchlumbergerSema

Résultats 2003

Le 22 septembre, Schlumberger a annoncé son intention de céder SchlumbergerSema à Atos Origin. La vente a été conclue le 29 janvier 2004.

Les produits de cession comprenaient 443 millions d'euros (550 millions de dollars) en numéraire, incluant un ajustement du fonds de roulement, et 19,3 millions d'actions ordinaires d'Atos Origin d'une valeur de 1,02 milliard d'euros (1,275 milliard de dollars) soit environ 29 % du capital émis d'Atos Origin. Le 2 février 2004, Schlumberger a vendu 9,6 millions d'actions pour un montant de 630 millions de dollars réduisant à environ 15 % sa participation dans le capital d'Atos Origin.

Le chiffre d'affaires de 2,7 milliards de dollars a augmenté de 11 % par rapport à 2002. Cette progression est due surtout au raffermissement des devises européennes face au dollar des États-Unis, qui a produit un gain de 274 millions de dollars, mais a entraîné une diminution de 6 millions de dollars du chiffre d'affaires.

Le bénéfice d'exploitation avant impôts de 61 millions de dollars a augmenté de 44 millions de dollars par rapport à 2002. L'amélioration de la rentabilité est le résultat bénéfique des programmes de réduction des coûts indirects mis en œuvre en 2002 en Amérique du Nord, en Asie, au Royaume-Uni et en Suède, ainsi que de l'amélioration des marges brutes en Asie et en Amérique du Sud.

Amérique du Nord et du Sud

Le chiffre d'affaires de 350 millions de dollars est en baisse de 2 % sur celui de 2002 qui bénéficiait de l'impact des Jeux Olympiques de Salt Lake City. Cette diminution a été partiellement compensée par de nouveaux contrats pour le comté de Lee (Floride), le comté de Dallas (Texas), Sprint, et la ville de Los Angeles (Californie).

Le bénéfice d'exploitation avant impôts de 3 millions de dollars a progressé de 57 millions de dollars par rapport à l'année précédente. Malgré la baisse du chiffre d'affaires, le bénéfice d'exploitation a augmenté notablement en raison surtout du résultat positif des programmes de réduction des coûts indirects lancés en 2002, dont la retombée globale est de 29 millions de dollars en 2003.

Europe/Moyen-Orient/Afrique

Le chiffre d'affaires de 2,2 milliards de dollars a augmenté de 14 % grâce surtout à l'appréciation des devises européennes par rapport au dollar des États-Unis. Le chiffre d'affaires d'exploitation a diminué du fait de la stagnation du marché des technologies de l'information en Italie, d'une chute de plus de 20 % du prix de vente moyen en France, et d'un ralentissement marqué du secteur des télécommunications en Allemagne. Ces reculs ont été sensiblement compensés par une progression importante du chiffre d'affaires au Royaume-Uni, liée aux contrats avec la Metropolitan Police, le ministère du Travail et des Retraites, Consignia, et le ministère du Commerce et de l'Industrie, et par l'obtention du projet des Jeux panafricains au Nigeria.

Le bénéfice d'exploitation avant impôts de 46 millions de dollars a diminué de 65 % en glissement annuel sous l'effet de la baisse du chiffre d'affaires d'exploitation imputable au fort ralentissement de l'activité dans le secteur des technologies de l'information, en particulier en France et en Allemagne. La rentabilité a également baissé en raison de surcoûts associés à la fourniture de services en Suède, et à une hausse des coûts des prestations de retraite en France. Ces baisses ont été en partie compensées par le bénéfice procuré par les programmes de réduction des coûts indirects au Royaume-Uni, ainsi que par l'accroissement de la rentabilité découlant de la progression du chiffre d'affaires au Royaume-Uni et au Nigeria.

Asie

Le chiffre d'affaires de 144 millions de dollars a diminué de 4 % du fait surtout d'une baisse de l'activité en Inde et à Taiwan.

Le bénéfice d'exploitation avant impôts a progressé, passant du seuil de rentabilité en 2002 à 34 millions de dollars en 2003 grâce à une augmentation de 10 % des marges brutes et à une baisse des coûts liée aux programmes de réduction des effectifs entrepris en 2001 et 2002.

Résultats 2002

Le chiffre d'affaires de 2,4 milliards de dollars a augmenté de 31 % par rapport à 2001, en raison surtout de l'acquisition de Sema plc dont les résultats ont été consolidés à compter du 1er avril 2001.

Après une perte d'exploitation de 15 millions de dollars en 2001, le bénéfice d'exploitation avant impôts s'est établi à 17 millions de dollars, reflétant les efforts de réduction des coûts déployés depuis l'intégration de Sema plc à Schlumberger.

Amérique du Nord et du Sud

Le chiffre d'affaires de 356 millions de dollars a diminué de 7 % par rapport à 2001, en raison surtout d'un fléchissement de l'activité dans les secteurs des télécommunications et de la distribution d'énergie et d'eau. Ce recul s'explique essentiellement par le bas niveau des dépenses des clients en matière d'investissement en services informatiques : face aux problèmes économiques, ceux-ci ont en effet continué de réviser leurs budgets à la baisse et différé leurs décisions d'attribution des contrats. À l'occasion des Jeux Olympiques (JO) d'hiver 2002, SchlumbergerSema a dirigé un consortium de 15 partenaires technologiques et ce, dans le cadre d'un projet de trois ans visant à fournir l'infrastructure informatique nécessaire à la gestion de l'événement.

La perte d'exploitation avant impôts de 54 millions de dollars a régressé de 4 millions de dollars par rapport à 2001, grâce surtout aux programmes de réduction des coûts mis en œuvre dans toute la zone.

Europe/Moyen-Orient/Afrique

Le chiffre d'affaires de 1,9 milliard de dollars a progressé de 33 %, ce qui s'explique principalement par l'intégration de Sema plc sur les douze mois de l'exercice 2002, contre neuf mois en 2001. Cette progression a eu pour principal moteur le secteur public, surtout au Royaume-Uni où SchlumbergerSema a remporté d'importants contrats d'infogérance auprès de l'Association des opérateurs ferroviaires, du ministère du Travail et des Retraites, et du Service d'inspection des véhicules du ministère des Transports, ainsi qu'un projet de services de santé et sociaux pour les 220 000 employés de Consignia.

Le bénéfice d'exploitation avant impôts de 132 millions de dollars a augmenté de 33 % en raison surtout du programme de réduction des coûts mis en œuvre tout au long de l'année et d'un accroissement de l'activité au Royaume-Uni.

Asie

Le chiffre d'affaires de 150 millions de dollars a augmenté de 36 %, ce qui s'explique principalement par l'intégration de Sema plc sur les douze mois de l'exercice 2002, contre neuf mois en 2001. Le recul d'activité dans le secteur télécommunications, surtout en Chine et à Taiwan, a été compensé par la progression enregistrée dans le segment finance, grâce aux nouveaux contrats d'infogérance conclus dans le secteur de l'assurance au Japon et à la livraison de systèmes de paiement en Chine.

Le bénéfice d'exploitation avant impôts a diminué de 94 %, en raison surtout des pressions sur les prix et du fléchissement de la demande de services informatiques pour les télécommunications.

Résultats 2001

Le 6 avril 2001, Schlumberger a achevé, pour un montant de 5,15 milliards de dollars, l'acquisition de Sema plc, entreprise de services de technologies de l'information et de services techniques, disposant d'une forte présence en Europe.

Le chiffre d'affaires s'est établi à 1,8 milliard de dollars, suite à l'acquisition de Sema plc, contre 70 millions en 2000.

La perte d'exploitation avant impôts de 15 millions de dollars a régressé de 69 millions de dollars par rapport à l'année précédente du fait de l'intégration de Sema plc.

Amérique du Nord et du Sud

Le chiffre d'affaires a augmenté, passant de 70 millions de dollars en 2000 à 381 millions de dollars, en raison surtout de l'intégration de SchlumbergerSema et de l'inclusion des résultats sur l'exercice complet de Convergent Group, acquis en novembre 2000, et de CellNet Data Systems, acquis en juin 2000.

La perte d'exploitation avant impôts de 58 millions de dollars a régressé de 12 millions de dollars par rapport à 2000 du fait de l'intégration de SchlumbergerSema et des nouvelles activités entreprises l'année précédente.

Europe/Moyen-Orient/Afrique

Le chiffre d'affaires s'établit à 1,4 milliard de dollars, contre une absence d'activité en 2000, en raison de l'intégration de Sema plc. Parmi les principaux contrats conclus figurent des contrats d'un montant de plusieurs millions de dollars, en France, avec la Banque de France et, au Royaume-Uni, avec la Metropolitan Police.

Le bénéfice d'exploitation avant impôts s'est établi à 99 millions de dollars suite à l'intégration de Sema plc.

Asie

Le chiffre d'affaires s'établit à 110 millions de dollars, contre une absence d'activité en 2000, en raison de l'intégration de Sema plc.

Le bénéfice d'exploitation avant impôts s'élève à 8 millions de dollars du fait de l'intégration de Sema plc.

Autres activités

Parmi les activités de ce pôle figurent Axalto (Cartes à puce et Terminaux de point de vente), Compteurs d'électricité, Continuité d'activité, Infodata, Produits logiciels de télécommunications, Publip hones, et Essentis. Des négociations actives sont en cours en vue de la cession de chacune de ces activités.

Résultats 2003

En juillet 2003, Schlumberger a conclu un accord de cession de l'activité Compteurs électriques à Itron Inc. pour 255 millions de dollars en numéraire. Cette opération, qui devrait être achevée au premier semestre de 2004, est soumise à l'aboutissement du processus d'examen prévu au titre de la loi américaine Hart-Scott-Rodino, ainsi qu'à d'autres conditions.

Le chiffre d'affaires de 1,5 milliard de dollars a augmenté de 11 % par rapport à 2002. Compteurs d'électricité a enregistré une progression de 25 % sur un chiffre d'affaires de 294 millions de dollars, en partie due au passage des compteurs électromécaniques aux compteurs électroniques. Parmi les autres facteurs de croissance du chiffre d'affaires, Cartes à puce et Terminaux de point de vente ont enregistré une progression de 8 % de leur chiffre d'affaires établi à 776 millions de dollars, sous l'effet de la forte demande de cartes SIM (cartes d'identification de l'abonné) pour la téléphonie mobile, en particulier en Amérique du Nord et du Sud et en Europe orientale.

Le bénéfice d'exploitation avant impôts de 109 millions de dollars a été multiplié par six. Celui de Compteurs d'électricité, de 61 millions de dollars, a augmenté de 132 % grâce surtout à des améliorations de la productivité, des modifications de la gamme de produits, et des réductions de coûts. Le bénéfice d'exploitation avant impôts de Cartes à puce, de 58 millions de dollars, a progressé de 68 % grâce à de meilleures marges, résultat d'un accroissement des volumes et d'une gamme de produits plus attractive, partiellement neutralisé par une baisse des prix de vente moyens.

Résultats 2002

Le chiffre d'affaires de 1,3 milliard de dollars a diminué de 34 % en raison de la cession, en novembre 2001, des activités compteurs d'eau en Amérique du Nord, de l'activité compteurs d'électricité et d'eau hors Amérique du Nord, et de l'activité mondiale compteurs de gaz de Resource Management Services (RMS).

L'activité Cartes est restée à un niveau identique, malgré la persistance de la récession du secteur des télécommunications et de la pression sur les prix. Cette stagnation a été en partie compensée par un surcroît d'activité des cartes pour les secteurs bancaire et informatique. L'activité Compteurs d'électricité a progressé de 13 % sur un chiffre d'affaires de 235 millions de dollars par suite de la pénétration des technologies de télérelevé des compteurs (AMR).

Le bénéfice d'exploitation avant impôts de 18 millions de dollars a diminué de 80 % en raison surtout de la cession de la plupart des activités de RMS et d'une baisse notable des marges de l'activité Cartes.

Résultats 2001

Le chiffre d'affaires de 2,0 milliards de dollars a diminué de 4 %, en raison surtout de la cession de la plupart des activités de RMS, intervenue en novembre 2001.

Le chiffre d'affaires de Cartes a progressé de 8 %, du fait de l'acquisition de Bull CP8 en mars 2001 ; cette progression a été en partie neutralisée par un recul de l'activité des cartes SIM (cartes d'identification de l'abonné) suite à un ralentissement dans le secteur des télécommunications. L'activité Compteurs d'électricité a progressé de 29 % sur un chiffre d'affaires de 208 millions de dollars, par suite de l'acquisition de CellNet et d'une participation dans des projets de réseaux.

Le bénéfice d'exploitation avant impôts de 88 millions de dollars accuse une baisse de 42 %, surtout due à une baisse des marges et à une augmentation des charges d'exploitation de l'activité Cartes à puce.

Bénéfice – Activités en exploitation

(en millions, sauf pour les montants par action)

	Bénéfice (perte) activités en exploitation	Résultat (perte) par action		
		Avant dilution	Après dilution	Ajusté ⁵
2003 ¹	\$ 473	\$ 0,81	\$ 0,81	\$ 0,81
2002 ^{2,4}	\$ (2 417)	\$ (4,18)	\$ (4,18)	\$ (4,18)
2001 ^{3,4}	\$ 494	\$ 0,86	\$ 0,85	\$ 1,35

1 Comprend une charge nette de 440 millions de dollars après impôts et intérêts minoritaires (0,74 dollar par action après dilution).

Voir le paragraphe Charges – activités en exploitation des Notes annexes aux états financiers consolidés en page 56 .

2 Comprend une charge de 3,11 milliards de dollars nette après impôts et intérêts minoritaires (5,38 dollars par action après dilution).

Voir le paragraphe Charges – activités en exploitation des Notes annexes aux états financiers consolidés en page 57.

3 Comprend une charge nette après impôts et intérêts minoritaires de 297 millions de dollars (0,51 dollar par action après dilution).

Voir le paragraphe Charges – activités en exploitation des Notes annexes aux états financiers consolidés en page 58.

4 Retraité pour tenir compte des activités cédées ou en cours de cession.

5 Hors amortissement des écarts d'acquisition.

En 2003, le bénéfice net de Services pétroliers a augmenté de 196 millions de dollars, soit 20 %, pour atteindre 1,19 milliard. Parallèlement, le chiffre d'affaires a enregistré une hausse de 8 %, toutes les régions marquant une progression, notamment l'Amérique du Nord avec une croissance de 14 %. WesternGeco a enregistré une perte nette de 17 millions de dollars, contre un bénéfice de 4 millions en 2002 en raison d'une baisse de 20 % de son chiffre d'affaires. Ce recul s'explique par un fléchissement de l'activité des équipes à la suite de la décision d'arrêter les activités de sismique à terre sur le marché nord-américain ainsi que par une diminution des ventes de données multiclients, notamment en Amérique du Nord et du Sud. Le bénéfice net de SchlumbergerSema est passé de 9 millions de dollars en 2002 à 38 millions de dollars, du fait d'une hausse de 11 % du chiffre d'affaires. Le bénéfice net du pôle Autres activités s'est établi à 72 millions de dollars, en hausse de 61 millions, soit 11 %, reflétant une forte progression des activités cartes à puce et compteurs d'électricité.

En 2002, le bénéfice net de Services pétroliers a reculé de 179 millions de dollars et s'est établi à 998 millions, en baisse de 15 %. Cette diminution reflète une baisse de 3 % du chiffre d'affaires. L'Amérique du Nord accuse le repli le plus marqué avec une baisse de 19 % du chiffre d'affaires. Le bénéfice net de WesternGeco est passé de 79 millions de dollars en 2001 à 4 millions de dollars en 2002, et s'est accompagné d'un repli de 13 % du chiffre d'affaires sur le marché en déclin de la sismique. Le résultat net de SchlumbergerSema a progressé, passant d'une perte de 5 millions de dollars en 2001 à un bénéfice de 9 millions. Cette progression reflète la hausse de 31 % du chiffre d'affaires (7 % sur une base pro forma, en datant l'acquisition de Sema plc au 1er janvier 2001), ainsi que l'impact du programme de réduction des coûts annoncé auparavant. Le pôle Autres activités affiche un recul de son bénéfice net à 11 millions de dollars, alors qu'il s'élevait à 71 millions de dollars en 2001 et comprenait l'activité Resource Management Services (RMS) qui a été cédée depuis.

En 2001, le bénéfice net de Services pétroliers a progressé de 387 millions de dollars, soit 49 %, pour atteindre 1,18 milliard. Cette augmentation traduit une hausse de 22 % du chiffre d'affaires. La hausse des prix et le développement des activités non liées aux plates-formes sont les principaux facteurs expliquant ce phénomène. Le résultat net de WesternGeco a progressé, passant d'une perte de 37 millions de dollars

en 2000 à un bénéfice net de 79 millions en 2001. Cette amélioration provient d'une augmentation de 0,5 milliard de dollars à 1,7 milliard du chiffre d'affaires, imputable à la nouvelle entité créée en novembre 2000 avec Baker Hughes Incorporated. La perte nette de SchlumbergerSema est passée de 49 millions de dollars en 2000 à 5 millions en 2001, compte tenu du bénéfice marginal provenant de l'intégration de Sema plc, nouvellement acquis. Le bénéfice net du pôle Autres activités, soit 71 millions de dollars, a baissé de 42 millions comparativement à 2000 du fait du ralentissement des activités afférentes aux semi-conducteurs et aux cartes à puce.

Risque de change

Veillez vous reporter à la note Conversion des devises autres que le dollar des États-Unis en page 50, qui détaille la politique de Schlumberger en matière de couverture des devises. Il n'existe pas d'actifs, dettes ou engagements non couverts significatifs libellés dans une devise autre que la monnaie fonctionnelle des sociétés. Les sociétés de Schlumberger opèrent essentiellement en dollars des États-Unis, en euros et dans la plupart des devises européennes et sud-américaines.

Une variation de 5 % des taux de change moyens en 2003 aurait produit une variation de quelque 1 % du chiffre d'affaires et d'environ 7 % du résultat d'exploitation avant les charges.

Études et recherche

Les dépenses par pôle sont détaillées ci-dessous :

(en millions)

	2003	2002	2001
Services pétroliers	\$ 375	\$ 370	\$ 362
WesternGeco	52	68	63
SchlumbergerSema	55	84	86
Autres activités	74	74	118
Recherche et développement en cours ¹	-	-	25
	\$ 556	\$ 596	\$ 654

¹ Concerne l'acquisition de Bull CP8.

Frais financiers

En 2003, les frais financiers ont reculé de 34 millions de dollars pour s'établir à 334 millions en raison de la diminution de l'endettement moyen et d'une baisse de 4,9 % à 4,6 % des taux d'intérêt moyens. En 2002, la baisse de 17 millions de dollars des frais financiers à 368 millions provenait d'une baisse de 5,8 % à 4,9 % des taux d'intérêt moyens, qui a plus que compensé l'augmentation de 1 milliard de dollars de l'endettement moyen. En 2001, l'augmentation de 109 millions de dollars à 385 millions s'expliquait principalement par la hausse importante de l'endettement, liée à l'acquisition de Sema plc, qui n'a été que partiellement compensée par une diminution de 6,9 % à 5,8 % des taux d'intérêt moyens.

Transaction avec Hanover Compressor

En août 2001, Schlumberger a cédé à Hanover Compressor Company l'activité mondiale de gaz comprimé de Services pétroliers. Les produits de cession comprenaient 8,7 millions d'actions ordinaires de Hanover Compressor, d'une valeur de 173 millions de dollars à la clôture, qui ne peuvent être cédées jusqu'au 30 août 2004, et un billet subordonné à long terme de 150 millions de dollars venant à échéance le 15 décembre 2005.

Au quatrième trimestre de 2003, Schlumberger a cédé le billet subordonné pour un montant de 177 millions de dollars, réalisant une plus-value avant impôts de 32 millions de dollars (20 millions après impôts, soit 0,03 dollar par action).

Au 31 décembre 2003, la valeur comptable de la participation de Schlumberger dans le capital social de Hanover Compressor était supérieure à sa valeur de marché. Conformément aux principes comptables généralement admis (norme comptable SFAS 115), Schlumberger a ramené cette participation à sa valeur de marché, soit 91,4 millions de dollars au 31 décembre 2003, et a constitué une provision pour dépréciation de 81,2 millions de dollars (avant et après impôts, soit 0,13 dollar par action).

Dans le cadre du contrat de cession, Hanover Compressor disposait d'une option lui permettant de revendre sa participation dans la joint venture PIGAP II au Venezuela si certaines conditions de financement n'étaient pas satisfaites. Hanover Compressor n'a pas exercé cette option.

Charges – activités en exploitation

Les charges / crédits après impôts et intérêts minoritaires comptabilisés par Schlumberger au titre des activités en exploitation en 2003, 2002 et 2001 sont analysés ci-après :

- En décembre 2003, une plus-value de 20 millions de dollars se rapportant à la cession du billet Hanover Compressor.
- En décembre 2003, une charge de 81 millions de dollars afin de ramener la participation de Schlumberger dans le capital social de Hanover Compressor à sa valeur de marché. La provision pour dépréciation était requise par la norme comptable SFAS 115, la diminution de la valeur de la participation étant « autre que temporaire ».
- En septembre 2003, une provision pour dépréciation de 205 millions de dollars de la banque de données sismiques multiclients à l'issue d'une évaluation des conditions commerciales actuelles et futures dans le secteur de la sismique, ainsi qu'une provision pour dépréciation de 38 millions de dollars se rapportant à un navire sismique et une plus-value de cession d'un appareil de forage de 31 millions.
- Entre le 12 juin et le 22 juillet 2003, des filiales de Schlumberger ont lancé et mené à bien des appels d'offres en vue de racheter trois séries d'emprunts obligataires européens en cours ; 1,3 milliard de dollars de montant en principal ont été rachetés pour un montant total de 1,5 milliard de dollars, qui comprend la prime de remboursement et les frais d'émission et d'offre. Le total de la charge se rapportant à ces opérations s'est élevé à 168 millions de dollars, dont 81,5 millions ont été comptabilisés au deuxième trimestre 2003, lors de la finalisation du premier appel d'offres, le reliquat, soit 86,3 millions ayant été comptabilisé au troisième trimestre 2003.

- Le 10 décembre 2002, Schlumberger a annoncé que le Conseil d'administration avait approuvé une actualisation de la stratégie de son pôle SchlumbergerSema. Les perspectives du nouveau plan stratégique, les valeurs économiques actuelles et la réorganisation de SchlumbergerSema représentent des événements significatifs nécessitant la réalisation d'un test de dépréciation conformément à la norme comptable SFAS 142. SchlumbergerSema a été "valorisé" isolément ; chaque unité de SchlumbergerSema soumise au reporting a été valorisée selon la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie sur la base de prévisions à long terme établies par la direction de SchlumbergerSema en collaboration avec un expert externe. Les ratios implicites issus de l'analyse selon la méthode des flux de trésorerie actualisés ont été comparés à ceux de sociétés similaires et aux transactions récemment réalisées dans le secteur de l'informatique, en vue d'évaluer la juste valeur des unités. La juste valeur s'est avérée être inférieure à la valeur comptable. En conséquence, sur la base de la valorisation faite par Schlumberger, une provision a été constituée pour ramener l'écart d'acquisition à sa juste valeur estimée. La dépréciation de l'écart d'acquisition reflétait principalement les difficultés auxquelles le secteur des télécommunications était confronté, ainsi que le repli marqué de la valeur de marché des sociétés d'informatique desservant le secteur de SchlumbergerSema. Certaines immobilisations incorporelles ont également été identifiées et dépréciées dans le cadre de cette analyse.

Schlumberger a comptabilisé des charges liées à des licenciements, à des locaux, ainsi que d'autres charges, en vue de réduire les coûts de SchlumbergerSema et de WesternGeco. Ces charges portent sur des coûts n'offrant aucun avantage futur pour les activités en exploitation de ces sociétés. Au quatrième trimestre, Schlumberger a également comptabilisé une provision pour dépréciation afin de refléter une modification des projections économiques de WesternGeco. Cette provision couvre les coûts de la banque de données sismiques multiclients, une provision pour dépréciation des impôts différés et d'autres coûts.

Au total, ces charges représentent 3,168 milliards de dollars et comprennent : (1) une provision pour dépréciation des écarts d'acquisition de 2,638 milliards de dollars ; (2) une provision pour dépréciation d'immobilisations incorporelles de 132 millions de dollars ; (3) une provision de 77 millions de dollars pour coûts de licenciement et autres charges de SchlumbergerSema du fait des conditions commerciales actuelles ; (4) une provision de 72 millions de dollars au titre des coûts de licenciement et autres charges de WesternGeco du fait des conditions commerciales actuelles ; (5) 129 millions de dollars au titre d'une provision pour la dépréciation de la banque de données sismiques multiclients de WesternGeco constituée à l'issue d'une évaluation ; (6) des charges environnementales de 26 millions de dollars ; et (7) une provision pour dépréciation des impôts différés de 94 millions de dollars.

- En décembre 2002, un crédit de 87 millions de dollars au titre de la plus-value de cession de deux appareils de forage.
- En mars 2002, une charge de 29 millions de dollars liée à la crise financière et économique en Argentine.

- En décembre 2001, un crédit net de 5 millions de dollars, qui comprend une plus-value de cession après impôts de l'ancienne division Compteurs d'eau en Amérique du Nord de RMS (117 millions de dollars). Ce gain a été partiellement grevé par un certain nombre de charges : (1) une provision de 37 millions de dollars au titre des indemnités de licenciement, notamment en Europe et aux États-Unis, concernant Services pétroliers et SchlumbergerSema, conséquence de la situation actuelle du marché ; (2) une charge fiscale de 29 millions de dollars au titre des opérations de restructuration ; (3) une charge supplémentaire de 20 millions de dollars afférente à la moins-value de cession estimée de certaines activités de RMS, cession réalisée au quatrième trimestre ; et (4) une provision de 23 millions de dollars constituée au titre de la dépréciation de certains actifs sismiques de la nouvelle joint venture WesternGeco.
- En septembre 2001, un crédit net de 3 millions de dollars représentant une plus-value de cession de l'activité mondiale de compression de gaz ; ce crédit a été partiellement compensé par une provision pour dépréciation constituée au titre de la cession anticipée de certaines activités.
- En juin 2001, une provision de 280 millions de dollars liée à la dépréciation estimée de certaines activités de RMS.
- En mars 2001, une charge de 25 millions de dollars correspondant aux travaux de recherche et développement en cours afférents à l'acquisition de Bull CP8.

Les charges avant impôts du quatrième trimestre 2002 se rapportant aux indemnités de licenciement et aux locaux sont analysées ci-dessous, au 31 décembre 2003 :

(montants en millions)

	Indemnités de licenciement		Locaux
	Montant	Effectifs	Montant
Charges	\$ 94,5	3 492	\$ 42,8
Décaissées en décembre 2002	32,9	1 643	6,6
Solde au 31 décembre 2002	61,6	1 849	36,2
Versées / reprises en 2003	60,6	1 841	25,1
Solde au 31 décembre 2003	\$ 1,0	8	\$ 11,1

Au 31 décembre 2003, le reliquat de 1,0 million de dollars de la provision pour licenciement est classé dans les Dettes fournisseurs, comptes rattachés et autres dettes et le solde de 11,1 millions de la provision se rapportant aux locaux est imputé au poste Passifs destinés à être cédés du Bilan consolidé.

La charge de décembre 2001 comprenait des indemnités de licenciement de 41 millions de dollars (775 personnes) qui ont été décaissées.

Principales règles comptables et estimations

Le commentaire et l'analyse de la situation financière et des résultats faits par la direction de Schlumberger sont basés sur les états financiers consolidés de la société, qui ont été établis conformément aux principes comptables généralement admis aux États-Unis. Lors de l'établissement de ces états financiers, Schlumberger est amené à faire des estimations et à porter des jugements ayant une incidence sur le montant des actifs et passifs publiés, sur les produits et les charges et les informations concernant les actifs et passifs éventuels mentionnés dans l'annexe.

Schlumberger évalue constamment ces estimations, notamment les créances douteuses, la valorisation des stocks et des participations, le caractère recouvrable des immobilisations, les provisions pour impôts et les impôts différés, les bénéfices estimés afférents au pourcentage d'achèvement de contrats à long terme, les engagements hors-bilan et les litiges, et les hypothèses actuarielles retenues pour les plans d'avantages réservés au personnel. Schlumberger base ses estimations sur les informations historiques et sur diverses autres hypothèses estimées raisonnables au vu des circonstances, dont les résultats constituent le fondement des jugements sur la valeur comptable des actifs et passifs qu'il n'est pas possible de déterminer facilement par d'autres sources. En retenant des hypothèses différentes et dans d'autres circonstances, les résultats pourraient être différents de ces estimations.

Schlumberger estime que les principales règles comptables détaillées ci-après ont une incidence sur les jugements et estimations les plus importants retenus par la société lors de l'établissement de ses états financiers consolidés.

Schlumberger comptabilise le chiffre d'affaires et les résultats liés aux contrats à long terme à prix fixe selon la méthode du pourcentage d'achèvement des travaux, fondée sur l'estimation du total des produits et des charges estimés afférents au contrat. Schlumberger opte pour cette méthode car il est possible de faire des estimations relativement fiables des produits et des charges liés aux diverses étapes d'un contrat. Le chiffre d'affaires et les bénéfices comptabilisés sont revus au fur et à mesure de l'exécution du contrat. Les écarts liés à la réestimation des bénéfices sont imputés au résultat de la période durant laquelle les circonstances donnant lieu à une révision induisent une modification des estimations. Les pertes sur les contrats à long terme sont provisionnées lorsqu'elles sont connues et peuvent être raisonnablement estimées.

Schlumberger comptabilise les produits de cession de licences de logiciels lorsqu'il existe des éléments probants témoignant de l'existence d'un contrat, que le produit a été livré, que le prix est fixé ou déterminable et que le recouvrement de la créance afférente est raisonnablement assuré. Le caractère fixe ou déterminable du prix est évalué en fonction des délais de paiement consentis pour la transaction. L'estimation du caractère recouvrable de la créance se fait sur la base d'un certain nombre de facteurs, notamment les transactions passées avec le client et sa solvabilité.

Les revenus liés aux contrats comportant des éléments multiples, tels que ceux prévoyant des services d'installation et d'intégration, sont comptabilisés lorsque chacun de ces éléments est réalisé, en fonction de leur juste valeur relative et lorsque les éléments livrés ont une valeur individuelle pour les clients.

Concernant les ventes, les commandes fermes, les licences ou les contrats écrits sont utilisés comme preuve de l'existence des transactions.

Les revenus liés aux services de maintenance sont comptabilisés pro rata temporis sur la durée du contrat. Les services de formation et de conseil (temps passé et matériel) sont facturés au taux horaire et les produits sont enregistrés lors de la réalisation des services. Les revenus liés aux services d'externalisation sont généralement comptabilisés lorsque les services sont réalisés.

WesternGeco capitalise les coûts liés à la banque de données sismiques multiclients. Ces coûts sont imputés aux Coûts des ventes et des services en fonction d'un pourcentage du total des revenus que Schlumberger estime percevoir dans le cadre de la vente de ces données. La valeur comptable des campagnes individuelles est revue au moins une fois par an et ajustée sur la base du montant révisé du chiffre d'affaires lié aux campagnes.

Schlumberger constitue des provisions pour créances douteuses au titre des pertes estimées liées à l'incapacité de ses clients à s'acquitter de leurs engagements. En cas de détérioration de la situation financière des clients de la société et lorsque leur capacité à faire face à leurs engagements est compromise, une provision supplémentaire est constituée.

Schlumberger constitue une provision pour dépréciation des stocks obsolètes ou non commercialisables. Cette provision représente l'écart entre le coût d'achat des stocks et leur valeur de marché estimée sur la base d'hypothèses sur la demande future et les conditions de marché. Lorsque les conditions de marché sont moins favorables que les prévisions de la direction, il peut s'avérer nécessaire de constituer une provision supplémentaire.

Schlumberger évalue la dépréciation des actifs incorporels identifiables, des immobilisations et des écarts d'acquisition afférents au moins une fois par an, ou lorsqu'en raison des événements ou des circonstances, le recouvrement de leur valeur comptable est mis en doute. Les facteurs jugés importants pouvant donner lieu à la constitution d'une provision pour dépréciation sont les suivants :

- des performances très insuffisantes comparativement aux résultats d'exploitation historiques ou projetés ;
- des modifications importantes apportées à notre utilisation des actifs acquis ou à notre stratégie globale ;
- des évolutions défavorables de nos secteurs d'activité ou de l'économie ;
- un recul marqué du cours de l'action Schlumberger et de notre capitalisation boursière comparativement à la valeur nette comptable sur une période durable.

Lorsque Schlumberger détermine que la valeur comptable des actifs incorporels, des immobilisations et des écarts d'acquisition afférents peut ne pas être recouvrable en fonction d'un ou de plusieurs des facteurs précités, toute dépréciation est évaluée sur la base des flux de trésorerie futurs projetés dégagés par l'actif concerné, y compris ceux liés à la cession de cet actif.

Au 31 décembre 2003, Schlumberger disposait d'impôts différés actif nets de 632 millions de dollars. Ce montant ne comprenait pas des pertes d'exploitation de 325 millions de dollars réalisées en Europe, pour lesquelles une provision pour dépréciation a été constituée. Lorsque la société envisage la nécessité de constituer une provision pour dépréciation, elle prend en compte le résultat imposable futur et les stratégies de planification fiscale.

Concernant les retraites et les avantages complémentaires de retraite, Schlumberger évalue la pertinence des hypothèses retenues par un actuair indépendant, notamment le taux d'actualisation, le rendement des actifs des régimes et les taux d'évolution des coûts liés à la couverture médicale. Les hypothèses sont revues au moins une fois par an, selon les circonstances.

Trésorerie

En 2003, la trésorerie provenant de l'exploitation s'est établie à 2,11 milliards de dollars, le résultat net, plus la dotation aux amortissements et aux provisions et les charges nettes, incluant l'extinction de la dette européenne et les provisions pour dépréciation de la banque de données multiclients et du navire sismique, ayant été seulement en partie compensé par une augmentation des clients et autres débiteurs imputable à la hausse du chiffre d'affaires et par une diminution des fournisseurs et autres créances. La trésorerie absorbée par l'investissement s'est élevée à 1,49 milliard de dollars et comprenait des acquisitions d'immobilisations (1,03 milliard) et des données sismiques multiclients (150 millions), l'acquisition de placements à court terme (1,15 milliard), les produits nets de cession (106 millions) des 9,7 millions d'actions de Grant Prideco Inc. détenues par Schlumberger, les produits de cession de NPTest (220 millions) et de e-City (79 millions) et les produits nets de cession du billet Hanover Compressor (177 millions). La trésorerie absorbée par le financement ressort à 558 millions de dollars, les produits des plans d'options d'achat d'actions réservés aux employés (172 millions) ayant été grevés par le versement de dividendes aux actionnaires (437 millions), par les coûts liés à l'extinction de certaines dettes européennes (168 millions) et par une baisse globale de l'endettement de 126 millions.

L'endettement net représente les dettes brutes moins les disponibilités et les placements à court terme ainsi que les placements à revenu fixe détenus jusqu'à échéance. La direction estime que l'endettement net donne des informations utiles sur le niveau d'endettement de Schlumberger en reflétant la trésorerie et les investissements qui pourraient être mobilisés pour rembourser la dette, ainsi que sur les efforts entrepris par Schlumberger pour se désendetter. L'endettement net est détaillé ci-après :

(en millions)

	2003	2002	2001
Endettement net à l'ouverture	\$(5 021)	\$(5 037)	\$ 422
Bénéfice/(perte) – activités en exploitation	473	(2 417)	494
Plus-value de cession de puits de forage	-	(87)	-
Charges nettes	440	3 197	272
Dotation aux amortissements ¹	1 571	1 533	1 876
(Augmentation)/			
diminution du fonds de roulement	(228)	165	(839)
Produits de cession d'activités	299	354	896
Acquisition d'immobilisations ¹	(1 175)	(1 702)	(2 453)
Dividendes versés	(437)	(433)	(430)
Produits des plans d'options d'achat d'actions	172	175	122
Frais d'extinction de dettes	(168)	-	-
Cession de la participation dans Grant Prideco	106	-	-
Cession du billet Hanover Compressor	177	-	-
Acquisition de Sema plc	-	(132)	(4 853)
Autres acquisitions	-	(44)	(453)
Montants versés au titre d'acquisitions	-	(70)	-
Ecart de conversion sur la dette nette	(461)	(507)	(6)
Autre	76	(16)	(85)
Endettement net à la clôture	\$(4 176)	\$(5 021)	\$(5 037)

¹ Comprend les coûts liés aux données sismiques multiclients.

	31 déc. 2003	31 déc. 2002	31 déc. 2001
Analyse de la dette nette			
Disponibilités et placements à court terme	\$ 3 109	\$ 1 736	\$ 1 618
Placements à revenu fixe détenus jusqu'à échéance	223	408	576
Emprunts bancaires et fraction à court terme de la dette à long terme	(1 411)	(1 136)	(1 015)
Dette à long terme	(6 097)	(6 029)	(6 216)
	\$ (4 176)	\$ (5 021)	\$ (5 037)

Au 31 décembre 2003, les disponibilités et placements à court terme, qui s'élevaient à 3,1 milliards de dollars, et le reliquat des facilités de crédit de 2,6 milliards suffisaient pour faire face aux besoins de la société.

Sur la base du bénéfice net prévisionnel de 2004, des dotations aux amortissements estimées, des produits en numéraire issus de la cession de SchlumbergerSema (550 millions de dollars), de la participation dans Atos Origin (625 millions), d'autres cessions éventuelles d'actifs et d'activités et d'autres éléments des liquidités, Schlumberger anticipe une amélioration de ses liquidités avec pour objectif de ramener son endettement net à 3 milliards de dollars d'ici le milieu de l'année et à 2 milliards d'ici fin 2004. Ceci repose largement sur les résultats d'exploitation des pôles et sur la réalisation du programme de cession de certaines activités.

En outre, Schlumberger examine actuellement la faisabilité et le coût du rachat de tout ou partie du reliquat de la dette européenne à long terme. La société examine également s'il est toujours justifié de conserver l'instrument dérivé de taux d'intérêt aux États-Unis. Un rachat de la dette et l'absence d'efficacité du dérivé de taux d'intérêt se traduiraient par une charge imputée au résultat d'exploitation en 2004.

Financement

Le 9 juin 2003, Schlumberger Limited a émis un emprunt de 850 millions de dollars en principal sous forme d'obligations convertibles non garanties 1,5 % de Catégorie A, échéance le 1er juin 2023 et un emprunt de 450 millions de dollars en principal sous forme d'obligations convertibles non garanties 2,125 % de Catégorie B venant à échéance le 1er juin 2023. Le 2 juillet 2003, en vertu d'une option dont bénéficiaient les souscripteurs initiaux, Schlumberger Limited a émis une tranche supplémentaire d'obligations non garanties de Catégorie A dont le montant en principal s'élevait à 125 millions de dollars.

Les obligations non garanties ont été cédées à Citigroup Global Markets Inc. et à Goldman, Sachs & Co. dans le cadre d'une exonération de l'enregistrement de ces titres, conformément à l'Article 4(2) de la Securities Act de 1933 (loi boursière américaine). Dans le cadre d'une transaction exonérée d'enregistrement en vertu de la Règle 144A de la Securities Act, les obligations non garanties ont été revendues par les acquéreurs avec les droits d'enregistrement. Le prix d'offre de ces obligations non garanties totalisait 1 425 millions de dollars, la décote des acquéreurs initiaux était de 25,4 millions et les produits nets pour Schlumberger Limited se sont élevés à 1,4 milliard.

Les obligations non garanties des Catégories A et B sont convertibles, au gré de leurs détenteurs, en actions ordinaires de Schlumberger Limited. Les détenteurs d'obligations non garanties de Catégorie A peuvent convertir leurs titres en actions ordinaires selon la parité suivante : 13,8255 actions pour chaque tranche de 1 000 dollars en principal d'obligations de Catégorie A (ce qui équivaut à un prix de conversion initial de 72,33 dollars par action). Les détenteurs des obligations non garanties de Catégorie B peuvent convertir leurs titres en actions ordinaires selon la parité suivante : 12,5 actions pour chaque tranche de 1 000 dollars en principal des obligations de Catégorie B (ce qui équivaut à un prix de conversion initial de 80,00 dollars par action). Ces parités peuvent être ajustées dans certaines circonstances, mais non au titre des intérêts courus.

Le 6 juin 2008 ou postérieurement à cette date (pour les obligations non garanties de Catégorie A) ou le 6 juin 2010 (pour les obligations non garanties de Catégorie B), Schlumberger peut rembourser en numéraire tout ou partie des catégories d'obligations non garanties, sur notification des actionnaires, au prix de 100 % du montant en principal des obligations non garanties, majoré des intérêts courus non versés jusqu'à la date du remboursement. Le 1er juin 2008, le 1er juin 2013 et le 1er juin 2018, les porteurs d'obligations non garanties de Catégorie A peuvent demander à Schlumberger de racheter les titres qu'ils détiennent. Le 1er juin 2010, le 1er juin 2013 et le 1er juin 2018, les porteurs d'obligations non garanties de Catégorie B peuvent demander à Schlumberger de racheter les titres qu'ils détiennent. Le prix de remboursement sera égal à 100 % du montant en principal des obligations non garanties, majoré des intérêts courus non payés jusqu'à la date du rachat. Les rachats intervenant le 1er juin 2008 (Catégorie A) et le 1er juin 2010 (Catégorie B) seront payés en numéraire. Aux autres dates, Schlumberger peut opter pour un remboursement en numéraire, sous forme d'actions ordinaires, ou toute combinaison d'actions et de numéraire. En outre, si un Changement Fondamental intervient, les porteurs peuvent demander à Schlumberger de rembourser en numéraire tout ou partie de leurs obligations, ou, au gré de Schlumberger, en actions ordinaires valorisées à 99 % de leur valeur de marché, ou sous forme d'une combinaison de numéraire et d'actions ordinaires à un prix égal à 100 % du montant en principal des titres, majoré des intérêts courus non payés à la date du remboursement. Si elles n'ont pas fait l'objet d'un rachat ou d'un amortissement anticipé, les obligations non garanties arrivent à échéance le 1er juin 2023.

Entre le 12 juin et le 22 juillet 2003, certaines filiales de Schlumberger ont lancé et mené à bien des appels d'offre en vue de racheter trois tranches de leurs emprunts obligataires européens en cours. Le montant en principal de ces emprunts rachetés par les filiales totalisait 1,3 milliard de dollars pour un coût total de 1,5 milliard de dollars, primes de remboursement, frais d'émission et d'offre compris. Le total de la charge se rapportant à cette offre s'est élevé à 168 millions de dollars.

Cession de SchlumbergerSema à Atos Origin

Le 22 septembre 2003, Schlumberger a annoncé avoir conclu avec Atos Origin un accord portant sur la cession de SchlumbergerSema.

Le 29 janvier 2004, la transaction a été finalisée. En rémunération de la cession, Schlumberger a perçu 443 millions d'euros (550 millions de dollars) en numéraire, qui comprenaient un ajustement du fonds de roulement, ainsi que 19,3 millions d'actions ordinaires d'Atos Origin d'une valeur de 1,02 milliard d'euros (1,275 milliard de dollars), ce qui représentait environ 29 % des actions ordinaires en circulation d'Atos Origin à l'issue de la transaction. Selon Schlumberger, cette cession devrait donner lieu à une plus-value.

Le 2 février 2004, Schlumberger a cédé 9,6 millions d'actions ordinaires d'Atos Origin pour un montant net de 500 millions d'euros (625 millions de dollars). A l'issue de cette cession, la participation de Schlumberger a été ramenée à environ 15 % du capital social d'Atos Origin. Schlumberger comptabilisera le reliquat de la participation dans Atos Origin selon la méthode du coût d'achat.

Cessions

En 2003, Schlumberger a cédé les activités suivantes :

- En juillet, l'activité de test de semi-conducteurs NPTest à une joint venture dirigée par Francisco Partners et Shah Management. Les produits de cession se sont élevés à 220 millions de dollars en numéraire. En outre, la joint venture s'est engagée à effectuer un paiement supplémentaire à Schlumberger dans certaines circonstances, en vertu d'une autre clause conditionnelle insérée dans le contrat de vente, au cas où elle procéderait ultérieurement à la cession ou à l'introduction en bourse de NPTest. Les résultats de NPTest sont inclus dans les Activités cédées ou en cours de cession, dans le Compte de résultat consolidé et comprennent une moins-value nette de cession de 12 millions de dollars. Les actifs nets s'élevaient à 202 millions de dollars.
- En août, l'activité Systèmes de vérification par voie de rachat de l'entreprise par les salariés sans apport en numéraire. Les résultats de l'activité Systèmes de vérification sont inclus dans les Activités cédées ou en cours de cession dans le Compte de résultat consolidé et comprennent une moins-value nette de cession de 18 millions de dollars. Les actifs nets s'élevaient à 17 millions de dollars.
- En octobre, les solutions parcmètres de e-City à Apax Partners. Les produits se sont élevés à 84 millions de dollars en numéraire. Les résultats de e-City sont inclus dans les Activités cédées ou en cours de cession dans le Compte de résultat consolidé et comprennent une moins-value nette de cession de 56 millions de dollars. Les actifs nets représentaient 120 millions de dollars, dont 65 millions se rapportaient à des écarts d'acquisition.

En 2002, Schlumberger a effectué les cessions suivantes :

- En décembre, l'activité trépan de Reed Hycalog. Les produits comprenaient 259 millions de dollars en numéraire et 9,7 millions d'actions ordinaires de Grant Prideco d'une valeur de 103 millions de dollars. La plus-value de cession après impôts s'élevait à 66 millions de dollars. Les résultats de Reed Hycalog ont été comptabilisés dans les Activités cédées ou en cours de cession dans le Compte de résultat consolidé.

En 2001, Schlumberger a cédé les activités suivantes :

- En août, l'activité mondiale compression de gaz de Services pétroliers, principalement représentée par la filiale Production Operators Corp. Les produits de cession comprenaient 274 millions de dollars en numéraire, un billet subordonné à long terme de 150 millions de dollars, ainsi que des actions nouvellement émises par Hanover Compressor, d'une valeur de 173 millions de dollars. Les actions ne peuvent être mises sur le marché durant une période de trois ans. La plus-value de cession après impôts s'élevait à 52 millions de dollars.
- En novembre, les activités de compteurs d'eau Amérique du Nord de RMS. Les produits de cession se sont élevés à 304 millions de dollars et la plus-value après impôts à 117 millions de dollars.

- En novembre, l'activité RMS de compteurs électriques et de compteurs d'eau en dehors de l'Amérique du Nord, ainsi que l'activité mondiale de compteurs de gaz. Cette opération a dégagé des produits nets de 256 millions de dollars et une moins-value de cession après impôts de 300 millions de dollars, dont 280 millions avaient donné lieu à la constitution d'une provision pour dépréciation en juin 2001 (voir le paragraphe Charges – activités en exploitation).
- En novembre, la division Systèmes d'amélioration du rendement de Solutions semi-conducteurs. Les produits de cession se sont élevés à 62 millions de dollars et la plus-value après impôts à 12 millions.

Résumé des principaux engagements contractuels

(en millions)

Engagements contractuels	Total	Échéance			
		À moins d'un an	Entre 2 et 3 ans	Entre 4 et 5 ans	À plus de 5 ans
Dettes à long terme	\$ 6 987	\$ 890	\$ 866	\$ 3 149	\$ 2 082
Baux d'exploitation	\$ 1 653	\$ 344	\$ 522	\$ 366	\$ 421

Les lettres de crédit et les garanties en cours représentaient au total 788 millions de dollars au 31 décembre 2003.

En général, le reliquat des lettres de crédit et des garanties correspond à des engagements de bonne fin/des droits de douane et d'accises, des engagements de location etc. Tous ces engagements, qui ont été conclus dans le cadre habituel des activités de la société, constituent des pratiques courantes dans les différents pays où Schlumberger exerce ses activités.

Capital, cours de l'action et dividendes déclarés par action

Le tableau suivant indique les cours extrêmes de l'action Schlumberger enregistrés à la Bourse de New-York (transactions composites), ainsi que les dividendes déclarés par action pour chaque trimestre de 2003 et de 2002 :

	Cours		Dividendes déclarés
	plus haut	plus bas	
2003			
TRIMESTRES			
Premier	\$43,330	\$35,620	\$0,1875
Deuxième	50,150	36,080	0,1875
Troisième	52,100	44,500	0,1875
Quatrième	56,240	45,460	0,1875
2002			
TRIMESTRES			
Premier	\$62,430	\$49,150	\$0,1875
Deuxième	59,890	46,300	0,1875
Troisième	47,400	35,870	0,1875
Quatrième	46,850	33,400	0,1875

Au 31 décembre 2003, le nombre de porteurs d'actions ordinaires figurant au registre de la société avoisinait 24 770. Aucune restriction légale ne limite le paiement des dividendes, la propriété des actions ou le droit de vote qui leur est attaché, sauf pour les actions d'autocontrôle. Les actionnaires ressortissants des États-Unis ne sont assujettis à aucune retenue à la source ni à aucun impôt payable aux Antilles néerlandaises au titre de la détention de ces actions.

Environnement

Le bilan consolidé comprend des provisions pour les coûts futurs estimés des mesures de retraitement liées à l'utilisation et au rejet, par le passé, de matières dangereuses. La majeure partie de ces coûts concerne des activités cédées ainsi que des installations ou des sites qui ne sont plus exploités. Il est possible que le coût final de retraitement dépasse les montants estimés du fait du caractère aléatoire de certains éléments, tels que le moment et l'ampleur du retraitement, la technologie à venir, les modifications réglementaires, le risque de dommages corporels, les plaintes pour dégradation de l'environnement ou de biens immobiliers ainsi que divers autres facteurs. La direction n'estime cependant pas que de tels coûts puissent avoir un impact significatif sur ses liquidités, sa situation financière ou ses résultats d'exploitation consolidés futurs.

Nouvelles normes comptables

En juillet 2002, le Financial Accounting Standards Board a publié la norme SFAS 146 (*Comptabilisation des coûts liés à l'abandon ou la cession d'activités*). Selon cette norme, les entreprises doivent constater les coûts liés à l'abandon ou la cession d'activités lorsqu'ils sont engagés plutôt qu'à la date d'établissement d'un programme d'interruption ou de cession d'activités. Cette norme couvre notamment les coûts afférents à la résiliation de baux et certaines indemnités de licenciement liées à la restructuration ou l'abandon d'une activité, à la fermeture d'une usine ou à d'autres activités d'interruption ou de cession. Les précédentes dispositions comptables étaient celles de l'avis EITF Issue N° 94-3, (*Constataion des charges liées à certaines indemnités de licenciement et des autres coûts engagés pour l'abandon d'une activité [notamment certains coûts engagés dans le cadre d'une restructuration]*). SFAS 146 remplace EITF N° 94-3. Schlumberger a adopté SFAS 146 par anticipation pour les interruptions et les cessions d'activités effectuées postérieurement au 31 décembre 2002.

En novembre 2002, le FASB a publié l'interprétation N°45 (*Comptabilisation et présentation d'informations par le garant sur les garanties, y compris les garanties indirectes de dettes de tiers*). Aux termes de cette interprétation, certaines données comptables et autres informations sur les garanties données à des tiers, y compris sur les dettes, doivent être fournies. L'interprétation est applicable de façon prospective pour les garanties données ou modifiées après le 31 décembre 2002. L'adoption de cette interprétation n'a pas eu d'impact significatif sur la situation financière ou les résultats d'exploitation de Schlumberger.

En janvier 2003, le Emerging Issues Task Force (EITF) a publié la recommandation N° 00-21 (*Comptabilisation du chiffre d'affaires généré par des contrats portant sur les prestations multiples*). Cette directive détermine les critères de constatation du chiffre d'affaires afférent aux contrats regroupant plusieurs prestations. EITF N° 00-21 autorise la comptabilisation du chiffre d'affaires uniquement lorsque la juste valeur de l'élément non encore livré est connue et que cet élément, pris isolément, a une valeur pour le client. EITF N° 00-21 donne également des orientations sur la ventilation du total du chiffre d'affaires issu du contrat dans les éléments individuels en fonction de la juste valeur de chaque produit ou service fourni. L'adoption de cette recommandation n'a pas eu d'impact significatif sur la situation financière ou les résultats d'exploitation de Schlumberger.

En janvier 2003, le Financial Accounting Standards Board a publié l'interprétation N°46 (FIN 46) (*Consolidation des véhicules ad hoc, une interprétation de la norme ARB N°51 – FIN 46*). Cette interprétation a pour principal objectif de donner des orientations sur l'identification et la publication d'informations sur les entités sur lesquelles il est exercé un contrôle autrement que par le biais des droits de vote. Ces entités sont dénommées véhicules ad hoc. FIN 46 donne des orientations permettant de déterminer (1) si une consolidation est nécessaire conformément au modèle des "participations financières de contrôle" visé à la norme ARB N°51 (ARB 51), intitulée les États financiers consolidés ou autres orientations faisant autorité ou bien (2) si le modèle de véhicules ad hoc prévu par FIN 46 doit être utilisé pour les entités existantes et nouvelles. Schlumberger n'estime pas que l'adoption de cette interprétation aura un impact significatif sur sa situation financière ou sur ses résultats d'exploitation.

En avril 2003, le Financial Accounting Standards Board a publié la norme comptable SFAS N°149 (*Amendement de la norme SFAS N° 133 sur les instruments dérivés et les activités de couverture*), qui modifie et clarifie la comptabilisation et le reporting des instruments dérivés, y compris certains instruments dérivés intégrés à d'autres contrats, et des opérations de couverture prévues par SFAS N°133 (*Comptabilisation des instruments dérivés et des activités de couverture*). SFAS 149, qui doit être appliquée de façon anticipée, s'applique aux contrats conclus ou modifiés après le 30 juin 2003 et aux opérations de couverture identifiées comme telles après le 30 juin 2003. L'adoption de cette recommandation n'a pas eu d'impact significatif sur la situation financière ou les résultats d'exploitation de Schlumberger.

En mai 2003, le Financial Accounting Standards Board a publié la norme SFAS N° 150 (*Comptabilisation de certains instruments financiers présentant des caractéristiques de passif et de capitaux propres*). Selon cette norme, les instruments qu'elle couvre comprennent les engagements des émetteurs, qui doivent donc les classer comme des éléments de passif. Cette norme a pris effet le 1er juillet 2003 et n'a pas eu d'impact significatif sur la situation financière de Schlumberger.

En janvier 2004, le Financial Accounting Standards Board a publié la norme FSP N° FAS 106-1 (*Comptabilisation et présentation des informations afférentes à la loi de 2003 sur l'amélioration et la modernisation de la couverture des médicaments prescrits sur ordonnance*). Cette loi autorise que la comptabilisation de l'impact de la législation soit différée jusqu'à la publication d'orientations comptables définitives par le FASB ou jusqu'à la survenue d'un événement postérieur au 31 janvier 2004 nécessitant une modification significative du régime de couverture, si celui-ci est antérieur. Schlumberger anticipe que la nouvelle législation diminuera les frais médicaux futurs entrant dans le cadre des avantages complémentaires de retraite.

Déclarations prospectives

Ce rapport annuel, la publication des résultats du quatrième trimestre et de l'exercice 2003, les publications parues sur Internet et diverses autres déclarations contiennent des déclarations prospectives, qui ne portent pas sur des faits historiques. Ces déclarations se rapportent à nos prévisions quant aux perspectives commerciales, à la reprise économique, aux dépenses d'investissement anticipées et aux dotations aux amortissements et aux provisions, à l'immobilisation des campagnes de données multiclients et à l'acquisition de nouvelles campagnes de données multiclients, au niveau de capitalisation des régimes de retraite et aux charges de retraite afférentes, au calendrier, à la probabilité et aux gains issus des cessions, aux conditions du marché des services pétroliers, notamment le niveau des activités en 2004 et à l'augmentation des investissements consacrés à l'exploration et la production, à l'augmentation de la production de pétrole en dehors de l'OPEP, aux problèmes affectant le secteur sismique, notamment les ventes liées à la technologie Q, à la poursuite des activités de forage en eau profonde, aux gains liés à l'obtention de contrats, aux résultats d'exploitation futurs, aux prix, aux taux d'imposition effectifs futurs, et à nos prévisions concernant la cession du reliquat de notre participation dans Atos Origin. Ces déclarations font référence à des risques et des incertitudes, y compris, sans caractère limitatif, l'ampleur et le calendrier de la reprise de l'économie mondiale, les variations des dépenses d'exploration et de production par les grandes compagnies pétrolières, le rebond de l'activité, l'évolution des prix et la réalisation des objectifs de réduction et d'économies de coûts dans le secteur sismique, l'accueil réservé par le marché à la technologie Q, la conjoncture économique et commerciale dans les principales régions du monde, notamment l'Argentine, les incertitudes politiques et économiques au Venezuela et au Nigeria et l'aggravation des tensions géopolitiques dans le Golfe Persique et/ou en Asie, le marché pour les actions d'Atos Origin, notre capacité à finaliser et à tirer les bénéfices d'autres cessions, notre capacité à réaliser nos objectifs de croissance sur le segment des solutions informatiques en amont de l'exploration et de la production pétrolière, la poursuite de la croissance de la demande de cartes à puce et produits assimilés, notre capacité à faire face à nos besoins de liquidités projetés, notamment le niveau suffisant de trésorerie dégagée par les Services pétroliers et la réalisation de certaines cessions, les cotisations potentielles aux régimes de retraites ainsi que d'autres facteurs détaillés dans la publication de nos résultats du quatrième trimestre et de l'exercice complet 2003, dans ce rapport et dans autres documents déposés auprès de la Securities and Exchange Commission. En cas de survenue de l'un ou de plusieurs de ces risques (ou des conséquences liées à leur survenue), ou si les hypothèses sous-jacentes s'avéraient incorrectes, les résultats pourraient présenter des différences significatives comparativement aux prévisions ou aux anticipations. Schlumberger se défend de toute intention ou obligation d'actualiser publiquement ou de réviser ces déclarations en raison d'informations nouvelles, d'événements futurs ou d'autres circonstances.

Informations quantitatives et qualitatives sur le risque de marché

Schlumberger estime ne pas être exposé à des risques de taux d'intérêt et de marché importants. Schlumberger gère son exposition aux fluctuations des taux d'intérêt en contractant des emprunts à diverses échéances et à taux fixes et variables, ainsi que par le biais de swaps de taux d'intérêt, le cas échéant, afin de maintenir à un niveau constant ou de réduire les charges d'emprunts. Concernant les fluctuations de change, Schlumberger conclut différents contrats, dont la valeur est adossée aux variations des taux de change, permettant de protéger la valeur des transactions externes et intra-groupes libellées en devises. Schlumberger n'effectue pas de transactions sur les devises ou sur les taux d'intérêt dans un but spéculatif.

S'agissant des risques de marché, le portefeuille de placement de Schlumberger comprend des participations dans des sociétés ne faisant pas appel public à l'épargne, classées dans les actifs destinés à être cédés ou dont la cession est soumise à des restrictions, et d'autres participations stratégiques dans des sociétés faisant appel public à l'épargne. Ces titres sont exposés aux fluctuations des cours. Au 31 décembre 2003, la valeur comptable des titres destinés à être cédés et dont la cession est soumise à des restrictions s'élevait à 92 millions de dollars (31 décembre 2002 : 283 millions).

Pour déterminer la juste valeur des participations dans des sociétés faisant appel public à l'épargne, il est nécessaire de retenir des hypothèses et de porter des jugements. Ces hypothèses et ces jugements tiennent notamment compte des facteurs suivants : (1) les bénéfices et les flux de trésorerie, les flux de trésorerie projetés et la consommation de trésorerie de la société ; (2) les augmentations / réductions de capital récemment opérées ; (3) la solidité de la direction de la société ; et (4) les données de valorisation fournies par la société, qui peuvent être comparées à celles de ses concurrents. Il est déjà arrivé que Schlumberger comptabilise des provisions pour dépréciation de la valeur comptable de certaines de ses participations, et cette situation peut se reproduire si la juste valeur de ces participations subit une baisse autre que temporaire. En 2003, les provisions pour dépréciation se sont élevées à 81 millions de dollars, alors qu'elles étaient égales à 0 en 2002. Schlumberger n'a pas pour politique de se prémunir contre les fluctuations des cours boursiers.

États financiers et informations complémentaires

SCHLUMBERGER LIMITED (SCHLUMBERGER N.V., ANTILLES NÉERLANDAISES) ET SOCIÉTÉS FILIALES

RÉSULTATS CONSOLIDÉS

(en milliers, sauf pour les montants par action)

Exercice clos le 31 décembre	2003	2002	2001
<i>Chiffre d'affaires</i>			
Exploitation	\$13 892 604	\$13 117 562	\$13 755 926
Intérêts et autres revenus	166 493	139 068	242 258
	14 059 097	13 256 630	13 998 184
<i>Dépenses</i>			
Coût des ventes et des services	11 419 873	13 525 742	10 816 096
Frais d'études et de recherche	556 124	595 675	653 928
Frais de vente	350 996	353 622	396 312
Frais généraux	662 224	640 641	660 092
Frais liés à l'extinction de dettes	167 801	-	-
Frais financiers	334 336	367 973	384 896
	13 491 354	15 483 653	12 911 324
<i>Bénéfice (perte) avant impôts et intérêts minoritaires - activités en exploitation</i>			
	567 743	(2 227 023)	1 086 860
Impôts sur les bénéfices	209 386	282 070	564 461
<i>Bénéfice (perte) avant intérêts minoritaires - activités en exploitation</i>			
	358 357	(2 509 093)	522 399
Intérêts minoritaires	114 200	91 879	(28 545)
<i>Bénéfice (perte) - activités en exploitation</i>			
	472 557	(2 417 214)	493 854
<i>Bénéfice (perte) - activités cédées ou en cours de cession</i>			
	(89 555)	97 219	28 363
<i>Résultat net</i>	\$ 383 002	\$ (2 319 995)	\$ 522 217
Bénéfice par action avant dilution :			
Bénéfice (perte) - activités en exploitation	\$ 0,81	\$ (4,18)	\$ 0,86
Bénéfice (perte) - activités cédées ou en cours de cession	(0,15)	0,17	0,05
Résultat net	0,66	(4,01)	0,91
Réintégration de l'amortissement des écarts d'acquisition	-	-	0,50
Bénéfice (perte) ajusté par action	\$ 0,66	\$ (4,01)	\$ 1,41
Bénéfice par action après dilution :			
Bénéfice (perte) - activités en exploitation	\$ 0,81	\$ (4,18)	\$ 0,85
Bénéfice (perte) - activités cédées ou en cours de cession	(0,15)	0,17	0,06
Résultat net	0,66	(4,01)	0,91
Réintégration de l'amortissement des écarts d'acquisition	-	-	0,50
Bénéfice (perte) ajusté par action	\$ 0,66	\$ (4,01)	\$ 1,41
Nombre moyen d'actions en circulation	583 904	578 588	574 328
Nombre moyen d'actions en circulation après dilution	586 491	578 588	580 214

Voir Notes aux états financiers consolidés.

BILAN CONSOLIDÉ*(en milliers)*

Au 31 décembre	2003	2002
ACTIF		
<i>Valeurs réalisables ou disponibles</i>		
Disponibilités	\$ 234 192	\$ 168 110
Placements à court terme	2 874 781	1 567 906
Clients et autres débiteurs moins provisions pour créances douteuses (2003 - \$ 128 199 ; 2002 : \$ 172 871)	2 568 425	3 489 406
Stocks	796 559	1 043 057
Impôts différés	315 350	435 887
Autres actifs	341 973	481 074
Actifs destinés à être cédés	3 237 841	-
	10 369 121	7 185 440
<i>Immobilisations financières</i>	223 300	407 500
<i>Sociétés mises en équivalence</i>	776 965	687 524
<i>Immobilisations corporelles, moins amortissements cumulés</i>	3 799 711	4 663 756
<i>Données sismiques multiclients</i>	505 784	1 018 483
<i>Écarts d'acquisition</i>	3 284 254	4 229 993
<i>Immobilisations incorporelles</i>	403 319	558 664
<i>Impôts différés</i>	316 277	147 013
<i>Autres actifs</i>	362 595	536 822
	\$ 20 041 326	\$ 19 435 195
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
<i>Dettes à court terme</i>		
Dettes fournisseurs, comptes rattachés et autres dettes	\$ 3 247 545	\$ 4 580 762
Provision pour impôts sur les bénéfices	807 938	625 058
Dividendes à verser	110 511	109 565
Fraction des dettes à long terme payable à moins d'un an	889 678	452 577
Emprunts bancaires et à court terme	521 490	682 956
Passifs destinés à être cédés	1 217 568	-
	6 794 730	6 450 918
<i>Dettes à long terme</i>	6 097 418	6 028 549
<i>Avantages complémentaires de retraite</i>	614 850	544 456
<i>Autres éléments du passif</i>	254 709	251 607
	13 761 707	13 275 530
<i>Intérêts minoritaires</i>	398 330	553 527
<i>Capitaux propres</i>		
Capital social	2 258 488	2 170 965
Bénéfices réinvestis	5 505 744	5 560 712
Actions d'autocontrôle, à leur coût d'achat	(1 508 239)	(1 578 358)
Autres éléments du résultat global cumulé	(374 704)	(547 181)
	5 881 289	5 606 138
	\$ 20 041 326	\$ 19 435 195

Voir *Notes aux états financiers consolidés*.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers)

Exercice clos le 31 décembre	2003	2002	2001
Flux de trésorerie d'exploitation :			
Bénéfice (perte) - activités en exploitation	\$ 472 557	\$ (2 417 214)	\$ 493 854
Ajustements permettant de rapprocher le résultat net de la trésorerie nette provenant de l'exploitation :			
Dotation aux amortissements ¹	1 570 851	1 533 406	1 875 559
Plus-value de cession de la participation dans Grant Prideco	(1 320)	-	-
Plus et moins-values de cession d'activités sans incidence sur la trésorerie	439 976	3 196 923	271 174
Plus-values de cession de puits de forage	-	(86 858)	-
Bénéfice des sociétés mises en équivalence, moins dividendes reçus	(74 596)	(64 280)	(61 715)
Impôts différés	(12 286)	(48 702)	17 595
Provision pour pertes sur comptes clients et autres débiteurs	53 303	66 425	56 619
Variation des postes d'actif et de passif :			
(Aug.) dim. des comptes clients et autres débiteurs	(74 118)	542 669	(907 535)
Dim. (aug.) des stocks	96 606	72 383	(259 290)
(Aug.) dim. des autres valeurs réalisables ou disponibles	(47 274)	47 938	(8 048)
(Dim.) aug. des comptes fournisseurs, autres créanciers et charges à payer	(535 121)	(592 878)	204 751
Augmentation des provisions pour impôts sur les bénéfices	175 857	28 470	12 626
Augmentation des avantages complémentaires de retraite	70 394	39 659	28 417
Autres, net	(21 830)	(144 158)	(162 602)
TRÉSORERIE NETTE PROVENANT DE L'EXPLOITATION	2 112 999	2 173 783	1 561 405
Flux de trésorerie d'investissement :			
Acquisition d'immobilisations corporelles	(1 025 264)	(1 357 741)	(2 036 508)
Données sismiques multiclients capitalisées	(149 765)	(344 705)	(416 188)
Actifs incorporels capitalisés	(77 104)	(169 354)	(29 782)
Cessions/mises au rebut d'immobilisations corporelles et autres	213 895	276 022	30 824
Cession de la participation dans Grant Prideco	105 590	-	-
Règlement lié à la joint venture PIGAP	58 000	-	-
Produits de cession du billet Hanover Compressor	176 955	-	-
Acquisition de Sema plc	-	(132 155)	(4 778 498)
Autres acquisitions d'activités	-	(44 431)	(452 951)
Autres montants versés au titre d'acquisitions	-	(70 340)	-
Produits de cession d'activités	298 674	259 271	902 953
Produits de cession de puits de forage	58 100	95 000	-
Paieement d'une option sur la cession de puits de forage	-	24 900	-
Cession (acquisition) d'investissements, net	(1 145 700)	51 334	2 430 911
TRÉSORERIE NETTE ABSORBÉE PAR LES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT	(1 486 619)	(1 412 199)	(4 349 239)
Flux de trésorerie de financement :			
Dividendes versés	(437 023)	(433 134)	(430 328)
Produits des plans d'achat d'actions réservés au personnel	132 741	107 810	78 965
Produits de l'exercice d'options d'achat d'actions	39 752	67 275	42 795
Produits de l'émission d'obligations convertibles non garanties (nets des frais)	1 399 612	-	-
Paieement des frais liés à l'extinction de dettes	(167 801)	-	-
Produits de l'émission de dettes à long terme	2 041 304	933 709	4 815 028
Remboursement du capital sur les dettes à long terme	(3 399 773)	(1 179 321)	(2 092 670)
(Diminution) augmentation nette des dettes à court terme	(167 150)	(308 623)	370 608
TRÉSORERIE NETTE (ABSORBÉE PAR) PROVENANT DU FINANCEMENT	(558 338)	(812 284)	2 784 398
Activités cédées ou en cours de cession	(8 415)	34 520	32 796
Augmentation (dim.) nette de la trésorerie avant écarts de conversion	59 627	(16 180)	29 360
Écart de conversion	6 455	6 586	(12 374)
Trésorerie à l'ouverture	168 110	177 704	160 718
Trésorerie à la clôture	\$ 234 192	\$ 168 110	\$ 177 704

1. Comprend les coûts des données sismiques multiclients.

Voir *Notes aux états financiers consolidés*.

SCHLUMBERGER LIMITED (SCHLUMBERGER N.V., ANTILLES NÉERLANDAISES) ET SOCIÉTÉS FILIALES

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FONDS PROPRES

(en milliers)

	Actions ordinaires		Bénéfices réinvestis	Autres éléments cumulés du résultat global			Résultat global
	Emises	Autocontrôle		Valeur du marché	Obligation de retraite	Écart de conversion	
Solde au 1er janvier 2001	\$ 1 963 905	\$ (1 752 961)	\$ 8 223 476	\$ -	\$ -	\$ (139 204)	\$ 732 550
Ecart de conversion						(171 930)	\$ (171 930)
Cession de RMS						73 865	73 865
Produits dérivés indexés à leur valeur de marché				(49 569)			(49 569)
Exercice des options d'achat d'actions moins les actions échangées	17 130	25 420					
Actions octroyées aux Administrateurs	156	89					
Plans d'achat d'actions réservés au personnel	46 397	32 568					
Bénéfice net			522 217				522 217
Dividendes déclarés (\$ 0,75 par action)			(430 927)				
Crédit d'impôt lié aux options d'achat d'actions	17 849						
Solde au 31 décembre 2001	2 045 437	(1 694 884)	8 314 766	(49 569)	-	(237 269)	\$ 374 583
Ecart de conversion						(55 422)	\$ (55 422)
Cession de Reed Hycalog						22 063	22 063
Produits dérivés indexés à leur valeur de marché				(33 291)			(33 291)
Obligations de retraite minimum (régimes britannique et américain)					(313 564)		(313 564)
Crédit d'impôt lié aux obligations de retraite minimum					110 000		110 000
Participation dans le capital de Grant Prideco				9 871			9 871
Exercice des options d'achat d'actions moins les actions échangées	25 410	41 671					
Actions octroyées aux Administrateurs	129	65					
Plans d'achat d'actions réservés au personnel	58 056	49 754					
Perte nette			(2 319 995)				(2 319 995)
Dividendes déclarés (\$ 0,75 par action)			(434 059)				
Acquisition de Technoguide	34 496	25 036					
Crédit d'impôt lié aux options d'achat d'actions	7 437						
Solde au 31 décembre 2002	2 170 965	(1 578 358)	5 560 712	(72 989)	(203 564)	(270 628)	\$ (2 580 338)
Ecart de conversion						201 503	\$ 201 503
Produits dérivés indexés à leur valeur de marché				60 356			60 356
Obligations de retraite minimum (régimes britannique et américain)					(114 236)		(114 236)
Crédit d'impôt lié aux obligations de retraite minimum					34 725		34 725
Cession de la participation dans le capital de Grant Prideco				(9 871)			(9 871)
Exercice des options d'achat d'actions moins les actions échangées	15 335	24 271					
Actions octroyées aux Administrateurs	81	65					
Plans d'achat d'actions réservés au personnel	51 302	45 783					
Coût des plans d'achat d'actions réservés au personnel	13 229						
Bénéfice net			383 002				383 002
Dividendes déclarés (\$ 0,75 par action)			(437 970)				
Crédit d'impôt lié aux options d'achat d'actions	7 576						
Solde au 31 décembre 2003	\$ 2 258 488	\$ (1 508 239)	\$ 5 505 744	\$ (22 504)	\$ (283 075)	\$ (69 125)	\$ 555 479

Voir Notes aux états financiers consolidés.

SCHLUMBERGER LIMITED (SCHLUMBERGER N.V., ANTILLES NÉERLANDAISES) ET SOCIÉTÉS FILIALES

CAPITAL SOCIAL

	Emises	Auto-contrôle	Actions en circulation
Solde au 1er janvier 2001	667 085 793	(94 361 099)	572 724 694
Plan d'achat d'actions réservé au personnel	-	1 752 833	1 752 833
Actions octroyées aux Administrateurs	-	4 800	4 800
Exercice des options d'achat d'actions	8 385	1 399 686	1 408 071
<hr/>			
Solde au 31 décembre 2001	667 094 178	(91 203 780)	575 890 398
Plan d'achat d'actions réservé au personnel	-	2 677 842	2 677 842
Actions octroyées aux Administrateurs	-	3 500	3 500
Exercice des options d'achat d'actions	10 490	2 243 400	2 253 890
Acquisition de Technoguide	-	1 347 485	1 347 485
<hr/>			
Solde au 31 décembre 2002	667 104 668	(84 931 553)	582 173 115
Plan d'achat d'actions réservé au personnel	-	2 464 088	2 464 088
Actions octroyées aux Administrateurs	-	3 500	3 500
Exercice des options d'achat d'actions	1 320	1 306 305	1 307 625
<hr/>			
Solde au 31 décembre 2003	<u>667 105 988</u>	<u>(81 157 660)</u>	<u>585 948 328</u>

Voir *Notes aux états financiers consolidés*.

Notes aux états financiers consolidés

1. Description des activités

Fondé en 1927, Schlumberger Limited est une entreprise internationale de services technologiques, composée de quatre pôles : Services pétroliers, l'un des premiers fournisseurs de services et solutions technologiques pour l'industrie pétrolière internationale ; WesternGeco fournit à l'échelle mondiale une large gamme de services d'imagerie, de contrôle et de développement de réservoirs et dispose d'équipes de sismique étoffées ainsi que d'une importante banque de données sismiques multiclients, services qui vont des campagnes sismiques tridimensionnelles et répétées dans le temps (4D) aux campagnes multicomposantes pour la délinéation de gisements potentiels et la gestion de réservoir (WesternGeco est détenu à 70 % par Schlumberger et à 30 % par Baker Hughes); SchlumbergerSema, entreprise de services informatiques qui offre des services de conseil et d'intégration de systèmes, et des solutions réseaux et infrastructures, services destinés en priorité au secteur mondial de l'énergie, ainsi qu'à des marchés régionaux desservant le secteur de la finance et le secteur public ; et Autres activités regroupant essentiellement Axalto (cartes à puce, terminaux de point de vente), Compteurs d'électricité, Continuité d'activité, Infodata, Produits logiciels de télécommunications, Services pour l'eau, Essentis et Publiphones, toutes ces activités étant en cours de cession.

Le 22 septembre 2003, Schlumberger a annoncé avoir conclu un accord avec Atos Origin en vue de la cession de SchlumbergerSema. La cession a été finalisée le 29 janvier 2004.

2. Méthodes comptables adoptées

Les états financiers consolidés de Schlumberger Limited et de ses filiales ont été établis conformément aux principes comptables généralement admis aux États-Unis d'Amérique.

Activités cédées ou en cours de cession

En juillet 2003, Schlumberger a finalisé la cession de NPTest, l'activité de test de semi-conducteurs, à une joint venture dirigée par Francisco Partners et Shah Management. Les produits de cession se sont élevés à 220 millions de dollars en numéraire. En outre, la joint venture s'est engagée à effectuer un paiement supplémentaire à Schlumberger au cas où elle procéderait ultérieurement à la cession ou à l'introduction en bourse de NPTest, dans certaines circonstances. Les résultats de NPTest sont inclus dans les Activités cédées ou en cours de cession, dans le Compte de résultat consolidé et comprennent une moins-value nette de cession de 12 millions de dollars. Les actifs nets s'élevaient à 202 millions de dollars.

En août 2003, Schlumberger a finalisé la cession de son activité Systèmes de vérification par voie de rachat de l'entreprise par les salariés sans apport en numéraire. Les résultats de l'activité Systèmes de vérification sont inclus dans les Activités cédées ou en cours de cession dans le Compte de résultat consolidé et comprennent une moins-value nette de cession de 18 millions de dollars. Les actifs nets s'élevaient à 17 millions de dollars.

En octobre 2003, Schlumberger a finalisé la cession de e-City, son activité de solutions horodateurs à Apex Partners. Les produits se sont élevés à 84 millions de dollars en numéraire. Les résultats de e-City sont inclus dans les Activités cédées ou en cours de cession dans le Compte de résultat consolidé et comprennent une moins-value nette de cession de 56 millions de dollars. Les actifs nets s'élevaient à 120 millions de dollars, dont 65 millions se rapportaient à des écarts d'acquisition.

En décembre 2002, Schlumberger a achevé la cession de l'activité trépan de Reed Hycalog. Les produits comprenaient 259 millions de dollars en numéraire et 9,7 millions d'actions ordinaires de Grant Prideco, d'une valeur de 103 millions de dollars. Les résultats des activités de Reed Hycalog sont inclus dans les Activités cédées ou en cours de cession dans les Résultats consolidés et, en 2002, comprennent des résultats d'exploitation de 32 millions de dollars et des plus-values de cession de 66 millions de dollars. Les actifs nets s'élevaient à 185 millions de dollars.

Le chiffre d'affaires et le résultat d'exploitation des activités cédées ou en cours de cession en 2003, 2002 et 2001 sont détaillés ci-après :

(en milliers)

	2003	2002	2001
e-City:			
Chiffre d'affaires	\$ 99 388	\$124 500	\$121 575
Résultat d'exploitation	\$ (4 328)	\$ (1 224)	\$ 7 826
NPTest & Systèmes de vérification:			
Chiffre d'affaires	\$ 120 318	\$240 113	\$180 865
Résultat d'exploitation	\$ 967	\$ 909	\$(11 045)
Reed Hycalog:			
Chiffre d'affaires	\$ -	\$212 433	\$244 639
Résultat d'exploitation	\$ -	\$ 31 553	\$ 31 582

Principes de consolidation

Les états financiers consolidés intègrent les comptes des filiales dans lesquelles Schlumberger détient une participation majoritaire. Les principales sociétés dans lesquelles Schlumberger détient une participation comprise entre 20 % et 50 % sont incluses dans le bilan selon la méthode de mise en équivalence au poste Sociétés mises en équivalence. La quote-part des bénéfices après impôts des sociétés mises en équivalence est incluse sous la rubrique Intérêts et autres revenus. Tous les comptes et transactions intragroupe ont été éliminés.

Reclassements

Certaines données des exercices précédents ont été reclassées afin de respecter la présentation adoptée en 2003.

Estimations

Dans le cadre de l'établissement des états financiers conformément aux principes comptables généralement admis, la direction est amenée à effectuer des estimations et à retenir des hypothèses ayant une incidence sur les actifs et passifs inscrits dans les états financiers, sur la présentation des actifs et passifs éventuels à la clôture, ainsi que sur les produits et les charges de l'exercice, tels qu'ils figurent dans les états financiers. Schlumberger évalue constamment ces estimations, notamment les créances douteuses, la valorisation des stocks et des participations, le caractère recouvrable des écarts d'acquisition et des immobilisations, les provisions pour impôts et les impôts différés, les bénéfices estimés afférents au pourcentage d'achèvement de contrats à long terme, les engagements hors-bilan et les litiges, et les hypothèses actuarielles retenues pour les plans de retraite et autres avantages réservés au personnel.

Schlumberger base ses estimations sur les informations historiques et sur diverses autres hypothèses estimées raisonnables au vu des circonstances, dont les résultats constituent le fondement des jugements sur la valeur comptable des actifs et passifs qu'il n'est pas possible de déterminer facilement grâce à d'autres sources. En retenant des hypothèses différentes et dans d'autres circonstances, les résultats pourraient être différents de ces estimations.

Constatation du chiffre d'affaires

Produits et services

La vente de produits et services de Schlumberger est généralement basée sur des bons de commandes ou des contrats conclus avec le client, en vertu desquels les prix sont fixes ou déterminables et ne comprennent pas de droit de retour ou autres dispositions similaires, ni d'obligations importantes postérieures à la livraison. Le chiffre d'affaires réalisé sur la vente de produits est comptabilisé lors de la livraison et de l'acceptation du bien par le client, et lorsque le transfert de propriété est effectif. Le chiffre d'affaires dégagé par la vente de services est constaté une fois les services fournis et lorsque le recouvrement de la créance afférente est raisonnablement assuré.

Certains chiffres d'affaires sont constatés en fonction du temps passé et des coûts engagés, ou selon la nature du contrat, selon la méthode de l'avancement des travaux au fur et à mesure que les prestations sont effectuées. Le chiffre d'affaires généré par les contrats facturés en fonction du temps passé et des coûts engagés est enregistré au moment où les services sont fournis. Le chiffre d'affaires lié aux contrats à prix fixe est comptabilisé sur la durée du contrat, en fonction du ratio du coût des services fournis au cours de la période rapporté au coût total estimé des services devant être fournis au titre du contrat. Les pertes à terminaison sont constatées au cours de la période où elles apparaissent probables et peuvent être raisonnablement estimées.

Logiciels

Le chiffre d'affaires provenant de la vente de licences d'exploitation de logiciels, de contrats de maintenance et des services afférents peut inclure l'installation, les services de conseil et la formation.

Lorsque les services fournis ne sont pas essentiels au fonctionnement du logiciel, le chiffre d'affaires lié à chaque volet du contrat est constaté séparément en fonction de sa juste valeur, déterminée selon des critères objectifs et propres au fournisseur lorsque toutes les conditions suivantes sont remplies : le contrat est signé, la livraison est effectuée, le prix est fixe et déterminable et le recouvrement de la créance afférente est raisonnablement assuré.

Lorsqu'en vertu du contrat de licence le vendeur est soumis à des obligations durables, ou lorsque l'acceptation par le client est incertaine, le chiffre d'affaires afférent à l'élément concerné, correspondant à sa juste valeur déterminée selon des critères objectifs et propres au vendeur, est différé. La juste valeur déterminée selon des critères objectifs et propres au vendeur est réputée être le prix d'un élément lorsqu'il est vendu séparément. En l'absence de critères objectifs permettant de déterminer la juste valeur des éléments non encore livrés, la totalité du chiffre d'affaires est différée jusqu'à ce que leur juste valeur puisse être déterminée ou que tous les éléments aient été livrés.

Contrats portant sur des prestations multiples et recouvrement des créances afférentes

De nombreuses ventes proviennent de contrats complexes, qui nécessitent que la société porte de nombreux jugements quant à la comptabilisation du chiffre d'affaires, notamment dans le cadre de prestations groupées.

Le chiffre d'affaires lié aux contrats portant sur des prestations multiples, telles que celles qui prévoient des services d'installation et d'intégration, est constaté au fur et à mesure que chaque prestation est fournie sur la base de la juste valeur relative de chaque prestation et lorsque les éléments livrés ont une valeur individuelle pour les clients.

Dans la conjoncture de marché actuelle, l'évaluation du caractère recouvrable des créances est essentielle à la détermination de la constatation du chiffre d'affaires. Dans le cadre du processus de comptabilisation du chiffre d'affaires, Schlumberger détermine si les créances peuvent être recouvrées avec une certitude raisonnable en fonction de divers facteurs, notamment sa capacité à céder ces créances et une éventuelle détérioration de la solvabilité de ses clients pouvant empêcher la société de céder ses créances. Lorsque Schlumberger peut céder les créances sans recours, le chiffre d'affaires est constaté à concurrence de leur valeur de réalisation estimée. Schlumberger reporte la constatation du chiffre d'affaires et les coûts afférents lorsque la société n'est pas certaine de pouvoir recouvrer ou céder la créance. Schlumberger reporte la constatation du chiffre d'affaires mais enregistre les coûts afférents lorsque la société estime que le recouvrement ou la cession de la créance sont improbables.

Conversion des devises autres que le dollar des États-Unis

La devise fonctionnelle utilisée par Services pétroliers et par WesternGeco est essentiellement le dollar des États-Unis. SchlumbergerSema et le pôle Autres activités opèrent principalement en monnaie locale. Les postes du bilan enregistrés dans des monnaies fonctionnelles autres que le dollar des États-Unis sont convertis au taux de change en vigueur à la fin de l'exercice (taux de change courant). Les écarts de conversion sont imputés directement aux Capitaux propres dans le bilan consolidé. Les produits et les charges sont convertis au taux de change moyen de l'exercice concerné. Tous les profits ou pertes de change latents ou réalisés sont imputés au résultat de l'exercice au cours duquel ils surviennent. Schlumberger a pour politique de couvrir à terme les gains et pertes latents sur une base mensuelle. Les gains de change de l'exercice 2003 se sont élevés à 1 million de dollars, contre des pertes de 2 millions en 2002 et de 7 millions en 2001.

Des opérations de couverture de change à terme destinées à compenser l'effet de la liquidation future des postes du bilan libellés dans des monnaies autres que la monnaie fonctionnelle des sociétés individuelles sont effectuées. Les profits ou les pertes afférents à ces contrats sont comptabilisés lors de la fluctuation des devises, et les charges ou les produits qui en résultent compensent en grande partie les profits ou pertes de change latents relatifs aux actifs et passifs concernés. Les contrats en cours au 31 décembre 2003 concernent l'achat, en différentes devises, d'une somme totale équivalant à 2 200 millions de dollars. Ces contrats arriveront à échéance à différentes dates en 2004.

Immobilisations financières

Les placements à court terme et les placements à revenu fixe détenus jusqu'à leur échéance sont constitués notamment de dépôts à terme en eurodollars, de certificats de dépôt, de billets de trésorerie, d'eurobillets et d'euro-obligations, libellés principalement en dollars des États-Unis. Ils sont comptabilisés à leur coût d'achat majoré des intérêts courus, qui avoisine leur valeur de marché. La quasi-totalité des placements considérés comme des titres détenus jusqu'à échéance qui ont été acquis et cédés durant l'exercice étaient assortis d'échéances initiales inférieures à trois mois. Les placements à court terme considérés comme des titres de transaction sont comptabilisés à leur valeur de marché. Au 31 décembre 2003, les plus ou moins-values latentes sur ces titres n'étaient pas significatives.

Dans le cadre de l'établissement de l'État consolidé des flux de trésorerie, Schlumberger ne considère pas les placements à court terme comme assimilés à la trésorerie, car leurs échéances initiales excèdent généralement trois mois.

Stocks

Ils sont principalement évalués à leur coût de revient moyen ou à leur valeur de marché, si celle-ci est inférieure. Les stocks représentent essentiellement du matériel, des fournitures et des produits finis.

Immobilisations et amortissements

Les immobilisations sont évaluées à leur prix d'acquisition diminué des amortissements, qui sont calculés et imputés au résultat selon le mode linéaire sur la durée de vie estimée des immobilisations. L'équipement technique pétrolier fabriqué ou assemblé par des filiales de Schlumberger est inclus, au prix de revient moyen, dans les immobilisations. Les dépenses encourues pour les remises en état, remplacements et modernisations des immobilisations sont capitalisées. Les dépenses d'entretien et de réparation sont imputées au fur et à mesure aux charges d'exploitation. Lors de la vente ou de la mise au rebut d'une immobilisation, son coût d'acquisition et les amortissements cumulés correspondants sont déduits des comptes du bilan et le montant net, diminué du prix de vente, est enregistré dans le compte de résultat.

Données sismiques multiclients

Schlumberger immobilise les coûts liés à la réalisation de campagnes multiclients. Ces coûts sont imputés au Coût des ventes et des services à hauteur d'un pourcentage du chiffre d'affaires total que Schlumberger estime recevoir lors de la commercialisation de ces données. La valeur comptable de chacune de ces campagnes fait l'objet d'un suivi au minimum une fois par an et des ajustements sont apportés en fonction des révisions du chiffre d'affaires estimé.

Capitalisation des coûts de logiciels

Les coûts engagés dans le cadre du développement de logiciels destinés à être commercialisés, loués ou vendus sont capitalisés lorsque leur faisabilité technologique a été établie, en général lorsque l'ensemble des activités de planification, de conception, d'encodage et de tests nécessaires pour assurer qu'une fois produit le logiciel répondra aux spécifications prévues, notamment les fonctions, les caractéristiques et les performances techniques, a été réalisé. Ces coûts immobilisés font en permanence l'objet d'une revue, basée sur le chiffre d'affaires futur anticipé et les évolutions technologiques du matériel et des logiciels, afin d'établir qu'ils sont recouvrables. Les coûts capitalisés comprennent les coûts salariaux directs et une quote-part des frais généraux. Au 31 décembre 2003, le coût immobilisé des logiciels développés en interne totalisait 47 millions de dollars, dont 33 millions étaient reportés en 2003.

L'amortissement des coûts immobilisés liés au développement de logiciels démarre lorsque le produit est prêt à être mis sur le marché. L'amortissement est effectué selon la méthode linéaire au cas par cas, ou selon la méthode du ratio de ventes sur la durée de vie utile du produit concerné, cette méthode donnant lieu à un amortissement supérieur. Lorsque les coûts immobilisés liés au développement de logiciels non amortis sont jugés supérieurs à la valeur de réalisation nette du produit, ils sont immédiatement comptabilisés en charges.

Schlumberger immobilise certains coûts liés au développement de logiciels en interne. Les coûts capitalisés comprennent du matériel et des services acquis, les salaires et charges sociales et les frais financiers. Les coûts des logiciels développés en interne sont amortis de façon linéaire sur la durée de vie utile estimée du produit, en général de six ans.

Dépréciation des actifs à long terme

Schlumberger réexamine la valeur comptable de ses actifs à long terme, y compris les écarts d'acquisition, les actifs incorporels et les participations sur une base annuelle et à chaque fois que des événements ou des changements de circonstances engendrent une modification de la valeur comptable, constatée au coût historique, d'un actif à long terme. Schlumberger procède à l'évaluation du recouvrement de la valeur comptable de l'actif concerné en estimant les flux de trésorerie futurs dégagés par l'actif, y compris ceux liés à la cession éventuelle de cet actif. Lorsque les flux de trésorerie futurs sont inférieurs à la valeur comptable de l'actif, une provision pour dépréciation est constituée, correspondant à l'écart entre la valeur comptable et la juste valeur de l'actif.

Conformément à la norme SFAS 142 (*Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels*), adoptée par Schlumberger à compter du 1er janvier 2002, les écarts d'acquisition ont cessé d'être amortis.

Impôts sur les bénéfices

Schlumberger et ses filiales calculent l'impôt sur les bénéfices en fonction des divers codes et règlements fiscaux en vigueur dans les nombreux pays dans lesquels les bénéfices sont réalisés. Les taux d'imposition fixés par les autorités fiscales de ces pays varient considérablement. Le bénéfice imposable peut être différent du bénéfice avant impôts tel qu'il ressort des états financiers. Des provisions appropriées pour impôts différés sur les bénéfices sont constituées lorsque certains produits et charges sont imputables à un exercice donné pour le calcul de l'impôt et à un autre exercice pour la détermination du résultat comptable. Les impacts liés à la modification des taux d'imposition ou de la législation fiscale sont imputés aux provisions pour impôts sur les bénéfices au cours de la période durant laquelle ces changements sont promulgués. Lorsqu'il est plus probable qu'improbable qu'une partie ou que la totalité de l'impôt différé actif ne sera pas réalisée à l'avenir, Schlumberger constitue une provision pour dépréciation de l'impôt différé actif.

Au 31 décembre 2003, environ 2,3 milliards de dollars de bénéfices consolidés réinvestis représentaient les bénéfices non distribués des filiales consolidées ainsi que la quote-part de Schlumberger dans les sociétés détenues entre 20 % et 50 %. Il n'a pas été constitué de provision pour les impôts qui seraient dus sur la distribution de ces bénéfices, ceux-ci étant considérés comme réinvestis indéfiniment, ni sur les bénéfices non imposables au moment de leur distribution.

Concentration du risque de crédit

Les instruments financiers détenus par Schlumberger, qui soumettent potentiellement la société à un phénomène de concentration du risque de crédit, sont pour l'essentiel constitués de créances clients. Schlumberger constitue une provision pour créances irrécouvrables en fonction des recouvrements anticipés et évalue en permanence la solvabilité et la situation financière de ses clients.

Bénéfice par action

Le bénéfice par action avant dilution est calculé en divisant le bénéfice net par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice, ajusté des intérêts sur les obligations non garanties convertibles, sauf si cet ajustement a un effet relutif. Le bénéfice dilué par action est calculé en divisant le bénéfice net par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation compte tenu de la dilution. Le calcul de la dilution suppose (1) que la totalité des options qui sont dans la monnaie a été exercée en début d'exercice, et que les produits afférents ont été utilisés par Schlumberger pour racheter des actions au cours de marché moyen de l'exercice, et (2) que les obligations non garanties convertibles ont été converties, sauf si cette opération a un effet relutif.

Le tableau ci-après rapproche le bénéfice par action avant dilution du bénéfice dilué par action pour les trois derniers exercices :

(en milliers, sauf pour les montants par action)

	Bénéfice (perte) Activités en exploitation	Nombre moyen d'actions en circulation	Bénéfice (perte) par action Activités en exploitation
2003			
Bénéfice avant dilution	\$ 472 557	583 904	\$ 0,81
Effet de la dilution des obligations non garanties convertibles	15 938	10 566	
Effet de la dilution d'options		2 587	
	\$ 488 495	597 057	\$ 0,82
moins : effet relatif des obligations non garanties convertibles	(15 938)	(10 566)	(0,01)
Bénéfice dilué	\$ 472 557	586 491	\$ 0,81
2002			
Bénéfice avant dilution	\$(2 417 214)	578 588	\$ (4,18)
Effet de la dilution d'options		-	
Bénéfice dilué ¹	\$(2 417 214)	578 588	\$ (4,18)
2001			
Bénéfice avant dilution	\$ 493 854	574 328	\$ 0,86
Effet de la dilution d'options		5 886	
Bénéfice dilué	\$ 493 854	580 214	\$ 0,85

1 Il n'y a pas eu de dilution en 2002 en raison de la perte nette.

Bénéfice net ajusté

Le tableau ci-dessous rapproche le résultat publié du résultat net issu de l'adoption, le 1er janvier 2002, de la norme comptable SFAS 142 (*Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels*).

(en milliers)

	2003	2002	2001
Bénéfice (perte) publié, net	\$ 383 002	\$(2 319 995)	\$ 522 217
Amortissement des écarts d'acquisition	-	-	291 574
Bénéfice (perte) ajusté, net	\$ 383 002	\$(2 319 995)	\$ 813 791

Frais d'études et de recherche

Ils sont tous comptabilisés en charges au fur et à mesure, y compris les dépenses relatives aux brevets et aux droits afférents. En 2001, une charge de 25 millions de dollars a été constatée dans le cadre des travaux d'étude et de recherche en cours suite à l'acquisition de Bull CP8.

Nouvelles normes comptables

En juillet 2002, le Financial Accounting Standards Board a publié la norme SFAS 146 (*Comptabilisation des coûts liés à l'abandon ou la cession d'activités*). Selon cette norme, les entreprises doivent constater les coûts liés à l'abandon ou la cession d'activités lorsqu'ils sont engagés, plutôt qu'à la date d'établissement d'un programme d'interruption ou de cession d'activités. Cette norme couvre notamment les coûts afférents à la résiliation de baux et certaines indemnités de licenciement liées à la restructuration ou l'abandon d'une activité, à la fermeture d'une usine ou à d'autres activités d'interruption ou de cession. Les précédentes dispositions comptables étaient celles de l'avis EITF Issue N° 94-3, (*Constatation des charges liées à certaines indemnités de licenciement et des autres coûts engagés pour l'abandon d'une activité [notamment certains coûts engagés dans le cadre d'une restructuration]*). SFAS 146 remplace EITF N° 94-3. Schlumberger a adopté SFAS 146 par anticipation pour les interruptions et les cessions d'activités effectuées postérieurement au 31 décembre 2002.

En novembre 2002, le FASB a publié l'interprétation N° 45 (*Comptabilisation et présentation d'informations par le garant sur les garanties, y compris les garanties indirectes de dettes de tiers*). Aux termes de cette interprétation, certaines données comptables et autres informations sur les garanties données à des tiers, y compris sur les dettes, doivent être fournies. L'interprétation est applicable de façon prospective pour les garanties données ou modifiées après le 31 décembre 2002. L'adoption de cette interprétation n'a pas eu d'impact significatif sur la situation financière ou les résultats d'exploitation de Schlumberger.

En janvier 2003, le Emerging Issues Task Force (EITF) a publié la recommandation N° 00-21 (*Comptabilisation du chiffre d'affaires généré par des contrats portant sur les prestations multiples*). Cette directive détermine les critères de constatation du chiffre d'affaires afférent aux contrats regroupant plusieurs prestations. EITF N° 00-21 autorise la comptabilisation du chiffre d'affaires uniquement lorsque la juste valeur de l'élément non encore livré est connue et que cet élément, pris isolément, a une valeur pour le client. EITF N° 00-21 donne également des orientations sur la ventilation du total du chiffre d'affaires issu du contrat dans les éléments individuels en fonction de la juste valeur de chaque produit ou service fourni. L'adoption de cette recommandation n'a pas eu d'impact significatif sur la situation financière ou les résultats d'exploitation de Schlumberger.

En janvier 2003, le Financial Accounting Standards Board a publié l'interprétation N° 46 (*Consolidation des véhicules ad hoc, une interprétation de la norme ARB N° 51 – FIN 46*). Cette interprétation a pour objectif principal de donner des orientations sur l'identification et la publication d'informations sur les entités sur lesquelles il est exercé un contrôle autrement que par le biais des droits de vote. Ces entités sont dénommées véhicules ad hoc. FIN 46 donne des orientations permettant de déterminer (1) si une consolidation est nécessaire conformément au modèle des "participations financières de contrôle" visé à la norme ARB N° 51 (ARB 51), intitulée les États financiers consolidés ou autres orientations faisant autorité ou bien (2) si le modèle de véhicules ad hoc prévu par FIN 46 doit être utilisé pour les entités existantes et nouvelles. Schlumberger n'estime pas que l'adoption de cette interprétation aura un impact significatif sur sa situation financière ou sur ses résultats d'exploitation.

En avril 2003, le Financial Accounting Standards Board a publié la norme comptable SFAS N° 149 (*Amendement de la norme SFAS 133 sur les instruments dérivés et les activités de couverture*), qui modifie

et clarifie la comptabilisation et le reporting des instruments dérivés, y compris certains instruments dérivés intégrés à d'autres contrats, et des opérations de couverture prévues par SFAS N° 133 (*Comptabilisation des instruments dérivés et des activités de couverture*). SFAS 149, qui doit être adoptée de façon anticipée, s'applique aux contrats conclus ou modifiés après le 30 juin 2003 et aux opérations de couverture identifiées comme telles après le 30 juin 2003. L'adoption de cette recommandation n'a pas eu d'impact significatif sur la situation financière ou les résultats d'exploitation de Schlumberger.

En mai 2003, le Financial Accounting Standards Board a publié la norme SFAS N° 150 (*Comptabilisation de certains instruments financiers présentant des caractéristiques de passif et de capitaux propres*). Les instruments couverts par cette norme comprennent les engagements des émetteurs, qui doivent donc les classer comme des éléments de passif. Cette norme a pris effet le 1er juillet 2003 et n'a pas eu d'impact significatif sur la situation financière de Schlumberger.

En janvier 2004, le Financial Accounting Standards Board a publié la norme FSP N° FAS 106-1 (*Comptabilisation et présentation des informations afférentes à la loi de 2003 sur l'amélioration et la modernisation de la couverture des médicaments prescrits sur ordonnance*). Cette loi autorise que la comptabilisation de l'impact de la législation soit différée jusqu'à la publication d'orientations comptables définitives par le FASB ou jusqu'à la survenue d'un événement postérieur au 31 janvier 2004 nécessitant une modification significative du régime de couverture, si celui-ci est antérieur. Schlumberger anticipe que la nouvelle législation diminuera de façon significative les frais médicaux futurs entrant dans le cadre des avantages complémentaires de retraite.

3. Hanover Compressor

En août 2001, Schlumberger a cédé à Hanover Compressor Company l'activité mondiale de gaz comprimé de Services pétroliers. Les produits de cession comprenaient 8,7 millions d'actions ordinaires de Hanover Compressor d'une valeur de 173 millions de dollars à la clôture, qui ne peuvent être cédées jusqu'au 30 août 2004, et un billet subordonné à long terme de 150 millions de dollars venant à échéance le 15 décembre 2005.

Au quatrième trimestre de 2003, Schlumberger a cédé le billet subordonné pour un montant de 177 millions de dollars, réalisant une plus-value avant impôt de 32 millions de dollars (20 millions après impôt).

Au 31 décembre 2003, la valeur comptable de la participation de Schlumberger dans le capital de Hanover Compressor était supérieure à sa valeur de marché. Conformément aux principes comptables généralement admis (norme SFAS 115), Schlumberger a ramené sa participation à sa juste valeur, soit 91,4 millions de dollars au 31 décembre 2003, et a comptabilisé une charge de 81,2 millions de dollars (avant et après impôts).

Dans le cadre du contrat de cession, Hanover Compressor disposait d'une option lui permettant de revendre sa participation dans la joint venture PIGAP II au Venezuela à Schlumberger si certaines conditions de financement n'étaient pas satisfaites. Hanover Compressor n'a pas exercé cette option.

4. Charges – activités en exploitation

Schlumberger a constaté les charges et les crédits suivants au titre des activités en exploitation :

En décembre 2003, une plus-value avant impôts de 32 millions de dollars (20 millions après impôt, soit 0,03 dollar par action après dilution) sur la cession du billet Hanover Compressor. La plus-value avant impôt est classée dans les Intérêts et autres revenus dans le Compte de résultat consolidé.

En décembre 2003, une charge de 81 millions de dollars (avant et après impôts – 0,13 dollar par action après dilution) se rapportant à la dépréciation à sa juste valeur de la participation détenue par Schlumberger dans le capital Hanover Compressor. Cette dépréciation, requise par la norme comptable SFAS 115 car la baisse de la valeur de marché avait un caractère "autre que temporaire", est classée dans le Coût des ventes et des services dans le Compte de résultat consolidé.

En septembre 2003, une provision pour dépréciation de 398 millions de dollars (205 millions de dollars, soit 0,34 dollar par action après dilution, compte tenu d'un crédit d'impôt de 106 millions de dollars et d'intérêts minoritaires de 88 millions) de la banque de données multiclients à l'issue d'une évaluation des conditions actuelles et anticipée du secteur de la sismique ; une provision pour dépréciation d'un navire sismique de 54 millions de dollars avant impôts (38 millions, soit 0,06 par action après dilution, compte tenu d'un crédit de 16 millions de dollars lié aux intérêts minoritaires) ; et une plus-value de 31 millions de dollars (avant et après impôts – 0,05 dollar par action après dilution) sur la cession d'un appareil de forage. Les montants avant impôts sont imputés aux Coûts des ventes et des services dans le Compte de résultat consolidé.

Entre le 12 juin et le 22 juillet 2003, des filiales de Schlumberger ont lancé et mené à terme des appels d'offres en vue de racheter trois séries d'emprunts obligataires européens en cours ; 1,3 milliard de dollars de montant en principal ont été rachetés pour un montant total de 1,5 milliard de dollars, qui comprend la prime de remboursement, les frais d'émission et d'offre. Le total de la charge se rapportant à ces opérations s'est élevé à 168 millions de dollars, dont 81,5 millions ont été comptabilisés au deuxième trimestre 2003, lors de la finalisation du premier appel d'offres, le reliquat, soit 86,3 millions ayant été comptabilisé au troisième trimestre 2003.

En 2003, les charges précitées ont totalisé 440 millions de dollars, et sont résumées ci-dessous :

(en millions)

Plus-value de cession du billet Hanover Compressor	\$ (32)
Dépréciation de la participation dans le capital de Hanover Compressor	81
Provision pour dépréciation de la banque de données sismiques multiclients	398
Provision pour dépréciation d'un navire sismique	54
Plus-value de cession d'un puits	(31)
Primes et coûts liés au remboursement des obligations	168
<hr/>	
Charges avant impôts et intérêts minoritaires	638
Impôts	(94)
Intérêts minoritaires	(104)
<hr/>	
	\$ 440

En décembre 2002, une charge nette de 3,081 milliards de dollars (5,30 dollars par action). Le 10 décembre 2002, Schlumberger a annoncé que le Conseil d'administration avait approuvé une actualisation de la stratégie de son pôle SchlumbergerSema. Les perspectives du nouveau plan stratégique, les valeurs économiques actuelles et la réorganisation de SchlumbergerSema représentent des événements significatifs nécessitant la réalisation d'un test de dépréciation conformément à la norme comptable SFAS 142. SchlumbergerSema a été "valorisé" isolément ; chaque unité de SchlumbergerSema soumise au reporting a été valorisée selon la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie sur la base de prévisions à long terme établies par la direction de SchlumbergerSema en collaboration avec un expert externe. Les ratios implicites issus de l'analyse selon la méthode des flux de trésorerie actualisés ont été comparés à ceux de sociétés similaires et aux transactions récemment réalisées dans le secteur de l'informatique,

en vue d'évaluer la juste valeur des unités. La juste valeur s'est avérée être inférieure à la valeur comptable. En conséquence, sur la base de la valorisation faite par Schlumberger, une provision a été constituée pour ramener l'écart d'acquisition à sa juste valeur estimée. La dépréciation de l'écart d'acquisition reflète principalement les difficultés actuelles auxquelles le secteur des télécommunications est confronté, ainsi que le repli marqué de la valeur de marché des sociétés d'informatique faisant partie du secteur de SchlumbergerSema. Certaines immobilisations incorporelles ont également été identifiées et dépréciées dans le cadre de cette analyse.

Schlumberger a comptabilisé des charges liées à des licenciements, à des locaux ainsi que d'autres charges en vue de réduire les coûts de SchlumbergerSema et de WesternGeco. Ces charges portent sur des coûts n'offrant aucun avantage futur pour les activités en exploitation de ces sociétés. Au quatrième trimestre, Schlumberger a également comptabilisé une provision pour dépréciation afin de refléter une modification des projections économiques de WesternGeco. Cette provision se rapporte aux coûts de la banque de données sismiques multiclients, ainsi qu'à la dépréciation des impôts différés et à d'autres coûts.

Au total, ces charges représentaient 3,168 milliards de dollars en 2002. Le tableau ci-après résume ces charges, qui comprennent des plus-values de cession d'appareils de forage de 87 millions de dollars :

Provision pour dépréciation de l'écart d'acquisition	\$	2 638
Provisions pour dépréciation d'immobilisations incorporelles		147
Indemnités de licenciement de SchlumbergerSema et autres charges		97
Indemnités de licenciement de WesternGeco et autres charges		117
Provision pour dépréciation de la banque de données sismiques multiclients		184
Autres		42
<hr/>		
Charges avant impôts et intérêts minoritaires		3 225
Impôts ¹		33
Intérêts minoritaires		(90)
<hr/>		
		3 168
Plus-value de cession d'appareils de forage		(87)
<hr/>		
	\$	3 081
<hr/>		

1 Comprend une provision pour dépréciation des impôts différés de 94 millions de dollars.

Les charges ci-dessus avant impôts et intérêts minoritaires et les plus-values de cession d'appareils de forage sont comptabilisés dans le Coût des ventes et des services.

En mars 2002, une charge de 29 millions de dollars (30 millions avant impôts et un crédit au titre des intérêts minoritaires de 1 million, soit 0,05 dollar par action après dilution) se rapportait à la crise financière et économique en Argentine. En janvier, le gouvernement argentin a éliminé tous les contrats libellés en dollars et converti en pesos toutes les créances en dollars. En conséquence, le risque de change de Schlumberger a considérablement augmenté. Du fait de la dévaluation de la monnaie, une différence de change négative (nette des couvertures) sur les actifs nets, principalement des créances clients, a été constatée. En outre, il a été constitué une provision au titre de la rationalisation des locaux et des effectifs. L'exposition modérée de SchlumbergerSema en Argentine a également été provisionnée. La charge avant impôts est incluse dans les résultats consolidés à la rubrique Coût des ventes et des services.

En décembre 2001, un crédit avant impôts de 119 millions de dollars (5 millions après impôts et intérêts minoritaires, soit 0,01 dollar par action après dilution), comprenant principalement les éléments suivants :

- Un crédit de 223 millions de dollars (117 millions après impôts) provenant de la cession de l'activité compteurs d'eau Amérique du Nord de RMS.
- Une charge avant impôts de 43 millions de dollars (37 millions après impôts) liée à des indemnités de licenciement, principalement en Europe et aux États-Unis, de personnels de Services pétroliers et de SchlumbergerSema, conséquence de la situation actuelle du marché.
- Une charge fiscale de 29 millions de dollars au titre de la restructuration.
- Une charge supplémentaire avant impôts de 28 millions de dollars (20 millions après impôts) liée à la moins-value, estimée au deuxième trimestre, sur la cession de certaines activités de RMS. Cette cession a été définitivement réalisée au cours du quatrième trimestre.
- Une provision pour dépréciation d'actifs de 33 millions de dollars (23 millions après impôts et intérêts minoritaires) constituée à la suite d'une estimation récente de la dépréciation technologique de certains actifs sismiques de la joint venture nouvellement créée.

En septembre 2001, un crédit avant impôts de 42 millions de dollars (3 millions après impôts) au titre de la plus-value réalisée sur la cession de l'activité mondiale compression de gaz, en partie grevée par une provision constituée au titre de la cession de certaines activités. Les produits issus de cette cession incluaient 274 millions de dollars en numéraire, un billet subordonné à long terme de 150 millions de dollars ainsi que des actions nouvellement émises par Hanover Compressor Company d'une valeur de 173 millions de dollars. Les actions ne peuvent être mises sur le marché pendant une période de trois ans. Dans le cadre de cette transaction, Schlumberger convient que le financement d'un projet de joint venture (PIGAP II) serait sans recours pour l'acquéreur et serait exécuté avant le 31 décembre 2002. Par conséquent, Schlumberger s'est engagé, dans le cadre de ce financement, à garantir 30 % (environ 80 millions de dollars) jusqu'à l'achèvement du projet fin 2002. Si, au 31 décembre 2002, le refinancement n'est pas devenu sans recours pour l'acquéreur ou que l'état d'achèvement n'est pas en phase finale, Hanover Compressor dispose d'une option lui permettant de revendre sa participation dans la joint venture à Schlumberger. La constatation de la plus-value de cession de cette société a été différée et comptabilisée en 2003.

En juin 2001, une charge de 280 millions de dollars (0,48 dollar par action après dilution) liée à une provision constituée au titre de la moins-value estimée sur la cession de certaines activités de RMS (électricité et eau en dehors de l'Amérique du Nord et les activités mondiales de gaz). Cette charge comprenait la comptabilisation en pertes d'écarts d'acquisition (139 millions de dollars) et des écarts de conversion cumulés (79 millions de dollars).

En mars 2001, une charge de 25 millions de dollars (0,04 dollar par action après dilution) liée aux travaux d'étude et de recherche en cours suite à l'acquisition de Bull CP8.

Les montants avant impôts de 2001 tiennent compte : d'une charge cumulée de 119 millions de dollars incluse dans la rubrique Coût des ventes et des services, d'une charge de 25 millions inscrite au poste Frais d'études et de recherche et d'un crédit de 10 millions de dollars comptabilisé dans les Intérêts minoritaires.

Les provisions constituées au titre des locaux et des indemnités de licenciement en décembre 2002 sont analysées ci-après :

(en millions)

	Licenciement		Locaux
	Montant	Effectifs	Montant
Charges	\$ 94,5	3 492	\$ 42,8
Décaissées en décembre 2002	32,9	1 643	6,6
Solde au 31 décembre 2002	61,6	1 849	36,2
Décaissées / reprises en 2003	60,6	1 841	25,1
Solde au 31 décembre 2003	\$ 1,0	8	\$ 11,1

Au 31 décembre 2003, le reliquat de la provision pour licenciement, soit 1,0 million de dollars, a été classé dans les Dettes fournisseurs, comptes rattachés et autres dettes et le solde de la provision pour locaux, soit 11,1 millions de dollars, a été imputé aux Passifs destinés à être cédés dans le Bilan consolidé.

La charge de décembre 2001, qui comprenait des indemnités de licenciement de 41 millions de dollars et concernait 775 personnes, a été décaissée.

5. Acquisitions

Acquisition de Sema plc

Le 6 avril 2001, l'offre d'achat des actions Sema a été déclarée inconditionnelle dans tous ses aspects. Le total du prix d'acquisition de l'ensemble des actions en circulation de Sema, soit 5,15 milliards de dollars (y compris les frais liés à la transaction), a été financé grâce aux liquidités existantes et à des emprunts entrant dans le cadre d'une facilité de crédit de 3 milliards de dollars.

La valeur totale des écarts d'acquisition et des actifs incorporels identifiés comprend les éléments suivants :

(en milliards)

Prix d'acquisition (frais compris)	\$ 5,15
Ajustements liés à la méthode de l'acquisition	0,34
Actifs corporels acquis, net	(0,30)
	\$ 5,19

Les ajustements liés à la méthode de l'acquisition comprennent principalement des indemnités de licenciement (84 millions de dollars pour un effectif de 1 781 personnes), des fermetures de locaux (33 millions de dollars), des ajustements des régimes de retraite (136 millions) et des impôts et des frais de restructuration (50 millions de dollars). Au 31 décembre 2001, 26 millions de dollars des indemnités de licenciement concernant 593 personnes avaient été décaissés. Le reliquat a été versé en 2002.

Aux fins du reporting financier, Schlumberger a intégré les résultats d'exploitation de Sema dans ses états financiers consolidés à compter du 1er avril 2001. Si Sema avait été inclus dans le périmètre de consolidation à compter du 1er janvier, le bénéfice consolidé des douze mois clos le 31 décembre 2001 aurait augmenté de 538 millions de dollars (non audité) et se serait élevé à 14,3 milliards de dollars (non audité), et le bénéfice

net consolidé aurait diminué d'environ 140 millions de dollars à 382 millions de dollars (non audité). Cette baisse est pour l'essentiel imputable à l'accroissement des frais financiers, à l'amortissement des actifs incorporels et au recul des produits financiers.

Autres acquisitions

En 2002, des filiales de Schlumberger ont effectué les acquisitions suivantes :

- En mars, Inside Reality, société norvégienne spécialisée dans la technologie de réalité virtuelle à l'usage des secteurs pétrolier et gazier. Le prix d'acquisition s'est élevé à 18 millions de dollars en numéraire. Parmi les actifs acquis, les immobilisations incorporelles représentaient 18 millions de dollars.
- En avril, DBR International Inc., fabricant canadien d'équipements d'analyse des fluides offrant des services de conseil en analyse des fluides aux secteurs pétrolier et gazier. Le prix de cette opération s'est élevé à 12 millions de dollars en numéraire, et les actifs acquis comprenaient des écarts d'acquisition de 6 millions de dollars.
- En avril, A. Comeau and Associates, fournisseur canadien d'outillage de précision électrique et de services pour les puits activés. Le prix d'acquisition s'est élevé à 6 millions de dollars en numéraire, et les actifs acquis comprenaient un écart d'acquisition de 6 millions de dollars.
- En décembre, Technoguide AS, développeur de logiciels de modélisation de réservoirs leader dans son secteur. Le prix d'acquisition, soit 68 millions de dollars, comprenait 8 millions en numéraire et 1,35 million d'actions Schlumberger valorisées à 60 millions de dollars. Les actifs acquis comprenaient 23 millions de dollars au titre des écarts d'acquisition et 44 millions se rapportant à des immobilisations incorporelles (principalement des droits de propriété intellectuelle).

Ces opérations ont été comptabilisées selon la méthode de l'acquisition.

En 2001, des filiales de Schlumberger ont effectué les acquisitions suivantes :

- En mars, Bull CP8, leader sur le marché des cartes à microprocesseurs et applications associées destinées aux secteur bancaire, des téléphones portables et de la sécurisation de réseaux. Le prix d'acquisition s'est élevé à 313 millions de dollars versés en numéraire. Les actifs acquis comprenaient des immobilisations incorporelles identifiables (principalement des brevets) d'un montant de 136 millions de dollars et des écarts d'acquisition de 140 millions de dollars. Les travaux de recherche et développement en cours repris dans le cadre de cette transaction, dont le montant total s'élevait à 25 millions de dollars, ont été comptabilisés en charges au premier trimestre.
- En juin, Infosynergy ASA, société norvégienne d'intégration de systèmes d'information et de facturation clientèle. Le prix d'acquisition s'est élevé à 29 millions de dollars en numéraire. Les actifs acquis comprenaient un écart d'acquisition de 29 millions de dollars.

- En septembre, Sensor Highways Limited, société britannique leader sur le marché de la conception, de la fabrication et du déploiement de capteurs en fibres optiques de nouvelle génération ainsi que sur le marché des solutions informatiques en temps réel au profit des secteurs pétrolier et gazier et de la production et de la distribution d'énergie. Le montant total de cette acquisition, soit 100 millions de dollars, comprenait 70 millions en numéraire et 30 millions sous forme de billets. Les actifs acquis comprenaient des immobilisations incorporelles d'un montant de 48 millions de dollars et un écart d'acquisition de 50 millions de dollars.
- En septembre, Phoenix Petroleum Services, société britannique leader sur le marché des outils, des technologies et des techniques destinés à optimiser les services d'activation des puits, notamment ceux utilisant des pompes submersibles. Le prix d'acquisition s'est élevé à 33 millions de dollars en numéraire. Les actifs acquis comprenaient un écart d'acquisition de 26 millions de dollars.

Ces opérations ont été comptabilisées selon la méthode de l'acquisition.

Les résultats pro forma non audités concernant ces acquisitions ne sont pas présentés, leur impact n'étant pas significatif.

6. Cession de SchlumbergerSema à Atos Origin

Le 22 septembre 2003, Schlumberger a annoncé avoir conclu avec Atos Origin un accord portant sur la cession de SchlumbergerSema.

Le 29 janvier 2004, la transaction a été finalisée. En rémunération de la transaction, Schlumberger a perçu 443 millions d'euros (550 millions de dollars) en numéraire, qui comprenaient un ajustement du fonds de roulement, ainsi que 19,3 millions d'actions ordinaires d'Atos Origin d'une valeur de 1,02 milliard d'euros (1,275 milliard de dollars), ce qui représentait environ 29 % des actions ordinaires en circulation d'Atos Origin à l'issue de la transaction. Selon Schlumberger, cette cession devrait donner lieu à une plus-value qui sera comptabilisée dans les Activités cédées ou en cours de cession au premier trimestre 2004.

Le 2 février 2004, Schlumberger a cédé 9,6 millions d'actions ordinaires d'Atos Origin pour un montant net de 500 millions d'euros (625 millions de dollars). À l'issue de cette cession, la participation de Schlumberger a été ramenée à environ 15 % du capital social d'Atos Origin. Schlumberger comptabilisera le reliquat de la participation dans Atos Origin selon la méthode du coût historique.

7. Participations dans les filiales

Schlumberger et Smith International Inc. possèdent une joint venture de fluides de forage détenue à 40 % et comptabilisée selon la méthode de mise en équivalence par Schlumberger. Au 31 décembre 2003, la participation de Schlumberger s'élevait à 657 millions de dollars, contre 592 millions au 31 décembre 2002. La part de Schlumberger dans le résultat de cette joint venture était de 52 millions de dollars en 2003, 48 millions en 2002 et 51 millions en 2001.

8. Investissements

Le bilan consolidé fait état du portefeuille d'investissement de Schlumberger, réparti entre court et long terme en fonction des échéances. Dans des circonstances normales, Schlumberger compte conserver ces titres jusqu'à leur échéance, à l'exception des investissements considérés comme des titres de transaction

(151 millions de dollars au 31 décembre 2003, contre 0 dollar au 31 décembre 2002).

Les échéances des titres à revenu fixe sont les suivantes : 223 millions de dollars en 2005.

Le 31 décembre 2003, il n'existait pas de swaps de taux d'intérêt en cours sur les investissements. Les contrats de swap de taux d'intérêt n'ont pas eu d'impact significatif sur les produits financiers consolidés.

9. Titrisation

En septembre 2000, une filiale entièrement détenue par Schlumberger a conclu un contrat de cession de créances en vertu duquel elle s'est engagée à céder, à titre permanent, jusqu'à 220 millions de dollars de ses créances en une part indivisible, montant ultérieurement porté à 250 millions. Le montant des créances cédées dans le cadre de ce contrat totalisait 224 millions de dollars au 31 décembre 2003 et 155 millions de dollars au 31 décembre 2002. À moins qu'il ne soit prorogé en vertu d'un amendement, ce contrat expire en septembre 2004.

10. Stocks

Le tableau ci-dessous présente un résumé des stocks :

(en millions)

Au 31 décembre	2003	2002
Matières premières et matériel de développement de champs	\$ 778	\$ 1 010
Travaux en cours	96	118
Produits finis	62	138
	936	1 266
Moins : provisions pour obsolescence	139	223
	\$ 797	\$ 1 043

11. Actifs et passifs destinés à être cédés

Le 22 septembre 2003, Schlumberger a annoncé avoir conclu avec Atos Origin un accord portant sur la cession de SchlumbergerSema. Le 29 janvier 2004, la transaction a été finalisée. Conformément aux principes comptables généralement admis, les actifs et passifs qui seront sortis du Bilan consolidé de Schlumberger postérieurement à la cession ont été agrégés et figurent dans les Actifs destinés à être cédés (3,24 milliards de dollars) et les Passifs destinés à être cédés (1,22 milliard de dollars) dans le Bilan consolidé au 31 décembre 2003.

Les actifs et passifs destinés à être cédés sont analysés ci-dessous :

(en millions)

<i>Actifs destinés à être cédés</i>	
Dettes fournisseurs, comptes rattachés et autres dettes	\$ 978
Stocks	37
Autres actifs à court terme	159
Immobilisations	481
Ecart d'acquisition	1 334
Actifs incorporels	158
Impôts différés	35
Autres actifs	56
	\$ 3 238
<i>Passifs destinés à être cédés</i>	
Dettes fournisseurs, comptes rattachés et autres dettes	\$ 1 066
Impôt sur les bénéfices	14
Autres dettes	133
Intérêts minoritaires	5
	\$ 1 218

12. Immobilisations corporelles

Elles se répartissent comme suit :

(en millions)

Au 31 décembre	2003	2002
Terrains	\$ 56	\$ 63
Immeubles et agencements	1 239	1 225
Matériel et équipement	9 682	10 314
Coût total	10 977	11 602
Moins : amortissements cumulés	7 177	6 938
	\$ 3 800	\$ 4 664

Les durées de vie utiles des immeubles et agencements s'échelonnent principalement de 30 à 40 ans. 12 % du matériel et équipement sont amortis sur des périodes allant de 16 à 25 ans, 10 % sur des périodes comprises entre 10 et 15 ans et 78 % sur des périodes de 2 à 9 ans.

13. Données sismiques multiclients

Le tableau ci-après indique les variations de la valeur comptable des données sismiques multiclients :

(en millions)

	2003	2002
Solde à l'ouverture	\$ 1 018	\$ 1 029
Capitalisées au cours de l'exercice	150	345
Imputées au coût des ventes	(263)	(172)
Dépréciation, imputée au résultat	(399)	(184)
Solde à la clôture	\$ 506	\$ 1 018

14. Écarts d'acquisition

En juin 2001, la norme comptable SFAS 142 (*Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels*) a été publiée, et adoptée par Schlumberger à compter du 1er janvier 2002, date à laquelle les écarts d'acquisition et la valeur des effectifs ont cessé d'être amortis. La valeur des effectifs, qui s'élevait à 175 millions de dollars net des impôts différés, a été reclassée dans les Écarts d'acquisition.

L'amortissement des écarts d'acquisition et autres immobilisations incorporelles inclus dans les résultats de Schlumberger est résumé ci-dessous :

(en millions)

	Avant impôts		
	2003	2002	2001
Écarts d'acquisition	\$ -	\$ -	\$ 270
Valeur des effectifs	-	-	32
Autres actifs incorporels	104	72	45
	\$ 104	\$ 72	\$ 347

Les variations des écarts d'acquisition sont résumées ci-dessous :

(en millions)

	2003	2002
Solde à l'ouverture	\$ 4 230	\$ 6 261
Reclassement de la valeur des effectifs, net des impôts différés ¹	-	175
Dépréciation, imputée au résultat	-	(2 638)
Impact des variations des taux de change	488	370
Reclassé dans les <i>Actifs destinés à être cédés</i>	(1 334)	-
Autre, acquisitions et cessions comprises	(100)	62
Solde à la clôture	\$ 3 284	\$ 4 230

¹ À la suite de l'adoption de SFAS 142 le 1er janvier 2002.

Les variations de la valeur comptable des écarts d'acquisition par pôle en 2003 sont détaillées ci-après :

(en millions)

	Services pétroliers	Western- Geco	Schlumberger Sema	Autres	Total
Solde à l'ouverture	\$ 1 877	\$ 215	\$ 1 562	\$ 576	\$ 4 230
Autre ¹	588	14	(228)	14	388
Reclassé dans les <i>Actifs destinés à être cédés</i>	-	-	(1 334)	-	(1 334)
Solde à la clôture	\$ 2 465	\$ 229	\$ -	\$ 590	\$ 3 284

¹ Acquisitions, cessions et impact des variations des taux de change compris.

Les variations de la valeur comptable des écarts d'acquisition par pôle en 2002 sont détaillées ci-après :

(en millions)

	Services pétroliers	Western- Geco	Schlumberger Sema	Autres	Total
Solde à l'ouverture	\$ 1 771	\$ 209	\$ 3 952	\$ 329	\$ 6 261
Reclassement de la valeur des effectifs, net des impôts différés	-	-	175	-	175
Dépréciation imputée au résultat	-	-	(2 618)	(20)	(2 638)
Autre ¹	106	6	53	267	432
Solde à la clôture	\$ 1 877	\$ 215	\$ 1 562	\$ 576	\$ 4 230

1 Acquisitions, cessions et impact des variations des taux de change compris.

15. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont résumées ci-après :

(en millions)

Au 31 décembre	2003	2002
Valeur comptable brute	\$ 796	\$ 953
Moins : amortissements cumulés	393	394
	\$ 403	\$ 559

Les amortissements imputés au résultat se sont élevés à 104 millions de dollars en 2003 et à 118 millions en 2002.

Les immobilisations incorporelles comprennent pour l'essentiel des brevets, des logiciels, des technologies et autres éléments similaires. Au 31 décembre, la valeur comptable brute, les amortissements cumulés et les durées d'amortissements des immobilisations incorporelles étaient les suivants :

(en millions)

	2003		2002		Durées d'amortissement
	Valeur comptable brute	Amortissements cumulés	Valeur comptable brute	Amortissements cumulés	
Logiciels	\$ 401	\$ 146	\$ 458	\$ 164	5 - 10 ans
Technologies	178	76	242	81	5 - 10 ans
Brevets	171	143	174	124	5 - 10 ans
Autre	46	28	79	25	1 - 15 ans
	\$ 796	\$ 393	\$ 953	\$ 394	

La durée d'amortissement moyenne pondérée de l'ensemble des immobilisations incorporelles avoisine 7,5 ans.

Les amortissements imputés au résultat au cours des cinq années suivantes sont estimés, sur la base de la valeur brute comptable au 31 décembre 2003, à : 99 millions de dollars en 2004, 77 millions de dollars en 2005, 61 millions de dollars en 2006, 47 millions de dollars en 2007 et 37 millions de dollars en 2008.

16. Dettes à long terme

Le tableau ci-dessous détaille les dettes à long terme par obligations, billets de trésorerie et autres au 31 décembre :

(en millions)

	2003				2002			
	Obligations	Billets de trésorerie	Autres	Total	Obligations	Billets de trésorerie	Autres	Total
Dollar des États-Unis	\$ 2 422	\$ 1 475	\$ 335	\$ 4 232	\$ 997	\$ 724	\$ 407	\$ 2 128
Euro	665	6	284	955	1 399	442	237	2 078
Livre sterling	339	24	135	498	676	579	122	1 377
Dollar canadien	93	-	-	93	116	-	75	191
Yen	-	-	46	46	-	-	58	58
Couronne norvégienne	-	-	221	221	-	-	-	-
Autres devises	-	-	52	52	-	-	197	197
	\$ 3 519	\$ 1 505	\$ 1 073	\$ 6 097	\$ 3 188	\$ 1 745	\$ 1 096	\$ 6 029

Le 9 juin 2003, Schlumberger Limited a émis un emprunt de 850 millions de dollars en principal sous forme d'obligations convertibles non garanties 1,5 % de Catégorie A, échéance le 1er juin 2023 et un emprunt de 450 millions de dollars en principal sous forme d'obligations convertibles non garanties 2,125 % de Catégorie B venant à échéance le 1er juin 2023. Le 2 juillet 2003, en vertu d'une option dont bénéficiaient les souscripteurs initiaux, Schlumberger Limited a émis une tranche supplémentaire d'obligations non garanties de Catégorie A dont le montant en principal s'élevait à 125 millions de dollars.

Les obligations non garanties ont été cédées à Citigroup Global Markets Inc. et à Goldman, Sachs & Co. dans le cadre d'une exonération de l'enregistrement de ces titres, conformément à l'Article 4(2) de la Securities Act de 1933 (loi boursière américaine). Dans le cadre d'une transaction exonérée d'enregistrement en vertu de la Règle 144A de la Securities Act, les obligations non garanties ont été revendues par les acquéreurs avec les droits d'enregistrement. Le prix d'offre de ces obligations non garanties totalisait 1,425 milliard de dollars, la décote des acquéreurs initiaux était de 25,4 millions et les produits nets pour Schlumberger Limited se sont élevés à 1,4 milliard.

Les obligations non garanties des Catégories A et B sont convertibles, au gré de leurs détenteurs, en actions ordinaires de Schlumberger Limited. Les détenteurs d'obligations non garanties de Catégorie A peuvent convertir leurs titres en actions ordinaires selon la parité suivante : 13,8255 actions pour chaque tranche de 1 000 dollars en principal d'obligations de Catégorie A (ce qui équivaut à un prix de conversion initial de 72,33 dollars par action). Les détenteurs des obligations non garanties de Catégorie B peuvent convertir leurs titres en actions ordinaires selon la parité suivante : 12,5 actions pour chaque tranche de 1 000 dollars en principal des obligations de Catégorie B (ce qui équivaut à un prix de conversion initial de 80,00 dollars par action). Ces parités peuvent être ajustées dans certaines circonstances, mais non au titre des intérêts courus.

Le 6 juin 2008 ou postérieurement à cette date (pour les obligations non garanties de Catégorie A) ou le 6 juin 2010 (pour les obligations non garanties de Catégorie B), Schlumberger peut rembourser en numéraire tout ou partie des catégories d'obligations non garanties, sur notification des actionnaires, au prix de 100 % du montant en principal des obligations non garanties, majoré des intérêts courus non versés jusqu'à la date du remboursement. Le 1er juin 2008, le 1er juin 2013 et le 1er juin 2018, les porteurs d'obligations non garanties de Catégorie A peuvent demander à Schlumberger de racheter les titres qu'ils

détiennent. Le 1er juin 2010, le 1er juin 2013 et le 1er juin 2018, les porteurs d'obligations non garanties de Catégorie B peuvent demander à Schlumberger de racheter les titres qu'ils détiennent. Le prix de remboursement sera égal à 100 % du montant en principal des obligations non garanties, majoré des intérêts courus non payés jusqu'à la date du rachat. Les rachats intervenant le 1er juin 2008 (Catégorie A) et le 1er juin 2010 (Catégorie B) seront payés en numéraire. Aux autres dates, Schlumberger peut opter pour un remboursement en numéraire, sous forme d'actions ordinaires, ou toute combinaison d'actions et de numéraire. En outre, si un Changement Fondamental intervient, les porteurs peuvent demander à Schlumberger de rembourser en numéraire tout ou partie de leurs obligations, ou, au gré de Schlumberger, en actions ordinaires valorisées à 99 % de leur valeur de marché, ou sous forme d'une combinaison de numéraire et d'actions ordinaires à un prix égal à 100 % du montant en principal des titres, majoré des intérêts courus non payés à la date du remboursement. Si elles n'ont pas fait l'objet d'un rachat ou d'un amortissement anticipé, les obligations non garanties arrivent à échéance le 1er juin 2023.

Entre le 12 juin et le 22 juillet 2003, certaines filiales de Schlumberger ont lancé et mené à bien des appels d'offres en vue de racheter trois tranches de leurs emprunts obligataires européens en cours. Le montant en principal de ces emprunts rachetés par les filiales totalisait 1,3 milliard de dollars pour un coût total de 1,5 milliard de dollars, primes de remboursement, frais d'émission et d'offre compris. Le total de la charge se rapportant à cette offre s'est élevé à 168 millions de dollars.

Les emprunts entrant dans le cadre du programme de billets de trésorerie sont classés dans la dette à long terme dans la mesure où ils sont couverts par des facilités de crédit garanties disponibles et non utilisées venant à échéance à plus d'un an, et où la société compte conserver ces engagements sur une période supérieure à un an.

Au 31 décembre 2003, les dettes à long terme étaient remboursables aux échéances suivantes (en millions de dollars) : 552 en 2005, 314 en 2006, 1 755 en 2007, 1 394 en 2008 et 2 082 ultérieurement.

Le 31 décembre 2003, les swaps de taux d'intérêt en cours étaient les suivants : des swaps de taux d'intérêt payeur fixe / receveur variable sur 500 millions de dollars de dettes libellées en dollars des États-Unis ; des swaps de taux d'intérêt payeur fixe / receveur variable sur des dettes de 37 millions de dollars libellés en yens. Ces dettes ont diverses échéances jusqu'en décembre 2009. Les contrats de swap ont eu pour effet d'accroître les frais financiers de 30 millions de dollars en 2003.

17. Lignes de crédit

Le 31 décembre 2003, les filiales à 100 % de Schlumberger détenaient diverses lignes de crédit représentant au total 6,7 milliards de dollars auprès de banques commerciales, dont 6,5 milliards étaient garantis et 2,6 milliards étaient disponibles et non tirés. Ce montant comprend des lignes de crédit garanties de 3,7 milliards de dollars couvrant des emprunts entrant dans le cadre des programmes de billets de trésorerie aux États-Unis et en Europe venant à échéance en janvier 2007. Le 31 décembre 2003, une importante filiale de Schlumberger aux États-Unis a annulé un crédit de sûreté de 500 millions de dollars à 364 jours. Les taux d'intérêt et autres conditions d'emprunt varient d'un pays à l'autre.

18. Produits dérivés et opérations de couverture

Schlumberger utilise des produits dérivés tels que des swaps de taux d'intérêt, des swaps de devises, des contrats de change à terme et des options de change. Les contrats de change à terme offrent une couverture contre les effets des fluctuations des devises sur les actifs et passifs libellés dans une devise autre qu'une des monnaies fonctionnelles de la société. Les options sont habituellement utilisées pour couvrir le risque de change sur les engagements fermes concernant, généralement, la construction d'actifs à long terme.

La stratégie de Schlumberger en matière de gestion du risque de change consiste à utiliser des instruments dérivés afin de se prémunir contre les variations imprévues des résultats et des flux de trésorerie dues à la volatilité des taux de change. Les fluctuations de change constituent un risque pour les activités de Schlumberger dans la mesure où elles peuvent en affecter la rentabilité et les flux de trésorerie. Schlumberger utilise des contrats de change à terme, des swaps et des options. Dans le cadre de sa stratégie de gestion du risque de taux d'intérêt, Schlumberger utilise des emprunts à taux fixe et des produits dérivés pour minimiser les fluctuations significatives et imprévues des résultats dues à la volatilité des taux d'intérêt.

Schlumberger a pour objectif de (1) gérer la sensibilité aux fluctuations des taux d'intérêt en modifiant les taux ou les échéances de certaines de ses dettes et (2) diminuer, si possible, le coût des capitaux empruntés.

Schlumberger encourt un risque de crédit et de marché induit par l'utilisation d'instruments financiers dérivés destinés à couvrir le risque de variation des taux de change et des taux d'intérêts. La société minimise son risque de crédit en concluant des transactions avec des contreparties de premier plan, en limitant son exposition vis-à-vis de chacune d'entre elles et en suivant l'évolution de leur situation financière. Le risque de marché est géré par la mise en place et le suivi de paramètres qui limitent les types de risque de marché et les niveaux de tolérance de la société.

Au 31 décembre 2003, Schlumberger a comptabilisé une charge nette de 23 millions de dollars dans les capitaux propres au titre des produits dérivés et des opérations de couverture. Cette charge se rapporte principalement à une modification de la valeur de marché des swaps de taux d'intérêt conclu par la société aux États-Unis en raison de la baisse des taux.

19. Capital

Schlumberger est autorisé à émettre 1 500 000 000 d'actions ordinaires d'une valeur nominale de 0,01 dollar, dont 585 948 328 et 582 173 115 d'actions étaient en circulation aux 31 décembre 2003 et 2002, respectivement. Schlumberger est également autorisé à émettre 200 000 000 d'actions privilégiées à dividende cumulatif d'une valeur nominale de 0,01 dollar, qui peuvent être émises par tranche selon les conditions définies par le Conseil d'administration. Aucune action privilégiée n'a encore été émise. Les détenteurs d'actions ordinaires et privilégiées disposent d'une voix par action détenue.

20. Plans de rémunération en actions

Au 31 décembre 2003, Schlumberger disposait de deux types de plans de rémunération en actions, tels que détaillés ci-dessous. À compter du 1er janvier 2003, Schlumberger a adopté la méthode de comptabilisation à la juste valeur préconisée par les normes comptables SFAS 123 et 148. Au troisième trimestre 2003, la société a comptabilisé par anticipation des charges liées au plan d'options d'achat d'action et au plan d'achat d'actions dans le Compte de résultat consolidé pour les attributions postérieures au 1er janvier 2003. L'impact de l'adoption de cette norme sur le résultat net a été de 13 millions de dollars (0,02 dollar par action). Schlumberger comptabilise ses plans selon la méthode de la valeur intrinsèque conformément à la norme comptable APB 25 pour les octrois antérieurs au 1er janvier 2003. Si les coûts de rémunération afférents à ces plans avaient été calculés sur la base de la juste valeur des options à la date d'octroi, conformément à la norme SFAS 123, le bénéfice net et le bénéfice par action de Schlumberger auraient représenté les montants suivants :

(en millions, sauf pour les montants par action)

	2003	2002	2001
Résultat net			
Publié	\$ 383	\$ (2 320)	\$ 522
Ajustements pro forma :			
Coût du plan d'achat d'actions	(18)	(42)	(29)
Coût des options d'achat d'actions	(81)	(120)	(115)
Incidence fiscale	8	6	8
Pro forma	\$ 292	\$ (2 476)	\$ 386
Résultat par action avant dilution			
Publié	\$ 0,66	\$ (4,01)	\$ 0,91
Ajustements pro forma :			
Coût du plan d'achat d'actions	(0,03)	(0,07)	(0,05)
Coût des options d'achat d'actions	(0,14)	(0,21)	(0,20)
Incidence fiscale	0,01	0,01	0,01
Pro forma	\$ 0,50	\$ (4,28)	\$ 0,67
Résultat par action après dilution			
Publié	\$ 0,66	\$ (4,01)	\$ 0,91
Ajustements pro forma :			
Coût du plan d'achat d'actions	(0,03)	(0,07)	(0,05)
Coût des options d'achat d'actions	(0,14)	(0,21)	(0,20)
Incidence fiscale	0,01	0,01	0,01
Pro forma	\$ 0,50	\$ (4,28)	\$ 0,67

Plans d'options d'achat d'actions

En 2003, 2002 et 2001, et au cours des exercices précédents, Schlumberger a octroyé à ses dirigeants et cadres supérieurs des options d'achat d'actions dans le cadre des plans d'options d'achat d'actions de Schlumberger. Pour la totalité des options octroyées, le prix d'exercice de chaque option équivaut au prix de marché de l'action de Schlumberger à la date d'octroi, l'échéance d'une option est généralement plafonnée à dix ans, et les droits sur les options s'acquièrent généralement sur quatre ou cinq ans. Les options attribuées en juillet 2003 ont été plafonnées à 125 % de leur prix d'exercice.

Conformément à la norme comptable SFAS 123, la juste valeur de chaque tranche d'options accordée est évaluée à la date d'octroi selon la méthode de détermination des prix d'options de Black-Scholes à l'aide des hypothèses moyennes pondérées suivantes, utilisées en 2003, 2002 et 2001 : dividende de 0,75 dollar ; volatilité estimée comprise entre 34 % et 37 % en 2003, entre 32 % et 36 % en 2002 et entre 32 % et 35 % en 2001 ; taux d'intérêt sans risque en 2003 compris entre 2,83 % et 3,51 % pour les dirigeants et tous les autres employés ; taux d'intérêt sans risque en 2002 compris entre 4,34 % et 5,25 % pour les dirigeants et entre 3,04 % et 4,73 % pour les autres employés ; taux d'intérêt sans risque en 2001 de 4,91 % pour les dirigeants et compris entre 3,87 % et 5,01 % pour les autres employés ; durée estimée des options de 4,71 années pour les dirigeants et les autres employés en 2003 ; durée estimée des options de 6,6 années pour les dirigeants et de 5,07 années pour les autres employés en 2002 et de 5,51 années pour les dirigeants et 5,02 années pour les autres employés en 2001.

Le tableau ci-après détaille la couverture financière des plans d'options d'achat d'actions aux 31 décembre 2003, 2002 et 2001, ainsi que les variations des plans à ces dates :

	2003		2002		2001	
	Actions	Prix d'exercice moyen pondéré	Actions	Prix d'exercice moyen pondéré	Actions	Prix d'exercice moyen pondéré
Options à prix fixe						
En circulation à l'ouverture	36 869 684	\$ 57,03	32 836 340	\$ 55,80	31 208 321	\$ 54,43
Octroyées	3 460 150	\$ 45,04	7 314 617	\$ 55,14	4 110 468	\$ 61,55
Exercées	(1 319 174)	\$ 30,68	(2 296 593)	\$ 30,02	(1 444 588)	\$ 31,88
Annulées	(1 454 113)	\$ 66,92	(984 680)	\$ 66,69	(1 037 861)	\$ 71,27
En circulation à la clôture	<u>37 556 547</u>	\$ 56,50	<u>36 869 684</u>	\$ 57,03	<u>32 836 340</u>	\$ 55,80
Options pouvant être exercées à la clôture	<u>23 460 758</u>		<u>21 142 473</u>		<u>19 724 680</u>	
Juste valeur moyenne pondérée des options octroyées durant l'exercice	\$ 10,30		\$ 20,22		\$ 21,51	

Le tableau ci-après résume les informations concernant les options actuellement en circulation et celles pouvant être exercées en fonction de cinq fourchettes de prix d'exercice au 31 décembre 2003 :

Fourchette de prix d'exercice	Options en circulation			Options pouvant être exercées	
	Nombre d'options en circulation au 31/12/03	Durée de vie-résiduelle moyenne pondérée	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options pouvant être exercées au 31/12/03	Prix d'exercice moyen pondéré
\$ 3.831 - \$22.073	86 503	1,83	\$ 19,655	86 503	\$ 19,655
\$24.142 - \$30.710	4 426 622	1,39	\$ 27,624	4 426 622	\$ 27,624
\$30.795 - \$44.843	4 637 754	3,94	\$ 39,620	3 671 853	\$ 39,197
\$46.020 - \$65.330	18 470 275	7,39	\$ 54,843	7 326 837	\$ 55,694
\$71.315 - \$82.348	9 935 393	5,28	\$ 80,636	7 948 943	\$ 80,659
	<u>37 556 547</u>	5,68	\$ 56,497	<u>23 460 758</u>	\$ 56,141

Plan d'achat d'actions réservé au personnel

Dans le cadre du plan d'achat d'actions de Schlumberger, Schlumberger est autorisé à émettre jusqu'à 22 012 245 d'actions ordinaires destinées à ses employés. Selon les dispositions du plan, les employés ont la possibilité d'épargner jusqu'à 10 % de leur salaire annuel pour acquérir des actions ordinaires de Schlumberger. À compter du 1er juillet 2003, le prix d'achat de l'action représente 92,5 % de son cours le plus bas au début ou à l'issue de l'année couverte par le plan, à des intervalles de six mois. Avant le 1er juillet 2003, le prix d'achat représentait 85 % de son cours le plus bas au début ou à l'issue de l'année couverte par le plan, à des intervalles d'un an. Schlumberger a vendu 2 464 088 d'actions à ses employés dans le cadre de ce plan en 2003, contre 2 677 842 en 2002 et 1 752 833 en 2001. Le coût des rémunérations pro forma a été calculé à hauteur de la juste valeur des droits acquis par les employés, qui ont été évalués à l'aide de la méthode Black-Scholes en fonction des hypothèses suivantes pour les exercices 2003, 2002 et 2001 : dividende de 0,75 dollar ; volatilité estimée de 28 % en 2003, 34 % en 2002 et 36 % en 2001 ; et taux d'intérêt sans risque de 0,75 % en 2003, 1,74 % en 2002 et 3,03 % en 2001. La juste valeur moyenne pondérée des droits d'achat octroyés s'est élevée à 7,910 dollars en 2003, 13,324 dollars en 2002 et à 15,540 dollars en 2001.

21. Impôts sur les bénéfices

Schlumberger et ses filiales exercent leurs activités dans plus de cent juridictions fiscales différentes, dans lesquelles les taux d'imposition varient globalement entre 0 % et 50 %.

En 2003, le résultat avant impôts aux États-Unis comprenait la provision pour dépréciation de 283 millions de dollars de la banque de données multiclients se rapportant à WesternGeco, et une charge nette de 32 millions de dollars avant impôts concernant Hanover Compressor. En 2002, le résultat comptable avant impôts aux États-Unis comprenait des plus-values de cession d'activités totalisant environ 143 millions de dollars. Le résultat comptable avant impôts des activités en exploitation assujetti à l'impôt sur les bénéfices aux États-Unis et à l'étranger, pour chacun des trois exercices clos le 31 décembre, est analysé ci-dessous :

(en millions)

	2003	2002	2001
États-Unis	\$ (177)	\$ 149	\$ 714
Autres pays	745	(2 376)	373
Résultat avant impôts	\$ 568	\$ (2 227)	\$ 1 087

Schlumberger dispose de différences temporaires nettes de 632 millions de dollars au 31 décembre 2003, y compris une provision pour dépréciation de 325 millions concernant les pertes nettes de certaines activités en Europe, et de 583 millions au 31 décembre 2002. Les principaux éléments de ces différences temporaires se rapportaient, au 31 décembre 2003, à des prestations de retraites et assimilées (213 millions de dollars), des avantages consentis au personnel (183 millions), des immobilisations, des stocks et autres (194 millions), ainsi qu'à des pertes nettes (367 millions de dollars moins une provision pour dépréciation partielle de 325 millions). Au 31 décembre 2002, ces différences concernaient les avantages complémentaires de retraite (200 millions de dollars), les avantages consentis aux employés (225 millions), les immobilisations, stocks et autres éléments (123 millions) et les pertes d'exploitation nettes (182 millions moins une provision pour dépréciation partielle de 147 millions).

Les éléments de la charge d'impôts consolidée au titre des activités en exploitation sont analysés ci-dessous :

(en millions)

	2003	2002	2001
Charge de l'exercice :			
États-Unis – impôt fédéral	\$ 96	\$ 25	\$ 342
États-Unis – impôt des États	19	1	43
Autres pays	191	182	179
	\$ 306	\$ 208	\$ 564
Impôts différés :			
États-Unis – impôt fédéral	\$ (128)	\$ 28	\$ 5
États-Unis – impôt des États	(22)	2	3
Autres pays	(24)	(103)	(8)
Provision pour dépréciation	77	147	-
	\$ (97)	\$ 74	\$ -
Impôt consolidé sur les bénéfices	\$ 209	\$ 282	\$ 564

Au cours de chacun des trois exercices, Schlumberger a comptabilisé plusieurs charges / crédits au titre des activités en exploitation. Ces éléments sont détaillés dans la note Charges – activités en exploitation en page 55 de ce rapport. Le tableau ci-dessous fournit un rapprochement entre le taux d'imposition fédéral aux États-Unis (35 %) et le taux d'imposition consolidé effectif :

	2003	2002	2001
Taux de l'impôt fédéral aux États-Unis	35	(35)	35
Taux de l'impôt des États aux États-Unis	-	-	2
Bénéfices à l'étranger imposés à des taux différents	(16)	(6)	(5)
Provision pour dépréciation	6	7	-
Charges et crédits	12	47	20
Taux d'imposition effectif	37	13	52

Le taux d'imposition effectif de Schlumberger, hors charges et crédits, était de 25 % en 2003, 26 % en 2002 et de 33 % en 2001.

22. Baux et engagements de location

Le montant total des loyers s'est élevé à 532 millions de dollars en 2003, 458 millions en 2002 et 390 millions en 2001. Les engagements minima de location dans le cadre de baux non résiliables pour les prochains exercices clos le 31 décembre sont les suivants (en millions de dollars) : 2004, 344 ; 2005, 281 ; 2006, 241 ; 2007, 191 et 2008, 175. Ces engagements passeront de 258 à 3 millions de dollars au cours des trois périodes quinquennales suivantes. Sur la durée résiduelle des baux, le montant total des engagements s'élève à 24 millions de dollars.

23. Engagements hors-bilan

Le bilan consolidé comprend des provisions pour les coûts futurs estimés des mesures de remise en état de l'environnement liées à l'utilisation et à l'évacuation, dans le passé, de matières dangereuses. La majeure partie de ces coûts concerne des activités cédées ainsi que des installations ou des sites qui ne sont plus exploités. Il est possible que le coût final de remise en état dépasse les montants estimés du fait du caractère aléatoire de certains éléments, tels que le moment et le niveau de retraitement, la technologie à venir, les modifications réglementaires, les risques de dommages corporels ou de dégradation des ressources naturelles ou de biens immobiliers ainsi que divers autres facteurs. La direction n'estime cependant pas que de tels coûts supplémentaires aient un impact significatif sur les liquidités, la situation financière ou les résultats d'exploitation consolidés futurs.

En outre, Schlumberger et ses filiales sont engagés dans divers procès. Bien qu'il ne soit actuellement pas possible de présager de l'issue de ces procès, Schlumberger considère que tout passif qui pourrait en résulter ne devrait pas affecter de manière significative sa trésorerie, sa situation financière et ses résultats consolidés futurs.

Les instruments financiers de Schlumberger soumis au risque de concentration de crédit comprennent principalement des disponibilités et des placements à court terme ainsi que des créances sur la clientèle. Schlumberger place ses liquidités auprès d'institutions et de sociétés financières et limite son risque de crédit vis-à-vis de chacune d'entre elles. Schlumberger évalue de manière active la solvabilité des émetteurs auprès desquels la Société investit. Les créances sur la clientèle sont concentrées au sein de quelques activités et zones géographiques.

24. Informations par pôle d'activité

Schlumberger se compose de quatre pôles d'activité : Services pétroliers (OFS), WesternGeco, SchlumbergerSema (SLSEMA) et Autres activités. SchlumbergerSema comprend uniquement des activités cédées à Atos Origin le 29 janvier 2004. Les informations par pôle d'activité ont été reclassées afin de respecter la présentation adoptée cette année.

L'activité OFS, qui couvre quatre secteurs économiques et géographiques clairement définis, est évaluée sur la base suivante : premièrement, l'Amérique du Nord, un marché autosuffisant ; deuxièmement, l'Amérique latine, constituée par des marchés régionaux interdépendants des États-Unis ; troisièmement, l'Europe, autre marché important et autosuffisant, dans lequel nous incluons la CEI et l'Afrique de l'Ouest, dont l'économie est reliée de plus en plus étroitement à celle de l'Europe ; quatrièmement, la région Moyen-Orient et Asie, qui comprend les autres pays de l'hémisphère oriental, à divers stades de développement économique, tous dépendants du secteur pétrolier. Le secteur OFS offre tous les services d'exploration et de production nécessaires pendant la durée de vie d'un gisement de pétrole. Schlumberger estime que tous les produits et services sont liés et attend des performances identiques des uns et des autres.

WesternGeco fournit à l'échelle mondiale une large gamme de services d'imagerie, de contrôle et de développement de réservoirs et dispose d'équipes de sismiques étoffées ainsi que d'une importante banque de données sismiques multiclients. Ces services vont des campagnes sismiques tridimensionnelles et répétées dans le temps (4D) aux campagnes multicomposantes pour la délimitation de gisements potentiels et la gestion de réservoir. WesternGeco est détenu à 70 % par Schlumberger et à 30 % par Baker Hughes.

SchlumbergerSema, qui couvre trois secteurs économiques et géographiques clairement définis, est évalué sur la base suivante : l'Amérique du Nord et du Sud, un marché important et autosuffisant, l'Europe, un marché important et autosuffisant qui englobe le Moyen-Orient et l'Afrique, et l'Asie, qui comprend les autres pays de l'hémisphère oriental. SchlumbergerSema est un prestataire de services de premier ordre en matière de technologies de l'information et offre son expertise du domaine et ses capacités mondiales à un niveau local. SchlumbergerSema bénéficie d'une expertise reconnue dans le domaine du conseil, de l'intégration de systèmes, de l'infogérance et des produits connexes auprès des secteurs de l'énergie et de l'électricité, des finances, des transports et des marchés publics.

Le 22 septembre 2003, Schlumberger a annoncé avoir conclu avec Atos Origin un accord portant sur la cession des activités SchlumbergerSema. La cession a été finalisée le 29 janvier 2004.

Le pôle Autres activités comprend principalement Axalto (Cartes et terminaux de points de vente), Compteurs d'électricité, Continuité d'activité, Infodata, les Produits logiciels de télécommunications, les Services pour l'eau, Essentis et Publiphones. En 2001 et, il englobait également Resource Management Services, cédé depuis.

Les informations financières par secteur d'activité pour les trois exercices clos les 31 décembre 2003, 2002 et 2001 sont les suivantes :

(en millions)

2 0 0 3								
	Chiffre d'affaires	Résultat après impôts et intérêts minoritaires	Intérêts minoritaires	Impôts	Résultat avant impôts et intérêts minoritaires	Actifs attribuables à un secteur	Dotations aux amortis- sements et aux provisions	Dépenses d'investis- sement
OFS								
Amérique du Nord	\$ 2 626	\$ 234	\$ -	\$ 131	\$ 365	\$ 1 818	\$ 265	\$ 140
Amérique latine	1 439	177	-	44	221	1 136	153	102
Europe/CEI/Afrique de l'Ouest	2 605	379	-	81	460	1 644	218	167
Moyen-Orient/Asie	2 090	451	-	58	509	1 443	206	246
Éliminations/Autres	63	(47)	-	28	(19)	3 482	30	114
	<u>8 823</u>	<u>1 194</u>	<u>-</u>	<u>342</u>	<u>1 536</u>	<u>9 523</u>	<u>872</u>	<u>769</u>
WESTERNGECO	1 183	(17)	(7)	4	(20)	1 644	442	240
SLSEMA								
Amérique du Nord et du Sud	350	2	-	1	3	535	41	27
Europe/Moyen-Orient/Afrique	2 194	30	1	14	45	2 256	64	51
Asie	144	29	-	5	34	367	22	17
Éliminations et autres	(11)	(23)	-	2	(21)	80	17	-
	<u>2 677</u>	<u>38</u>	<u>1</u>	<u>22</u>	<u>61</u>	<u>3 238</u>	<u>144</u>	<u>95</u>
AUTRES ACTIVITÉS	1 480	72	-	37	109	1 498	87	59
Éliminations et autres	(270)	104	(108)	(196)	(200)	4 138	26	12
	<u>\$ 13 893</u>	<u>\$ 1 391</u>	<u>\$ (114)</u>	<u>\$ 209</u>		<u>\$ 20 041</u>	<u>\$ 1 571</u>	<u>\$ 1 175</u>
Produits financiers					49			
Frais financiers					(329)			
Charges					(638)			
					<u>\$ 568</u>			

(en millions)

2 0 0 2								
	Chiffre d'affaires	Résultat après impôts et intérêts minoritaires	Intérêts minoritaires	Impôts	Résultat avant impôts et intérêts minoritaires	Actifs attribuables à un secteur	Dotations aux amortis- sements et aux provisions	Dépenses d'investis- sement
OFS								
Amérique du Nord	\$ 2 308	\$ 174	\$ -	\$ 100	\$ 274	\$ 1 866	\$ 280	\$ 197
Amérique latine	1 318	143	-	26	169	1 143	157	124
Europe/CEI/Afrique de l'Ouest	2 496	305	-	78	383	1 629	215	285
Moyen-Orient/Asie	1 916	402	-	50	452	1 396	198	272
Éliminations/Autres	133	(26)	-	26	-	3 195	21	93
	<u>8 171</u>	<u>998</u>	<u>-</u>	<u>280</u>	<u>1 278</u>	<u>9 229</u>	<u>871</u>	<u>971</u>
WESTERNGECO	1 476	4	1	66	71	2 324	388	515
SLSEMA								
Amérique du Nord et du Sud	356	(36)	-	(18)	(54)	525	31	61
Europe/Moyen-Orient/Afrique	1 927	93	2	37	132	2 263	64	42
Asie	150	(1)	(1)	2	-	341	22	17
Éliminations et autres	(24)	(47)	-	(14)	(61)	344	1	-
	<u>2 409</u>	<u>9</u>	<u>1</u>	<u>7</u>	<u>17</u>	<u>3 473</u>	<u>118</u>	<u>120</u>
AUTRES ACTIVITÉS	1 334	11	2	5	18	1 386	68	68
Éliminations et autres	(272)	25	(96)	(76)	(147)	3 023	88	28
	<u>\$ 13 118</u>	<u>\$ 1 047</u>	<u>\$ (92)</u>	<u>\$ 282</u>		<u>\$ 19 435</u>	<u>\$ 1 533</u>	<u>\$ 1 702</u>
Produits financiers					68			
Frais financiers					(364)			
Charges					(3 168)			
					<u>\$ (2 227)</u>			

(en millions)

	2 0 0 1							
	Chiffre d'affaires	Résultat après impôts et intérêts minoritaires	Intérêts minoritaires	Impôts	Résultat avant impôts et intérêts minoritaires	Actifs attribuables à un secteur	Dotation aux amortis- sements et aux provisions	Dépenses d'investis- sement
OFS								
Amérique du Nord	\$ 2 847	\$ 401	\$ -	\$ 236	\$ 637	\$ 2 048	\$ 244	\$ 555
Amérique latine	1 456	148	-	35	183	1 307	142	177
Europe/CEI/Afrique de l'Ouest	2 134	308	-	77	385	1 676	180	284
Moyen-Orient/Asie	1 772	360	-	56	416	1 302	178	273
Éliminations/Autres	172	(40)	-	4	(36)	1 957	31	177
	<u>8 381</u>	<u>1 177</u>	<u>-</u>	<u>408</u>	<u>1 585</u>	<u>8 290</u>	<u>775</u>	<u>1 466</u>
WESTERNGECO	1 702	79	35	107	221	2 843	559	676
SLSEMA								
Amérique du Nord et du Sud	381	(29)	-	(30)	(59)	837	40	85
Europe/Moyen-Orient/Afrique	1 447	72	-	27	99	3 532	36	37
Asie	110	6	-	2	8	489	19	43
Éliminations et autres	(105)	(54)	-	(9)	(63)	1 699	-	-
	<u>1 833</u>	<u>(5)</u>	<u>-</u>	<u>(10)</u>	<u>(15)</u>	<u>6 557</u>	<u>95</u>	<u>165</u>
AUTRES ACTIVITÉS	2 016	71	6	11	88	2 199	95	97
Éliminations et autres	(176)	(458)	(12)	48	(422)	2 437	352	49
	<u>\$ 13 756</u>	<u>\$ 864</u>	<u>\$ 29</u>	<u>\$ 564</u>		<u>\$ 22 326</u>	<u>\$ 1 876</u>	<u>\$ 2 453</u>
Produits financiers					153			
Frais financiers					(380)			
Charges					(143)			
					<u>\$ 1 087</u>			

Les éliminations du résultat net des Services pétroliers comprennent certains frais de siège non affectés à un secteur géographique, la fabrication et autres opérations et les coûts maintenus dans OFS.

Les éliminations du résultat net de SchlumbergerSema comprennent certains frais de siège non affectés à un secteur géographique et d'autres coûts maintenus dans SchlumbergerSema.

La rubrique Éliminations et autres des Autres activités inclut l'amortissement de l'écart d'acquisition (en 2001) et d'autres actifs incorporels, de même que des charges hors exploitation, telles que les charges liées aux transferts entre secteurs et aux frais financiers (hormis ceux figurant ci-dessus), qui ne sont pas incluses dans le résultat d'exploitation par secteur. Les actifs non attribuables à un secteur comprennent principalement des placements à court terme et des placements à revenu fixe détenus jusqu'à échéance.

Au cours des trois exercices clos le 31 décembre 2003, aucun client ne représentait à lui seul plus de 10 % du chiffre d'affaires consolidé.

Au cours des trois derniers exercices, Schlumberger n'a dégagé aucun chiffre d'affaires autre qu'intragroupe dans son pays de domiciliation. Durant chacun de ces trois exercices, seul le chiffre d'affaires réalisé aux États-Unis a représenté plus de 10 % du chiffre d'affaires consolidé. Le chiffre d'affaires réalisé aux États-Unis s'est élevé à 3,8 milliards de dollars en 2003, contre 4,0 milliards de dollars en 2002 et 5,1 milliards en 2001.

Les frais financiers ne comprennent pas les montants inclus dans les résultats des secteurs (2003 - 5 millions de dollars ; 2002 - 4 millions ; 2001 - 5 millions).

La dotation aux amortissements et aux provisions et les dépenses d'investissement comprennent les coûts se rapportant aux données sismiques multiclients.

25. Retraites et avantages complémentaires de retraite

Régimes de retraite aux États-Unis

Schlumberger et sa filiale aux États-Unis ont adopté plusieurs régimes de retraite à prestations définies en faveur de la quasi-totalité du personnel. La valeur des droits est déterminée en fonction du nombre d'années de service et de la moyenne des rémunérations. Ces régimes sont presque intégralement couverts par des versements effectués auprès d'un trust, tant pour les services passés que présents. Les charges comptabilisées dans l'exercice sont déterminées par des actuaires indépendants. La politique de gestion de ces plans de retraite est de verser chaque année les montants déductibles fiscalement de l'impôt fédéral sur les sociétés. Ces contributions ont pour but de couvrir les droits cumulés et ceux provenant d'obligations futures. En 2004, ces contributions devraient représenter entre 40 millions et 150 millions de dollars.

Les hypothèses suivantes ont été retenues pour le calcul de la charge de retraite sont détaillées ci-dessous :

(en millions)

	2003	2002	2001
Taux d'actualisation	6,75 %	7,25 %	7,50 %
Taux d'augmentation des rémunérations	3,00 %	3,00 %	4,50 %
Rendement des actifs des fonds	8,50 %	8,50 %	9,00 %

Le montant de la charge nette des régimes de retraite aux États-Unis est analysé ci-dessous :

(en millions)

	2003	2002	2001
Coût relatif aux services rendus au cours de l'exercice	\$ 56	\$ 51	\$ 38
Charge d'intérêt sur le coût des prestations projetées	93	90	84
Rendement anticipé des actifs des fonds (rendement réel : 2003, \$ 177 ; 2002, \$ (114) ; 2001, \$ (70))	(87)	(93)	(101)
Amortissement des actifs à la date de changement de méthode	-	-	(1)
Amortissement des obligations relatives aux services passés et autres	5	7	7
Amortissement des pertes (gains) nets latents	4	-	(4)
Charge de retraite nette de l'exercice	\$ 71	\$ 55	\$ 23

Aux 31 décembre 2003 et 2002, la variation de la valeur de l'ensemble des droits projetés, les actifs des régimes de retraite et le montant des engagements étaient les suivants :

(en millions)

	2003	2002
Valeur de l'ensemble des droits projetés à l'ouverture	\$ 1 441	\$ 1 254
Coût relatif aux services rendus	56	51
Charge d'intérêts	93	90
Déficits actuariels	94	123
Prestations versées	(82)	(77)
Amendements	(6)	-
Cession	(13)	-
Valeur de l'ensemble des droits projetés à la clôture	\$ 1 583	\$ 1 441
Valeur au cours du marché des actifs des fonds à l'ouverture	\$ 952	\$ 1 074
Rendement effectif des actifs des fonds	177	(114)
Cotisations	69	69
Prestations versées	(82)	(77)
Cession	(9)	-
Valeur au cours du marché des actifs des fonds à la clôture	\$ 1 107	\$ 952
Excédent de la valeur des actifs par rapport à la valeur de l'ensemble des droits projetés	\$ (476)	\$ (489)
Déficit net latent	324	329
Obligations relatives aux services passés, non comptabilisées	11	22
Cotisations à recevoir	-	(50)
Engagements de retraite à la clôture	\$ (141)	\$ (188)
Valeur au cours du marché des actifs des fonds à la clôture	\$ 1 107	\$ 902
Valeur de l'ensemble des droits cumulés à la clôture	(1 478)	(1 336)
Obligations minimum de retraite	(371)	(434)
Engagements de retraite à la clôture	141	188
Coûts relatifs aux services passés, non comptabilisés	11	22
Comptabilisé dans les autres éléments du résultat global	\$ (219)	\$ (224)

En raison du recul des performances boursières au cours des trois dernières années et de la baisse des taux d'intérêt, la valeur des actifs détenus dans le cadre des régimes de retraite américains a diminué au cours des deux dernières années, accroissant de façon proportionnelle le déficit de capitalisation des régimes. Du fait de la dépréciation des actifs des fonds de pension et de la baisse des taux d'intérêt, qui accroît la valeur actuelle des engagements de retraite, Schlumberger a comptabilisé dans les Capitaux propres une charge cumulée avant impôts sans incidence sur la trésorerie de 219 millions de dollars (136 millions après impôts). Cette provision sera partiellement réintégrée au cours des exercices à venir en cas de reprise du marché.

Le taux d'actualisation, le taux d'augmentation des rémunérations et le rendement estimé des actifs des fonds utilisés pour déterminer la valeur de l'ensemble des droits projetés sont détaillés ci-après :

	2003	2002
Taux d'actualisation	6,25 %	6,75 %
Taux d'augmentation des rémunérations	3,00 %	3,00 %
Rendement des actifs des fonds	8,50 %	8,50 %

Au 31 décembre 2003, les actifs des fonds ne comprenaient aucune action ordinaire de Schlumberger.

Le tableau ci-dessous donne une ventilation des actifs des fonds de pension :

(en millions)

	2003	2002
Actions américaines – non indexées	\$ 381	\$ 301
Actions américaines – indexées	131	89
Actions – autres pays	180	134
Titres à revenu fixe - long terme	257	228
Disponibilités et valeurs mobilières de placement	103	98
Autres investissements	55	52
Cotisations à recevoir	-	50
	\$ 1 107	\$ 952

L'allocation d'actifs a pour objectif de diversifier le portefeuille en investissant dans différentes catégories d'actifs afin de diminuer la volatilité tout en maintenant une combinaison d'actifs offrant le rendement à long terme le plus élevé qu'il est possible d'attendre, accompagné d'un niveau de risque acceptable. Les stratégies d'investissement prévoient de réaligner aux niveaux prédéfinis la combinaison d'actifs à chaque fois que nécessaire et de réévaluer au moins une fois par an les niveaux de capitalisation et les stratégies d'allocation d'actifs. Pour accroître la diversification et limiter les risques liés à la gestion, Schlumberger ne confie généralement pas plus de 15 % des actifs des fonds à un seul gestionnaire.

Le rendement anticipé des actifs à long terme est de 8,5 %. Cette hypothèse représente le taux de rendement des actifs des fonds de pension et correspond au rendement moyen anticipé des fonds investis ou devant être investis dans le but de financer les prestations incluses dans les droits projetés. L'hypothèse retenue correspond aux taux de rendement futurs anticipés du portefeuille compte tenu de l'allocation d'actifs et des taux de rendement dégagés par le passé. La pertinence de l'hypothèse est revue au moins une fois par an. Au cours des dix dernières années, le fonds de pension a dégagé un rendement annualisé de 9,2 %.

Régimes de retraite en dehors des États-Unis

Les filiales de Schlumberger cotisent à des plans de retraite à prestations définies et des plans de retraite à cotisations définies en faveur de la quasi-totalité de leur personnel non couvert par des régimes statutaires. Pour les plans à prestations définies, les charges comptabilisées durant l'exercice sont déterminées par des actuaires indépendants. Ces plans sont presque intégralement couverts par des versements effectués auprès de trusts, tant pour les services passés que présents. Les charges comptabilisées au titre de la totalité des plans à prestations définies se sont élevées à 87 millions de dollars en 2003, 58 millions de dollars en 2002 et 52 millions de dollars en 2001. Compte tenu des actifs des plans et de la valeur de l'ensemble des droits projetés, le seul plan à prestations définies significatif en dehors des États-Unis est celui du Royaume-Uni.

Le taux d'actualisation, le taux d'augmentation des rémunérations et le rendement estimé des actifs des fonds utilisés pour déterminer la valeur de l'ensemble des droits projetés sont détaillés ci-après :

	2003	2002	2001
Taux d'actualisation	5,70 %	5,75 %	6,00 %
Taux d'augmentation des rémunérations	3,75 % - 2,50 %	4,00 %	4,00 %
Rendement des actifs des fonds	8,50 %	9,00 %	9,00 %

Pour le plan britannique, le montant de la charge nette pour 2003, 2002 et 2001 (y compris les plans de Sema plc.) (converti en dollars des États-Unis au taux moyen de l'exercice), est analysé ci-après :

(en millions)

	2003	2002	2001
Coût relatif aux services rendus au cours de l'exercice	\$ 52	\$ 58	\$ 47
Charge d'intérêts sur le coût des prestations projetées	66	59	44
Rendement anticipé des actifs des fonds (rendement effectif : 2003, \$ 152 ; 2002, \$ (147) ; 2001, \$ (47))	(90)	(91)	(68)
Amortissement des pertes latentes	11	-	-
Amortissement des actifs à la date du changement de méthode et autre	-	1	(2)
Charge nette de l'exercice	<u>\$ 39</u>	<u>\$ 27</u>	<u>\$ 21</u>

La variation de la valeur de l'ensemble des droits projetés, les actifs des fonds et le montant des engagements de retraite (convertis en dollars des États-Unis au taux de change à la clôture de l'exercice) étaient les suivants :

(en millions)

	2003	2002
Valeur de l'ensemble des droits projetés à l'ouverture	\$ 1 142	\$ 989
Coût relatif aux services rendus	52	58
Charge d'intérêt	66	59
Cotisations des bénéficiaires	7	7
Transferts	18	-
Pertes (gains) actuariels	165	(45)
Différence de change	152	106
Prestations versées	(32)	(25)
Cessions	-	(7)
Valeur de l'ensemble des droits projetés à la clôture	<u>\$ 1 570</u>	<u>\$ 1 142</u>
Valeur au cours du marché des actifs des fonds à l'ouverture	\$ 815	\$ 868
Rendement effectif des actifs des fonds	152	(147)
Différence de change	106	81
Cotisations patronales	47	39
Cotisations salariales	7	7
Transferts	15	-
Prestations versées	(32)	(25)
Cessions	(2)	(8)
Valeur au cours du marché des actifs des fonds à la clôture	<u>\$ 1 108</u>	<u>\$ 815</u>
Excédent de la valeur des droits projetés par rapport à la valeur des actifs	\$ (462)	\$ (327)
Perte nette latente	498	351
Obligations relatives aux services passés, non comptabilisés	-	1
Actif net latent à la date du changement de méthode	(1)	(2)
Actifs des plans	<u>\$ 35</u>	<u>\$ 23</u>
Valeur de marché des actifs des plans sous-capitalisés à la clôture	\$ 882	\$ 335
Valeur de l'ensemble des droits cumulés – plans sous-capitalisés à la clôture	<u>(1 097)</u>	<u>(495)</u>
Obligations minimum – plans sous-capitalisés	(215)	(160)
Engagements de retraite – plans sous-capitalisés	6	70
Comptabilisé dans les autres éléments du résultat global	<u>\$ (209)</u>	<u>\$ (90)</u>

En raison du recul des performances boursières au cours des trois dernières années et de la baisse des taux d'intérêt, la valeur des actifs détenus dans le cadre des régimes de retraite américains a diminué au cours des deux dernières années, accroissant de façon proportionnelle le déficit de capitalisation des régimes. Du fait de la dépréciation des actifs des fonds de pension et de la baisse des taux d'intérêt, qui accroît la valeur actuelle des engagements de retraite, Schlumberger a comptabilisé dans les Capitaux propres une charge cumulée avant impôts sans incidence sur la trésorerie de 209 millions de dollars (147 millions après impôts). Cette provision sera partiellement réintégrée au cours des exercices à venir en cas de reprise du marché.

Le taux d'actualisation et le taux d'augmentation des rémunérations utilisés pour déterminer la valeur de l'ensemble des droits projetés sont détaillés ci-après :

	2003	2002
Taux d'actualisation	5,60 %	5,70 %
Taux d'augmentation des rémunérations	4,00 % - 3,50 %	3,75 % - 2,55 %

Le tableau ci-dessous donne une ventilation des actifs des fonds de pension :

(en millions)

	2003	2002
Actions et titres assimilés	\$ 818	\$ 610
Titres à revenu fixe	178	95
Obligations indexées de l'Etat britannique	56	46
Immobilier	17	15
Autres investissements	39	49
	\$ 1 108	\$ 815

Les administrateurs fiduciaires de tous les plans britanniques déterminent leur stratégie d'investissement en regard du profil des engagements de chaque fonds pris individuellement et ont retenu des grilles de référence offrant à leur avis un équilibre entre l'optimisation des rendements des actifs et la minimisation d'un risque de déficit des engagements à long terme.

Globalement, les administrateurs fiduciaires de chaque plan ont pour objectif d'obtenir un niveau de diversification et de liquidité approprié permettant de dégager une croissance du capital et des rendements afin de financer, grâce aux nouvelles cotisations salariales et patronales, les engagements actuels et futurs de chaque plan. Pour ce faire, ils utilisent les services de gestionnaires qui doivent respecter des grilles de référence et diverses restrictions afin d'éviter toute concentration anormale d'actifs. Au fur et à mesure de la maturation des plans, les administrateurs fiduciaires adaptent la pertinence de leur politique d'investissement.

L'hypothèse de rendement global anticipé des actifs représente le rendement moyen anticipé de chacune des principales catégories d'actifs. Le rendement anticipé de chaque catégorie d'actif est obtenue à partir d'une analyse des performances historiques, d'analyses prévisionnelles des marchés financiers (sur la base des rendements existants) et des opinions des sociétés d'investissement. Au cours des dix années passées, le rendement annualisé des fonds de pension a été de 5,3 %.

Les cotisations et les coûts des régimes à cotisations définies sont généralement basés sur un pourcentage prédéterminé des salaires. Les montants comptabilisés en charges se sont élevés à 47 millions de dollars en 2003, 44 millions de dollars en 2002 et 32 millions de dollars en 2001.

Autres avantages de retraite

Outre des plans de retraite, Schlumberger et ses filiales font bénéficier les retraités d'autres avantages, principalement d'intéressement aux bénéfices. Les coûts afférents à ces avantages ont été, respectivement, de 137, 143 et 192 millions de dollars en 2003, 2002 et 2001.

Couverture médicale

Schlumberger et sa filiale aux États-Unis offrent à certains employés en activité des plans liés au remboursement de frais médicaux. Le coût de ces avantages est pris en charge au fur et à mesure des dépenses et s'est élevé, respectivement, à 70, 79 et 68 millions de dollars en 2003, 2002 et 2001. En dehors des États-Unis, de tels avantages sont dans la plupart des cas octroyés dans le cadre de régimes statutaires.

Avantages complémentaires de retraite

Schlumberger et sa filiale aux États-Unis font bénéficier les anciens membres de leur personnel affiliés aux régimes de retraite aux États-Unis de certaines prestations de couverture des frais médicaux.

Les principales hypothèses actuarielles retenues pour le calcul des coûts étaient un taux d'actualisation de 6,75 % en 2003, 7,25 % en 2002 et 7,5 % en 2001. La hausse du coût des prestations liées aux frais médicaux était de 10,8 % pour être ramenée à 5 % sur les six années suivantes, puis à 5 % ultérieurement.

La charge nette des exercices 2003, 2002 et 2001 au titre des avantages complémentaires de retraite aux États-Unis est analysée ci-dessous :

(en millions)

	2003	2002	2001
Coût relatif aux services rendus au cours de l'exercice	\$ 28	\$ 21	\$ 13
Charge d'intérêt sur l'engagement cumulé au titre des avantages complémentaires de retraite	53	41	32
Amortissement de la perte (du gain) net non comptabilisé et autres	11	4	(1)
	<u>\$ 92</u>	<u>\$ 66</u>	<u>\$ 44</u>

La variation des engagements cumulés et le montant des engagements au titre des avantages complémentaires de retraite étaient les suivants aux 31 décembre 2003 et 2002 :

(en millions)

	2003	2002
Engagements cumulés au titre des avantages complémentaires de retraite à l'ouverture	\$ 676	\$ 478
Coût relatif aux services rendus	28	21
Charge d'intérêts	53	41
Déficits actuariels	202	121
Prestations versées	(26)	(21)
Autres	-	36
Engagements cumulés au titre des avantages complémentaires de retraite à la clôture	933	676
Déficit net latent	(326)	(105)
Obligations relatives aux services passés non comptabilisés	(2)	(27)
Provision au titre des avantages complémentaires de retraite au 31 décembre	<u>\$ 605</u>	<u>\$ 544</u>

Les engagements au titre des avantages complémentaires de retraite aux 31 décembre 2003 et 2002 se répartissent comme suit :

(en millions)

	2003	2002
Retraités	\$ 404	\$ 277
Membres de plein droit	162	110
Personnel en activité	367	289
	<u>\$ 933</u>	<u>\$ 676</u>

L'engagement cumulé au titre des avantages complémentaires de retraite a été calculé à partir d'un taux d'actualisation de 6,25 % en 2003 et de 6,75 % en 2002.

Dans l'hypothèse d'une hausse d'un point du coût des prestations médicales par rapport à celle prise en compte ci-dessus, le coût des prestations de santé en 2003 se serait élevé à 99 millions de dollars, et l'engagement cumulé au titre des avantages complémentaires de retraite au 31 décembre 2003 aurait représenté 1 120 millions de dollars.

Dans l'hypothèse d'une baisse d'un point du coût des prestations médicales par rapport à celle prise en compte ci-dessus, le coût des prestations de santé en 2003 se serait élevé à 67 millions de dollars, et l'engagement cumulé au titre des avantages complémentaires de retraite au 31 décembre 2003 aurait représenté 790 millions de dollars.

26. Informations complémentaires

Le chiffre d'affaires d'exploitation et le coût des ventes et des services s'analysent comme suit :
(en millions)

Exercice clos le 31 décembre	2003	2002	2001
Chiffre d'affaires d'exploitation			
Produits	\$ 3 947	\$ 3 605	\$ 4 421
Services	9 946	9 513	9 335
	\$ 13 893	\$ 13 118	\$ 13 756
Coûts directs d'exploitation			
Produits vendus	\$ 2 656	\$ 1 749	\$ 2 540
Services	8 122	8 441	7 766
	\$ 10 778	\$ 10 190	\$ 10 306

Les frais financiers et les impôts sur les bénéfices payés au titre des activités en exploitation sont les suivants :
(en millions)

Exercice clos le 31 décembre	2003	2002	2001
Frais financiers	\$ 354	\$ 373	\$ 363
Impôts sur les bénéfices	\$ 150	\$ 251	\$ 298

Le poste *Fournisseurs, autres créanciers et charges à payer* se ventile comme suit :
(en millions)

Au 31 décembre	2003	2002
Rémunérations, congés payés et autres frais de personnel	\$ 773	\$ 957
Fournisseurs	800	999
Impôts autres que sur les bénéfices	160	245
Charges à payer	1 026	1 266
Autre	489	1 114
	\$ 3 248	\$ 4 581

Le poste *Produits financiers et autres revenus* s'analyse comme suit :
(en millions)

Exercice clos le 31 décembre	2003	2002	2001
Produits financiers	\$ 52	\$ 69	\$ 159
Quote-part dans le résultat des sociétés affiliées	75	64	62
Plus-value de cession du billet Hanover Compressor	32	-	-
Plus-value de cession de participations	2	-	-
Plus-value de cession d'instruments financiers	5	6	21
	\$ 166	\$ 139	\$ 242

Le poste *Provision pour créances douteuses* est analysé ci-après:
(en millions)

Exercice clos le 31 décembre	2003	2002
Solde à l'ouverture	\$ 173	\$ 145
Augmentation	55	66
Comptabilisation en pertes	(65)	(47)
Reclassé dans les Actifs destinés à être cédés	(36)	-
Autre 1	1	9
Solde à la clôture	\$ 128	\$ 173

1 Comprend les acquisitions et cessions de sociétés

Rapport des réviseurs comptables indépendants

Aux administrateurs et actionnaires de Schlumberger Limited

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints, bilan, compte de résultats, état des fonds propres et état des flux de trésorerie, donnent une image fidèle, dans tous ses aspects significatifs, de la situation financière de Schlumberger Limited et de ses filiales aux 31 décembre 2003 et 2002, ainsi que des résultats et flux de trésorerie pour les trois exercices clos les 31 décembre 2003, 2002 et 2001, conformément aux principes comptables généralement admis aux États-Unis d'Amérique. Ces états financiers ont été établis sous la responsabilité de la Direction de Schlumberger. Notre responsabilité consiste, sur la base de nos audits, à émettre une opinion sur ces états financiers. Nos audits ont été effectués conformément aux normes d'audit généralement admises aux États-Unis d'Amérique. Selon ces normes, nous devons planifier et réaliser l'audit de façon à obtenir une assurance raisonnable que ces états financiers ne comportent pas d'anomalie significative. Un audit comprend l'examen par sondage des éléments probants qui justifient les montants et informations figurant dans les états financiers, l'appréciation de la validité des principes comptables utilisés et des estimations significatives faites par la Direction, ainsi que l'appréciation de la présentation des états financiers dans leur ensemble. Nous estimons que nos audits constituent un fondement raisonnable à notre opinion.

Ainsi que mentionné dans la note 20 de l'Annexe aux États financiers consolidés, la Société a modifié sa méthode de comptabilisation des options d'achat d'actions en 2003.

Ainsi que mentionné dans la note 14 de l'Annexe aux États financiers consolidés, la Société a modifié sa méthode de comptabilisation des écarts d'acquisition en 2002.

PricewaterhouseCoopers LLP

New York, New York
Le 25 février 2004

Résultats trimestriels
(NON AUDITÉS)

Le tableau ci-dessous résume les résultats trimestriels des quatre trimestres des exercices clos les 31 décembre 2003 et 2002. La marge brute, qui correspond au chiffre d'affaires d'exploitation moins le coût des ventes et des services, a été retraitée afin d'exclure les activités cédées.

(en millions, sauf pour les montants par action)

	Chiffre d'affaires	Marge brute	Résultat net	Résultat par action ⁶	
				Avant dilution	Après dilution
Trimestres - 2003					
Premier	\$ 3 263	\$ 662	\$ 149	\$ 0,26	\$ 0,26
Deuxième ¹	3 485	727	112	0,19	0,19
Troisième ²	3 474	325	(55)	(0,09)	(0,09)
Quatrième ³	3 671	759	177	0,30	0,30
	\$ 13 893	\$ 2 473	\$ 383	\$ 0,66	\$ 0,66
Trimestres - 2002					
Premier ⁴	\$ 3 167	\$ 660	\$ 172	\$ 0,30	\$ 0,30
Deuxième	3 242	706	196	0,34	0,34
Troisième	3 358	681	173	0,30	0,30
Quatrième ⁵	3 351	(2 455)	(2 861)	(4,92)	(4,92)
	\$ 13 118	\$ (408)	\$ (2 320)	\$ (4,01)	\$ (4,01)

1 Comprend des frais de 81 millions de dollars liés à l'extinction de dettes (0,14 dollar par action après dilution)

2 Comprend une charge nette après impôts de 298 millions de dollars (0,49 dollar par action après dilution)

3 Comprend une charge nette de 61 millions de dollars (0,10 dollar par action après dilution).

4 Comprend une charge après impôts de 29 millions de dollars (0,05 dollar par action après dilution).

5 Comprend une charge nette après impôts de 3 081 millions de dollars (5,30 dollars par action).

6 La somme des résultats trimestriels par action peut ne pas correspondre au total du résultat annuel par action

RÉSUMÉ DES PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES SUR CINQ ANS

(en millions, sauf pour les montants par action)

Exercice clos le 31 décembre

	2003	2002 ¹	2001 ¹	2000 ¹	1999 ¹
RÉSUMÉ DE L'EXPLOITATION					
Chiffre d'affaires d'exploitation:					
Services pétroliers	\$ 8 823	\$ 8 171	\$ 8 381	\$ 6 855	\$ 5 520
WesternGeco	1 183	1 476	1 702	511	591
SchlumbergerSema ²	2 677	2 409	1 833	70	-
Autres activités	1 480	1 334	2 016	2 095	2 138
Eliminations et autres	(270)	(272)	(176)	(73)	(18)
Total du chiffre d'affaires d'exploitation	\$ 13 893	\$ 13 118	\$ 13 756	\$ 9 458	\$ 8 231
% d'augmentation (de diminution) sur l'année précédente	6%	(5)%	45%	15%	(21)%
Résultat d'exploitation avant impôts :					
Services pétroliers	\$ 1 536	\$ 1 278	\$ 1 585	\$ 1 061	\$ 652
WesternGeco	(20)	71	221	(25)	(54)
SchlumbergerSema ²	61	17	(15)	(83)	-
Autres ³	109	18	88	153	88
Eliminations ⁴	(200)	(147)	(422)	(193)	(169)
Résultat d'exploitation avant impôts et intérêts minoritaires	1 486	1 237	1 457	913	517
Intérêts minoritaires	(10)	(1)	38	7	11
Total du résultat avant impôts et charges	\$ 1 496	\$ 1 238	\$ 1 419	\$ 906	\$ 506
% d'augmentation (de diminution) sur l'année précédente	21%	(13)%	57%	79%	(57)%
Produits financiers	49	68	153	297	228
Frais financiers	329	364	380	273	184
Charges (nettes des intérêts minoritaires) ⁵	534	3 077	134	(7)	120
Impôts sur les bénéfices ⁶	209	282	564	222	131
Bénéfice (perte) - activités en exploitation	\$ 473	\$ (2 417)	\$ 494	\$ 715	\$ 299
% d'augmentation (de diminution) sur l'année précédente	-	-	(31)%	139%	(45)%
Bénéfice (perte) - activités cédées ou					
en cours de cession	\$ (90)	\$ 97	\$ 28	\$ 20	\$ 68
Résultat net	\$ 383	\$ (2 320)	\$ 522	\$ 735	\$ 367
% d'augmentation (de diminution) sur l'année précédente	-	-	(29)%	100%	(64)%
Résultat par action avant dilution					
Activités en exploitation	\$ 0,81	\$ (4,18)	\$ 0,86	\$ 1,25	\$ 0,55
Activités cédées ou en cours de cession	(0,15)	0,17	0,05	0,04	0,12
Résultat net	\$ 0,66	\$ (4,01)	\$ 0,91	\$ 1,29	\$ 0,67
Réintégration de l'amortissement des écarts d'acquisition	-	-	0,50	0,17	0,16
Résultat ajusté par action	\$ 0,66	\$ (4,01)	\$ 1,41	\$ 1,46	0,83
Résultat par action avant dilution					
Activités en exploitation	\$ 0,81	\$ (4,18)	\$ 0,85	\$ 1,23	\$ 0,53
Activités cédées ou en cours de cession	(0,15)	0,17	0,06	0,04	0,12
Résultat net	\$ 0,66	\$ (4,01)	\$ 0,91	\$ 1,27	\$ 0,65
Réintégration de l'amortissement des écarts d'acquisition	-	-	0,50	0,17	0,15
Résultat ajusté par action	\$ 0,66	\$ (4,01)	\$ 1,41	\$ 1,44	\$ 0,80
Dividende en numéraire déclaré par action	\$ 0,75	\$ 0,75	\$ 0,75	\$ 0,75	\$ 0,75

(en millions, sauf pour les montants par action)

Exercice clos le 31 décembre

	2003	2002 ¹	2001 ¹	2000 ¹	1999 ¹
RÉSUMÉ DES DONNÉES FINANCIÈRES					
Bénéfice en % du chiffre d'affaires d'exploitation	3%	(18)%	4%	8%	4%
Bénéfice en % du chiffre d'affaires d'exploitation activités en exploitation, hors charges	7%	5%	6%	8%	5%
Rentabilité économique – activités en exploitation ⁸	10%	6%	8%	9%	5%
Rentabilité en % des capitaux propres moyens activités en exploitation	8%	(31)%	6%	9%	4%
Rentabilité en % des capitaux propres moyens activités en exploitation, hors charges	16%	9%	10%	9%	5%
Acquisition d'immobilisations corporelles	\$ 1 025	\$ 1 358	\$ 2 037	\$ 1 311	\$ 787
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	\$ 1 200	\$ 1 245	\$ 1 172	\$ 930	\$ 917
Nombre moyen d'actions en circulation :					
Avant dilution	584	579	574	570	549
Après dilution	586	579	580	580	564
AU 31 DÉCEMBRE					
Endettement net ⁷	\$ (4 176)	\$ (5 021)	\$ (5 037)	\$ 422	\$ 1 231
Fonds de roulement	\$ 1 554	\$ 735	\$ 1 487	\$ 3 502	\$ 4 787
Total de l'actif	\$ 20 041	\$ 19 435	\$ 22 326	\$ 17 173	\$ 15 081
Dettes à long terme	\$ 6 097	\$ 6 029	\$ 6 216	\$ 3 573	\$ 3 183
Capitaux propres	\$ 5 881	\$ 5 606	\$ 8 378	\$ 8 295	\$ 7 721
Effectifs – activités en exploitation	77 000	77 500	79 000	58 000	53 000

1 Partiellement reclassé pour tenir compte des changements organisationnels et des activités cédées ou en cours de cession.

2 Acquis le 1er avril 2001, cédé le 29 janvier 2004.

3 Comprend Axalto (cartes à puce, terminaux de point de vente), Compteurs d'électricité, Continuité d'activité, Infodata, Produits logiciels de télécommunications, Services pour l'eau, Essentis et Publiphones, et les activités de RMS (cédées en 2001).

4 Comprend l'amortissement des écarts d'acquisition et autres actifs incorporels afférents aux acquisitions.

5 Les charges sont détaillées en pages 28, 29 et 30.

6 En 2003, la provision pour impôts sur les bénéfices avant l'incidence fiscale sur les charges était de 303 millions de dollars. En 2002, la provision pour impôts sur les bénéfices avant l'incidence fiscale nette sur les charges s'est élevée à 249 millions de dollars. En 2001, la provision pour impôts sur les bénéfices avant l'incidence fiscale sur les charges s'est élevée à 401 millions de dollars. En 2000, la provision pour impôts sur les bénéfices avant l'incidence fiscale sur les charges s'est élevée à 212 millions de dollars. En 1999, la provision pour impôts sur les bénéfices avant l'avantage fiscal sur les charges et l'incidence fiscale sur la plus-value de cession des instruments financiers s'est élevée à 123 millions de dollars.

7 Tel que défini en pages 33 et 34.

8 La rentabilité économique – activités en exploitation est calculée comme suit : [Bénéfice net – activités en exploitation, hors charges + intérêts minoritaires - frais financiers – produits financiers – incidence fiscale liée aux frais financiers] divisé par [Capitaux propres + endettement net + intérêts minoritaires]. Les charges exclues sont : 2003 – 440 millions de dollars ; 2002 – 3 110 millions de dollars ; 2001 – 297 millions de dollars ; 2000 – 3 millions de dollars ; 1999 – 128 millions de dollars. La direction de Schlumberger estime que l'exclusion de ces charges, qui déroge aux principes comptables généralement admis, lui permet d'évaluer de façon plus efficace les activités de la société d'un exercice à un autre et d'identifier les évolutions opérationnelles qui pourraient être masquées par les charges, si celles-ci n'étaient pas exclues.

L'organisation de Schlumberger

Fondé en 1927, Schlumberger Limited est une entreprise internationale de services pétroliers et de services d'information, dont l'activité principale concerne l'industrie de l'énergie. Au 31 décembre 2003, la Société employait 77 000 collaborateurs, dont 25 000 collaborateurs chez SchlumbergerSema, de plus de 140 nationalités différentes, dans 100 pays. Les principaux sièges de Schlumberger se trouvent à Paris, New York et La Haye. En 2003, la Société était composée de trois pôles principaux : Services pétroliers Schlumberger, premier fournisseur mondial d'une large gamme de services et solutions technologiques à l'industrie pétrolière et gazière internationale ; WesternGeco, l'une des plus grandes sociétés de pointe à l'échelle mondiale dans le secteur de la sismique de surface, détenue conjointement avec Baker Hughes ; SchlumbergerSema, leader de la fourniture de services de conseil informatique, d'intégration de systèmes, et de services réseaux et infrastructures, destinés au secteur de l'énergie, ainsi qu'au secteur public et aux marchés des télécommunications et de la finance.

Le 22 septembre 2003 Schlumberger a annoncé son intention de céder SchlumbergerSema à Atos Origin. La cession a été finalisée le 29 janvier 2004. Schlumberger se compose désormais de deux grands pôles d'activité : Services pétroliers et WesternGeco.

Des négociations sont en cours en vue de la cession de toutes les activités restantes qui sont regroupées sous la rubrique "Autres activités" présentées ci-après.

Services pétroliers Schlumberger est l'un des premiers fournisseurs de services et de solutions technologiques pour l'industrie pétrolière internationale. Fort de 48 000 collaborateurs, ce pôle gère ses activités dans le cadre de 27 régions GeoMarket* regroupées en quatre grandes zones géographiques : Amérique du Nord, Amérique latine, Europe/CEI/Afrique de l'Ouest, Moyen-Orient et Asie. Les GeoMarkets offrent aux clients un point de contact local unique pour leurs opérations sur le terrain et mobilisent des équipes à l'échelle de chaque marché géographique pour répondre aux besoins locaux spécifiques et offrir des solutions sur mesure.

En 1927, Schlumberger a inventé le logging, technique qui permet de recueillir des données dans les puits de pétrole et de gaz. Aujourd'hui, Services pétroliers Schlumberger est présent sur chacun des grands marchés de services auxquels l'industrie a recours pendant toute la durée de vie d'un réservoir. Organisés en sept lignes de produits technologiques, sur lesquelles Schlumberger détient plusieurs positions de leader du marché, ces services exploitent les synergies techniques pour introduire des solutions innovantes sur les différents GeoMarkets.

- Logging : services fournissant l'information nécessaire à l'évaluation de la formation, à la planification et au contrôle de la construction des puits, et à l'évaluation et la gestion de la production. On les divise en logging des formations en trou ouvert, et logging des formations en puits tubé.
- Forage et mesures : services de forage dirigé, de mesures en cours de forage et de logging en cours de forage.
- Services pour les puits : construction de puits de pétrole et de gaz, et optimisation de la production tout au long de la vie d'un gisement pétrolier ou gazier. Services de pompage haute pression, stimulation des puits, opérations au "coiled tubing", cimentation et travaux d'ingénierie.
- Complétion et productivité des puits : services d'essai, de complétion et de production des puits de pétrole et de gaz, dont essais et perforation, systèmes de complétion, complétions intelligentes, et gamme complète de services de production assistée.

- Gestion intégrée des projets (IPM) : conseil, gestion des projets et études d'ingénierie mobilisant l'expertise des autres segments technologiques au service du secteur de l'exploration-production.
- Services de données et de conseil : mesures, interprétation et intégration de tous types de données d'exploration-production, et services de conseil experts pour la caractérisation des réservoirs, l'amélioration de la production, les solutions multidisciplinaires pour les réservoirs et la production, et la planification du développement de gisements.
- Solutions informations Schlumberger : conseil, logiciels, gestion de l'information et gestion de l'infrastructure informatique au service des processus opérationnels de base de l'industrie pétrolière et gazière.

Ces lignes de produits technologiques sont aussi chargées de superviser les processus opérationnels, l'attribution des ressources, l'affectation du personnel et les questions de qualité, santé, sécurité et environnement sur les différents GeoMarkets où ils opèrent.

Elles bénéficient de l'assistance de dix-neuf centres de recherche-développement (R-D). Dans ses efforts de R-D, Schlumberger est résolument engagé en faveur de programmes de technologies avancées qui visent à accroître l'efficacité des services pétroliers, abaisser les coûts de découverte et de production, améliorer la productivité, optimiser la récupération des réserves et augmenter la valeur des actifs, tout en permettant de réaliser l'ensemble de ces objectifs dans le respect de la sécurité et de l'environnement.

Services pétroliers de Schlumberger recourt à son propre personnel pour commercialiser ses produits et services. La base de clients, les risques commerciaux et les opportunités de croissance sont globalement identiques pour l'ensemble des services. Les installations de production, les services d'études d'ingénierie et les centres de recherche sont partagés ; le personnel est interchangeable. L'innovation technologique, la qualité du service et le prix constituent ses principaux atouts vis-à-vis de la concurrence. Dans les différentes zones géographiques, la compétition est variable selon les services proposés. Bien que ses concurrents soient nombreux et de toutes tailles, Schlumberger se positionne en leader des services de mesures et de logging en cours de forage, de logiciels de géoscience et de traitement entièrement informatisé des données de logging. Une part importante de l'offre de Schlumberger n'est pas liée aux appareils de forage ; le chiffre d'affaires n'est donc pas nécessairement corrélé avec les variations du nombre d'appareils en activité.

En décembre 2003, Schlumberger a annoncé un accord d'acquisition progressive de PetroAlliance, la plus grosse société russe indépendante de services pétroliers, cet accord débutant par l'acquisition d'une participation minoritaire en 2004. PetroAlliance fournit une large gamme de services d'exploration et de développement, de niveau international, dans toute la Russie et la région Caspienne.

Schlumberger détient une participation minoritaire dans M-I Drilling Fluids, joint venture formée avec Smith International, qui propose des fluides de forage et de complétion permettant de stabiliser les couches géologiques pendant l'opération de forage, et de réduire au minimum les dommages causés à la formation durant les opérations de complétion et de reconditionnement.

WesternGeco, qui est détenu à 70 % par Schlumberger, fournit à l'échelle mondiale une gamme complète de services de sismique pour l'imagerie, la surveillance et le développement des réservoirs ; la société dispose des équipes de sismique et des centres de traitement de données les plus importants de l'industrie, ainsi que de la plus vaste base de données multiclients du monde. Les services qu'elle assure vont des campagnes sismiques 3D et 4D répétées dans le temps aux campagnes multicomposantes pour la délimitation des gisements potentiels et la gestion des réservoirs. Parmi les solutions de sismique figurent

la technologie exclusive Q* pour la description, la caractérisation et la surveillance des réservoirs pendant toute la durée de vie du gisement – de l'exploitation à la récupération assistée.

Pour répondre au large éventail des besoins des clients dans le domaine des services à terre, en mer et dans les zones de transition en eau peu profonde, WesternGeco propose une large gamme de technologies et de services :

- Sismique terrestre : gamme complète de moyens d'acquisition des données de sismique à terre et dans les zones de transition en eau peu profonde.
- Sismique marine : système d'acquisition des données sismiques marines par capteur unique entièrement étalonné et de traitement, offrant l'avancée technologique indispensable à la gestion des réservoirs de nouvelle génération.
- Services multiclients : données sismiques de haute qualité issues des bassins d'hydrocarbures les plus prometteurs, et base de données sismiques de pointe.
- Services pour les réservoirs : équipes, outils et technologies permettant aux clients de bénéficier d'une approche entièrement intégrée pour localiser, définir et surveiller le réservoir.
- Traitement des données sismiques : centres de traitement à grande échelle des données sismiques pour les projets complexes.

SchlumbergerSema a fourni en 2003 des services informatiques en conseil, intégration de systèmes, services gérés et solutions réseaux et infrastructures, destinés en priorité au secteur mondial de l'énergie, ainsi qu'à des marchés régionaux spécifiques desservant les télécommunications, la finance, les transports et le secteur public.

Avant sa cession, SchlumbergerSema était organisé comme suit :

- Solutions réseaux et infrastructures, qui associe technologies spécifiques, compétences spécialisées et infrastructures mondiales pour assurer la mise en place de l'entreprise numérique à l'aide de sa suite de services DeXa, et qui fournit des infrastructures IP mondiales sécurisées, des solutions intégrées de sécurisation de l'information, des services de connectivité sans fil et à distance aux réseaux, et des services complets gérés par réseau.
- Conseil et intégration de systèmes, qui propose des services de conseil, des systèmes opérationnels et des systèmes techniques à grande échelle conçus pour fonctionner au plus haut niveau de fiabilité dans des conditions difficiles. Les connaissances, compétences et méthodes des consultants de Schlumberger dans le monde entier, associées aux capacités de conseil technique, d'intégration de systèmes et d'infogérance de SchlumbergerSema, permettent de développer, mettre en œuvre et gérer d'importants projets commerciaux et informatiques qui sont vitaux pour les objectifs stratégiques et la réussite à long terme de toutes les entreprises.

Autres activités regroupe les activités qui font actuellement l'objet de négociations actives en vue de leur cession. Il s'agit de :

- Axalto (Cartes à puce et Terminaux de point de vente) – Le 22 septembre 2003, Cartes à puce et terminaux Schlumberger a pris pour nom Axalto afin d'accroître sa visibilité et de renforcer son image d'acteur de premier plan dans le secteur des cartes à puce. La division e-City, activité de systèmes d'horodateurs de Cartes à puce et terminaux Schlumberger, a été cédée à Apax, au quatrième trimestre 2003.
- Continuité d'activité (services de secours et d'assistance aux entreprises en cas de sinistre pour assurer la continuité du fonctionnement des activités stratégiques).
- Essentis (plates-formes logiciels pour l'émission de cartes de paiement et le traitement des transactions).
- Progiciels de télécommunications (systèmes logiciels pour les applications de messagerie sans fil).
- Services pour l'eau (services de gestion de l'eau).
- Infodata offre une large gamme de services de données en ligne et de services de marketing direct en Suède.
- Publiphones fournit des terminaux de téléphonie publique et les solutions de communication connexes.
- Compteurs d'électricité (compteurs automatiques et technologie de télérelevé pour le secteur de l'électricité de l'Amérique du Nord). En juillet 2003, Schlumberger a conclu un accord de cession de l'activité Compteurs d'électricité à Itron Inc. ; cette opération, qui devrait être achevée au premier semestre de 2004, est soumise à l'aboutissement du processus d'examen prévu au titre de la loi américaine Hart-Scott-Rodino, ainsi qu'à d'autres conditions.

Conseil d'administration

John Deutch^{4,5}
Professeur
Massachusetts Institute
of Technology
Cambridge, Massachusetts

Jamie S. Gorelick^{1,2}
Associée
Wilmer, Cutler Pickering LLP
Washington, D.C.

Andrew Gould³
Président-directeur général
Schlumberger

Tony Isaac¹
Directeur général
BOC Group
Surrey, Royaume-Uni

Adrian Lajous^{2,3,4}
Consultant principal Énergie
McKinsey & Company
Houston, Texas
Président
Petrometrica
Mexico

André Lévy-Lang^{1,3,5}
Investisseur
Paris

Didier Primat¹
Président
Primwest Holding N.V.
Curaçao, Antilles néerlandaises

Nicolas Seydoux^{2,4}
Président-directeur général
Gaumont
Paris

Linda Gillespie Stuntz^{1,4}
Associée
Stuntz, Davis & Staffier, P.C.
Washington, D.C.

Sven Ullring^{2,3}
Consultant
Hovik, Norvège

¹ Membre du comité de vérification
des comptes

² Membre du comité de rémunération

³ Membre du comité financier

⁴ Membre du comité de nomination
et de gouvernance d'entreprise

⁵ Membre du comité technologique

Direction

Andrew Gould
Président-directeur général

Jean-Marc Perraud
Directeur général adjoint
Directeur financier

Dalton Boutte
Directeur général adjoint

Chakib Sbiti
Directeur général adjoint

Ellen Summer
Secrétaire du conseil
Directrice juridique

Simon Ayat
Directeur
Contrôleur et responsable des
processus de gestion

Pierre E. Bismuth
Directeur

Mark Danton
Directeur

Peter Goode
Directeur

René Huck
Directeur

Philippe Lacour-Gayet
Directeur

Terje Nikolaysen
Directeur

Satish Pai
Directeur

Jean-Dominique Percevault
Directeur

Doug Pferdehirt
Directeur

David Tournadre
Directeur

André B. Erlich
Directeur des systèmes
d'information

Frank Sorgie
Directeur comptable

Michel Soublin
Trésorier

Janet B. Glassmacher
Secrétaire adjointe du conseil

Informations générales

Informations aux actionnaires

Les actions Schlumberger sont cotées sur les Bourses de New-York (symbole SLB), Euronext de Paris et d'Amsterdam, sur la Bourse de Londres et sur les Bourses suisses SWX.

Pour obtenir, en anglais, les résultats et le dividende du trimestre, ainsi que des informations sur le Groupe, appelez le numéro 00 1 703 797 18 62. Consultez également notre site Internet : investorcenter.slb.com et inscrivez-vous pour recevoir des avis électroniques.

Service des titres, gestion et contrôle

EquiServeTrust Company, N.A.
P.O. Box 43010
Providence, Rhode Island
02940-3010
Tél. 00 1 800 733 50 01 ou
00 1 781 575 34 00.

Des informations aux actionnaires sont disponibles sur le site : www.equiserve.com

Rapport annuel et rapport 10-K

Les actionnaires peuvent obtenir gratuitement un exemplaire du rapport annuel incluant le rapport 10-K communiqué à la Securities and Exchange Commission, en s'adressant au secrétaire du conseil d'administration de Schlumberger Limited, 153 East 53rd Street, 57th Floor, New York, NY 10022 ou en téléphonant au 00 1 703 797 18 62. Ils peuvent aussi le consulter en ligne à l'adresse suivante : investorcenter.slb.com

Envois en double

Si un actionnaire détient des actions sur plus d'un compte, ou si des actionnaires habitent à la même adresse, il se peut qu'ils reçoivent le rapport annuel en double. Pour éliminer ces envois en double, prenez contact avec la Direction de la Communication Europe de Schlumberger Limited, 42 rue Saint-Dominique, 75007 Paris.

Schlumberger sur Internet

Pour tout renseignement sur les technologies, les services et les solutions de Schlumberger, et pour connaître les dernières nouvelles de l'industrie, consultez notre site Internet : www.slb.com

Avis électroniques

Pour recevoir les communiqués de presse de Schlumberger, des informations sur l'actualité du Groupe et des nouvelles quotidiennes de l'industrie, inscrivez-vous à l'adresse suivante : investorcenter.slb.com

Recrutement

Visitez notre site : www.careers.slb.com

Schlumberger Excellence in Educational Development (SEED)

Pour tout savoir sur le programme d'aide à l'éducation de SEED, fondation à but non lucratif basée sur le bénévolat, visitez notre site : www.seed.slb.com

* Marque de Schlumberger

Photographies de Frédéric Carnet et pour les pages 2, 3, 4 et 12 de Philippe Charliat

Schlumberger Limited
153 East 53rd Street,
57th Floor,
New York, New York 10022

42, rue Saint-Dominique,
75007 Paris

Parkstraat 83,
2514 JG La Haye

www.slb.com



Schlumberger

Schlumberger